

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA SÉCURISATION DE LA MENACE TERRORISTE AUX ÉTATS-UNIS,  
DEPUIS G. W. BUSH JUSQU'À LA FIN DU PREMIER MANDAT DE BARACK  
OBAMA

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
ARLOW LALIBERTÉ SEYER

SEPTEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Réaliser et achever ce mémoire a été pour moi l'étape la plus difficile de mon cheminement académique. Je n'y serais pas parvenu sans l'encadrement et le soutien de mon entourage.

Je tiens à remercier mon directeur, Alex Macleod, professeur au département de science politique de l'UQÀM. Du début jusqu'à la fin, il m'a soutenu par ses encouragements et ses conseils judicieux. Je me considère particulièrement chanceux d'avoir eu un directeur toujours prêt à répondre rapidement à mes questions.

Je suis aussi très reconnaissant envers ma famille pour son support, tout particulièrement Richard Seyer, Liette Laliberté, Alexis Laliberté Seyer et Kime Laliberté. Je remercie spécialement Fanny-Laurence Dorais qui a toujours cru en moi.

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION.....	1
Problématique.....	2
Cadre d'analyse.....	2
Question de recherche.....	9
Méthodologie.....	10
CHAPITRE I	
LA SÉCURISATION DE LA MENACE TERRORISTE PAR L'ADMINISTRATION G. W. BUSH.....	13
1.1 Le contexte historique de la sécurisation du terrorisme.....	13
1.2 Comment s'est déployée la sécurisation.....	14
1.3 Les mesures et les politiques adoptées.....	22
1.4 Conclusion.....	30
CHAPITRE II	
LA SÉCURISATION DE LA MENACE TERRORISTE DEPUIS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE BARACK OBAMA: DISCOURS ET FORMULATIONS.....	31
2.1 Appréciation de la menace dans les discours.....	32
2.2 Les moyens du contreterrorisme dans les discours: dimensions militaires.....	40

2.3 Les moyens du contreterrorisme dans les discours: dimensions non militaires.....	45
2.4 Conclusion.....	49
CHAPITRE III	
LES POLITIQUES ADOPTÉES PAR L'ADMINISTRATION OBAMA POUR LUTTER CONTRE LA MENACE TERRORISTE.....	51
3.1 La démarche militaire.....	51
3.2 Les moyens non militaires.....	65
3.3 Conclusion.....	72
CONCLUSION.....	74
RÉFÉRENCES.....	84

## RÉSUMÉ

Notre recherche a comme sujet la lutte contre le terrorisme aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001. Notre problématique aborde les changements et les continuités dans la lutte contre le terrorisme menée par les États-Unis durant le premier mandat du président Barack Obama par rapport à son prédécesseur, au niveau des discours et des pratiques. Pour cette recherche, nous employons la théorie de la sécurisation développée par l'École de Copenhague. D'après celle-ci, énoncer un enjeu comme un « problème de sécurité » permet d'obtenir des pouvoirs spéciaux pour s'en occuper, d'une manière déterminée de la part de l'auteur de la démarche sécuritaire (Waever 1995, p.54). À l'aide de ce cadre d'analyse, nous analysons les discours formulés par des acteurs clés (George W. Bush, Dick Cheney, Barack Obama, John O. Brennan) et les politiques qui ont suivies. Notre recherche nous conduit à croire que malgré certains changements et reformulations, il y a une continuité générale de la sécurisation de la menace terroriste sous Obama.

Après que les tours jumelles du World Trade Center ont été percutées par deux avions de ligne le 11 septembre 2001, la politique américaine a connu d'importants changements. L'administration du président G. W. Bush a entrepris une lutte contre le terrorisme qui était sans précédent. Selon la théorie de la sécurisation de l'École de Copenhague, c'était un cas de sécurisation à grande échelle. En effet, le gouvernement américain a annoncé une menace urgente mettant en péril l'existence de nombreux objets référents (la souveraineté des États-Unis et de leurs alliés, la sécurité des Américains et du reste du monde...) et a demandé certains droits spéciaux pour s'en occuper. L'administration Bush a pris par la suite plusieurs moyens extraordinaires afin de prévenir et combattre la menace terroriste: interventions militaires en Afghanistan et en Iraq, adoption du Patriot Act, ouverture de la prison de Guantanamo Bay et de centres de détention secret par la CIA, etc.

L'élection présidentielle de Barack Obama en 2009 annonçait de nombreux changements dans la politique américaine, notamment au niveau de la lutte contre le terrorisme et la sécurité nationale. Les discours du nouveau président et de John O. Brennan (le conseiller principal pour la lutte antiterroriste entre 2009 et 2012) laissaient croire qu'il en serait ainsi: les troupes américaines seraient retirées d'Iraq, la prison de Guantanamo Bay serait fermée et le gouvernement américain n'emploierait plus la torture. La lutte contre le terrorisme durant le premier mandat du président Obama a toutefois été marquée par davantage de continuités que de changements en comparaison à l'administration précédente. La menace terroriste a continué d'être l'objet d'une sécurisation à travers laquelle le gouvernement a poursuivi des politiques extraordinaires au nom de la lutte contre le terrorisme. Bref, la sécurisation de la menace terroriste s'est poursuivie malgré certaines reformulations et de nouvelles politiques...

## MOTS-CLÉS

*École de Copenhague, sécurisation, lutte contre le terrorisme, Barack Obama, George W. Bush*

## Introduction

Le terrorisme est devenu un enjeu sécuritaire prioritaire de l'ordre du jour international. L'exemple le plus cité en ce sens demeure les États-Unis et la *Global War on Terrorism*. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement américain a mené une lutte implacable contre le terrorisme international à l'échelle nationale et internationale. De nombreux dispositifs de sécurité ont été déployés dans la sphère domestique en même temps que la *Global War on Terrorism* a été déclarée. Jentleson (2007 : p. 284) remarque que depuis 9/11, « la *global war on terrorism (GWOT)* a éclipsé tous les autres enjeux de sécurité »<sup>1</sup> au sein du gouvernement américain. L'amplitude des politiques sécuritaires n'a eu d'égal que la somme des ressources déployées. Plusieurs chercheurs en études de sécurité ont souligné l'importance du langage dans la formulation de telles politiques. Notamment, Buzan (2006 : p. 1101-1102) soutient que la *GWOT* a été l'objet d'une macro-sécurisation qui a défini un cadre de sécurité à la fois national et international. L'élection de Barack Obama semblait annoncer de nombreux changements dans la gouvernance américaine, notamment dans les politiques sécuritaires. Sans qu'il fût question d'évacuer le terrorisme des enjeux sécuritaires, une désécurisation de l'enjeu semblait possible. Booth et Dunne (2011 : p. 107) résument cette idée :

Quand Barack Obama devint président en 2009, la plupart des gens s'attendaient à un nouveau commencement : 'Changement' et 'Oui nous le pouvons' furent des petites phrases remplies d'espoir durant sa campagne d'élection. Dans les affaires étrangères et les politiques sécuritaires, son langage libéral offrait la promesse d'une nouvelle Amérique dans un nouveau monde.

Alors que le président Obama entame son second mandat, plusieurs questions générales se posent : est-ce que la sécurisation du terrorisme a évolué aux États-Unis? Est-ce que l'agenda sécuritaire a évacué la macro-sécurisation du terrorisme? Le terrorisme a-t-il cessé d'être interprété comme une menace existentielle urgente, ou si la sécurisation s'est poursuivie mais dans un langage et

---

<sup>1</sup> La traduction des citations en langue anglaise de ce mémoire sont de l'auteur.

autour d'enjeux différents? Bref, quels ont été les changements et les continuités d'une administration à l'autre, en ce qui concerne la sécurisation du terrorisme?

### Problématique

Certains auteurs ont commencé à s'interroger sur les changements et les continuités de politique du président Obama par rapport à son prédécesseur. Ces études ne sont pas nombreuses mais montrent un portrait contrasté à différents niveaux. Les politiques et les pratiques concrètes relatives au contre-terrorisme de l'administration G. W. Bush et de l'administration Obama nous conduisent à formuler une problématique de recherche où nous analyserons les distinctions et les ressemblances entre le traitement de la menace terroriste par l'administration Obama, aux niveaux de l'interprétation langagière et des politiques juridiques et militaires, et la sécurisation de l'enjeu qu'a poursuivie l'administration de G. W. Bush à travers les discours et les pratiques de la GWOT.

### Cadre d'analyse

De façon générale, notre recherche analyse la construction sociale de la dimension 'sécuritaire' de certains enjeux, à travers le langage. Nous employons la théorie de la sécurisation formulée par l'École de Copenhague, qui, d'après Williams (2003 : p. 512 et p. 515), constitue une forme de « constructivisme social ». L'École de Copenhague établit un programme de recherche qui se concentre sur les processus de la sécurisation et de la désécurisation. Ce programme se définit de la façon suivante :

Quand, pourquoi et comment les élites traitent certains enjeux et développements comme des problèmes 'sécuritaires'; quand, pourquoi et comment réussissent-ils ou échouent-ils à le faire (Wæver, 1995 : p. 57)<sup>2</sup>.

La « sécurité » constitue une étiquette propre à un *champ de pratique* précis qui évolue et diffère dans le temps et l'espace (Wæver, 1995 : p. 50). De plus, la

---

<sup>2</sup> Cela s'inscrit dans le débat académique relatif aux éléments que l'on doit considérer dans la conceptualisation de la sécurité.



sécurité n'est pas une donnée objective, mais le résultat d'un processus, d'une construction sociale où les menaces, les objets qu'elles mettent en péril, et les moyens pour préserver celles-ci sont identifiées discursivement à travers une démarche fondée sur l'acte de langage (Williams, 2003 : p. 513). D'après cette conceptualisation, lorsqu'un acteur dont l'autorité est reconnue (généralement un individu ou une institution légitime, par exemple un chef d'État ou un gouvernement) énonce qu'un objet est menacé, il crée un enjeu sécuritaire, c'est-à-dire qu'il le sécurise. La dynamique clé est celle de la survie, généralement celle de l'État, du territoire et de la population (Buzan *et al.*, 1998 : p. 21). Cette construction rhétorique se fait à l'aide d'un langage commun partagé avec l'auditoire: celui de la sécurité. Dans ce processus de représentations, des significations sont produites. Ainsi, la sécurité constitue « un type particulier de politique pouvant être appliqué à un grand nombre d'enjeux » (Buzan *et al.*, 1998 : p. 239).

Buzan *et al.*, (1998 : p. 25) définissent ainsi le concept de *sécurisation* : « [...] [c'est] l'établissement intersubjectif d'une menace existentielle avec une saillance suffisante pour avoir des effets politiques substantiels ». C'est l'action de nommer un enjeu un « problème de sécurité » pour ensuite obtenir un droit spécial afin de neutraliser celui-ci ou prévenir qu'il ne se concrétise d'une manière déterminée de la part de l'auteur de la démarche sécuritaire (Wæver 1995 : p.54). La sécurisation conduit à transformer les règles politiques; l'enjeu qui est placé dans la sphère de la sécurité est dès lors traité « soit comme un genre de politiques particulier [*a special kind of politics*] ou comme au-dessus des politiques [*above politics*] » (Buzan *et al.*, 1998 : p. 23). C'est une rhétorique qui structure un problème de sécurité en identifiant un *objet référent*<sup>3</sup>, une menace existentielle pesant sur celui-ci, un *acteur* légitime chargé de régler le problème grâce à certains pouvoirs et moyens extraordinaires justifiés par la gravité de la situation. Si la sécurisation fonctionne, l'enjeu sera retiré du traitement politique normal et amener dans l'espace de la sécurité, ayant pour résultat de dépolitiser l'enjeu,

---

<sup>3</sup> Nous définissons le concept *objet référent* dans la section qui suit.

c'est-à-dire de l'inscrire *au dessus* des processus et débats politiques normaux (Buzan *et al.*, 1998 : p.23)<sup>4</sup>. Cela dit, la sécurisation ne dépend pas seulement de son auteur, mais aussi d'un public significatif qui juge la pertinence de l'interprétation. Enfin, cette conception définit la sécurité comme une pratique autoréférentielle: la sécurité et ses composantes ne sont pas des données objectives ou idéalistes, elles sont constituées dans la pratique de la sécurisation (Buzan *et al.*, 1998 : 24).

En somme, la sécurisation est une construction sociale, produite grâce au langage, où l'on désigne un objet référent de la sécurité (par exemples, la souveraineté, l'intégrité territoriale de l'État, l'identité d'une communauté spécifique...), certaines menaces pesant sur celui-ci (Buzan *et al.*, 1998 : p. 21-36) et les moyens afin de s'occuper de celles-ci, conduisant (dans le cas d'une sécurisation réussie) à l'acceptation auprès d'un auditoire significatif de l'interprétation suggérée et des moyens extraordinaires exigés pour aborder la situation, qui seront par la suite mis en pratique.

Les concepts *démarche sécuritaire*, *acteur de la sécurisation* et *objet référent* sont des unités d'analyse dans la théorie de la sécurisation. L'École de Copenhague emploie le terme *démarche sécuritaire* (*securitizing move*) pour qualifier l'action d'énoncer qu'un objet subit une menace existentielle et que des mesures d'urgences extraordinaires doivent être prises pour la contrer (Buzan *et al.*, 1998 : 25). Cette démarche emploie l'*acte de langage*, plus précisément l'*énonciation performative* (nous verrons ce qu'il en est plus loin). L'auteur de la démarche sécuritaire est appelé *acteur de la sécurisation* (*securitizing actor*) (Buzan *et al.*, 1998 : 40-41). Bien qu'il puisse s'agir d'un individu, la méthode d'analyse préfère l'étude des groupes et des institutions même s'ils sont représentés par des individus-clés. En effet, l'aptitude de l'acteur de la sécurisation à sécuriser avec succès un enjeu dépend surtout de sa position sociale et de leur

---

<sup>4</sup> En ce sens, on peut concevoir la sécurisation comme une intensification de la politisation (généralement de l'étatisation), mais en même temps « elle est opposée à la politisation » (Buzan *et al.*, 1998 : p.29) puisque l'enjeu intègre un nouveau contexte de fonctionnement étranger aux processus politiques normaux.

capital d'influence par rapport à l'audience à qui s'adresse le discours sécuritaire. Il s'agit de *conditions de facilitation*. En général, cela renvoie à l'idée d'Austin (1973 : p. 8) que pour qu'une énonciation accomplisse (*perform*) quelque chose, celle-ci devrait être produite dans un contexte approprié. Par exemple, pour nommer un bateau, il ne faut pas simplement énoncer « Je nomme ce bateau Le Reine Élisabeth » : il faut également avoir l'autorité reconnue de le faire et se trouver dans les circonstances permettant que le bateau soit nommé (c'est-à-dire qu'il n'avait pas été nommé auparavant, qu'un auditoire est présent, etc.). C'est pourquoi l'École de Copenhague étudie avant tout la sécurité du point de vue de l'État, puisqu'en général un objet devient un problème de sécurité lorsque les élites le déclarent (Wæver, 1995 : p. 54). L'État est donc l'unité d'analyse par excellence<sup>5</sup>. Outre cette unité d'analyse, la démarche sécuritaire mobilise un *objet référent* (*referent object*). Buzan *et al.* (1998 : 36) définissent ce concept comme une chose « qui est vue comme existentiellement menacée et qui a le droit légitime de survivre ». Il peut être conçu à différentes échelles (ou niveaux) : un individu, une collectivité, l'État, la qualité propre à une société, un principe universel (ex. : la dignité humaine). Comme nous l'avons indiqué plus haut, en pratique ce n'est pas n'importe quoi qui a la possibilité d'intégrer le champ de la sécurité : des critères et des conditions existent...

Le concept d'*acte de langage* est crucial dans la théorie de la sécurisation d'après l'École de Copenhague. Selon Searle (1991 : p. 254) l'acte de langage est une énonciation comprenant des activités telles que : « faire des affirmations, poser des questions, émettre des ordres, faire des rapports [...] et avertir » Ainsi, lorsqu'un orateur « énonce » (*utter*), plusieurs actes sont produits : il effectuera certains actes incluant déclarer, décrire, poser des question, ordonner, souhaiter , rapporter ou affirmer des prédictions, généralement en faisant référence à des éléments qui ont une signification particulière auprès de l'auditeur. Selon Williams (2003 : 512), l'argument-clé de la théorie est que la sécurité (sa

---

<sup>5</sup> Du moins selon l'École de Copenhague...

formulation, sa pratique) doit être comprise comme un acte de langage. Buzan *et al.* (1998 : 26) le résumant et soulignent son importance :

Le processus de sécurisation est en théorie du langage ce qu'on appelle un acte de langage. Ce n'est pas intéressant [comme objet d'étude] en tant qu'indicateur renvoyant à quelque chose de plus réel; c'est l'énonciation qui est l'acte. En disant les mots, quelque chose est accompli (comme parier, promettre, nommer un bateau) [...]

Dans la théorie de la sécurisation, l'*acte de langage* est compris comme une *énonciation performative* (*performative utterance*), tel que l'expliquent Austin (1979, 1973) et Searle (1991, 1980)<sup>6</sup>. Une énonciation performative ne peut être classée comme « vraie » ou « fausse ». Il faut plutôt la comprendre comme une élocution qui *accomplit* quelque chose, c'est-à-dire que l'action énoncée se réalise au moment de son affirmation (Austin, 1979 : 235-236). L'anglais (et le français) compte un très grand nombre de verbes performatifs. Voici des exemples : « je te prend pour épouse », « je m'excuse », « je nomme ce bateau le Reine Élisabeth », « je te parie 6 pence qu'il pleuvra demain » (Austin, 1970 : 235). Dans chacun de ces exemples, l'énonciation accomplit ce qu'elle annonce. Austin (1970 : 246) souligne toutefois que la différence est floue entre une énonciation performative et une simple déclaration ou description. En effet, une énonciation performative peut être implicite (Austin, 1973 : 33)<sup>7</sup>. Par exemple, énoncer « je vous avertis qu'il y a un taureau dans cet enclos » est clairement une énonciation performative, tandis que l'énonciation « il y a un taureau dans cet enclos » ne reprend pas la même structure (aucun verbe performatif n'est employé). Pourtant celle-ci a tout de même accompli l'action d'avertir. Austin (1970 : 249) explique qu'il ne faut pas s'arrêter à cette ambiguïté et reconnaître que, dans bien des cas, lorsqu'on déclare ou décrit quelque chose, nous accomplissons quelque chose au même titre que

<sup>6</sup> Les énonciations performatives sont une sorte d'acte de langage. Bien que l'École de Copenhague emploie rarement l'expression « énonciation performative », les actes de langage auxquels elle s'attarde sont d'ordinaire des énonciations performatives.

<sup>7</sup> Les énonciations performatives implicites peuvent être ambiguës (s'agit-il bel et bien d'une énonciation performative, ou n'est-ce qu'une énonciation constative/descriptive?) (Austin, 1979 : 251). Austin (1973 : 33, 67) croit qu'il revient à l'analyste et/ou à l'auditoire de trancher, car il ne semble pas y avoir de critère grammatical permettant de séparer l'énonciation performative de l'énonciation constative/descriptive.



lorsqu'on emploie un verbe performatif. Bref, d'un côté comme de l'autre il s'agit d'actes de langage produisant des effets similaires (Austin, 1970 : 249-250).

Les actes de langage de la sécurisation sont similaires. Ce sont généralement des déclarations ou des descriptions qui ne respectent pas forcément la structure rhétorique des énonciations performatives, pourtant elles produisent tout de même quelque chose. Au même titre qu'une énonciation performative standard (« en tant que président des États-Unis, je nomme Al-Qaïda la plus grande menace pesant sur la sécurité des États-Unis »), un acte de langage (« Al-Qaïda est la plus grande menace pesant sur les États-Unis ») produit à l'intérieur d'une démarche sécuritaire peut accomplir quelque chose, puisqu'il prend un objet (Al-Qaïda) et en fait un enjeu de sécurité majeur. Cela renvoie à l'argument d'Austin (1973 : p. 12): « dire quelque chose c'est faire quelque chose », c'est-à-dire que non seulement quelque chose est affirmé, mais également accompli. Si le secrétaire du *United States Homeland Security Department* déclare « Il y a des terroristes dangereux aux États-Unis », c'est plus qu'une simple description, car l'orateur accomplit l'action d'avertir. En effet, c'est l'équivalent de dire « Vous êtes prévenus qu'il y a des terroristes dangereux aux États-Unis ». Quelque chose sera accompli, si l'auditoire accepte cette proposition. Cela étant dit, comme pour les énonciations performatives, les actes de langage de la sécurité doivent remplir certaines conditions pour créer/accomplir, notamment l'identification d'une menace existentielle urgente et d'un objet référent mis en péril... L'acte de langage est marqué par l'*intention* de l'orateur de communiquer et de faire reconnaître quelque chose à un auditeur (Searle, 1991 : 255). Théoriquement, on peut distinguer la simple élocution de l'acte de langage par le fait que ce dernier a pour but d'avoir une signification et de signifier quelque chose à l'auditeur auquel s'adresse l'orateur, c'est-à-dire indiquer à l'auditeur que l'orateur veut qu'il reconnaisse quelque chose (Searle, 1991 : 257-258).

Nous employons également le concept d'*articulation*, expliqué par Weldes (1996). Même si la théorie de la sécurisation n'y fait pas spécifiquement référence, celui-ci est utile dans la grille d'analyse que nous employons pour cette

recherche. Weldes (1996 : 284) explique que ce terme renvoie au processus à travers lequel on associe aux faits matériels des connotations langagières. Les mots employés (des « ressources linguistiques ») sont d'habitude déjà significatifs pour l'orateur et son auditoire. Une fois qu'on a combiné ensemble les faits matériels et les connotations, cela conduit à une construction de sens. En articulant de manière répétée certains faits matériels, la connotation qu'on leur attribue peut être acceptée par l'auditoire comme une description fidèle de la réalité (Weldes, 1996 : 285). Par exemple, l'administration Bush a clairement articulé l'organisation clandestine Al-Qaïda comme l'ennemi de la nation. Cela dit, même si l'articulation produite devient naturellement acceptée, elle demeure une convention, une construction sociale intersubjective qui peut évoluer ou devenir caduque au sein de la collectivité (Weldes, 1996 : 285).

Comme nous l'avons dit, un des objectifs de notre programme de recherche est d'expliquer *pourquoi* les élites mobilisent le langage de la sécurité. L'École de Copenhague croit que la sécurité permet à ceux qui l'invoquent de gagner des droits et des pouvoirs qui n'auraient certainement pas pu être obtenus normalement. Cet argument va de pair avec le célèbre postulat de Robert Cox, que nous reformulons de la façon suivante : la sécurité est toujours *pour* quelqu'un et *sert* toujours une fin quelconque. En effet, faire appel à la sécurité, à son langage, a toujours permis aux États de mobiliser et légitimer des mesures et des pouvoirs extraordinaires qui n'auraient pas été permis dans un contexte politique normal (Buzan *et al.*, 1998 : 21). Il faut toutefois souligner que la théorie de la sécurisation ne postule pas que la sécurité transporte les intérêts d'une classe particulière (*class interests*) et donc qu'elle n'est pas « authentique »; l'idée est simplement que la sécurité « est articulée à partir d'un lieu spécifique, à travers une voie institutionnelle, par les élites » (Williams, 1995 : p. 57).

Notons au passage que d'autres chercheurs, notamment Balzacq (2009)<sup>8</sup>, Huysmans (1998)<sup>9</sup> et McSweeney (1996)<sup>10</sup>, réorientent ou critiquent certains

---

<sup>8</sup> Balzacq (2009) s'attarde surtout à reformuler la méthodologie et l'ontologie de la théorie de la sécurisation. Il croit que l'acte de langage, comme base théorique pour formuler une logique à la

aspects de la théorie de la sécurisation, notamment l'ontologie et la méthodologie. Williams (2003 : p. 512) soutient qu'une fois que ces critiques ont été considérées, la « théorie de la sécurisation est largement immunisée contre les critiques qui sont le plus souvent formulées contre elle ».

En conclusion, la sécurité (sa formulation et sa pratique) est construite discursivement, elle a une structure langagière précise, elle doit être jusqu'à un certain point légitime auprès d'une audience significatif et demeure susceptible à la critique (Williams, 2003 : 512).

#### Question de recherche

Dans cette recherche, nous explorerons le déroulement de la présidence G. W. Bush et celle du premier mandat d'Obama en ce qui concerne l'interprétation de la menace terroriste et les politiques pour contrer celle-ci. Malgré certains changements et reformulations, nous croyons qu'il y a eu une continuité générale de la sécurisation de la menace terroriste sous Obama. Plusieurs éléments nous permettent de faire une telle proposition. D'abord, il y a le discours sur la menace. Même si l'administration Obama a évacué l'expression *Global War on Terrorism*, le contre-terrorisme a été formulé comme un affrontement surtout militaire contre un ennemi à anéantir. Au niveau militaire, les troupes américaines ont été retirées d'Iraq, mais les effectifs ont été grandement augmentés en Afghanistan tout comme l'emploi des drones de

---

sécurité, est incohérent. Il faudrait rediriger la théorie de la sécurisation vers le pragmatisme. La méthode d'analyse devrait étudier le contexte de la sécurité plus globalement et considérer tous les facteurs, notamment qui dit la sécurité, quelle est la formulation, et quelle image de la sécurité est proposée.

<sup>9</sup> Huysmans (1998) soutient que la théorie de la sécurisation adopte une conception de la sécurité traditionnellement euro-centriste. De plus, le concept de sécurisation suppose que tout peut devenir un enjeu sécuritaire s'il est formulé ainsi; si tout les risques deviennent des menaces existentielles au point où on ne peut plus différencier l'ordinaire de l'extraordinaire, alors la logique de la sécurité ne fonctionne plus.

<sup>10</sup> McSweeney (1996) interroge la conception de l'identité collective proposée par l'École de Copenhague, comme facteur clé dans la formulation de la sécurité. Il décèle une hésitation entre une définition de l'identité collective comme produit objectif de l'État, ou bien comme le résultat de processus sociologiques, pouvant être analysés d'un point de vue « déconstructionniste ». En somme, il recèle plusieurs inconsistances autour des concepts centraux de « société » et « sécurité sociétale », et reformule en ce sens le concept d'identité par rapport à l'étude de la sécurité.

combat. Du point de vue des actions non militaires pour lutter contre le terrorisme, même si l'emploi de la torture a été rejeté (du moins officiellement) et les prisons secrètes de la CIA ont été fermées, la prison de Guantanamo demeure ouverte, les dispositions du Patriot Act ont été renouvelées et on a beaucoup employé les restitutions extraordinaires de prisonniers vers des pays alliés reconnus pour utiliser la torture. Ainsi, notre question de recherche s'intéresse aux ressemblances et aux divergences dans ces différents aspects, d'une administration à l'autre.

### Méthodologie

Dans les sections précédentes, nous avons tracé un cadre d'analyse permettant de réfléchir sur notre problématique et une question de recherche. Déterminer une méthodologie ciblant un corpus particulier constitue la dernière étape afin d'opérationnaliser notre proposition de recherche. Notre but est essentiellement de déterminer quels sont les éléments concrets que nous étudierons et les ressources que nous emploierons dans la partie empirique du travail. En principe, il s'agit d'étudier le champ de la pratique de la sécurité, plus précisément les modalités de certains types d'opérations à l'intérieur de celui-ci (Wæver, 1995 : 51). Concrètement, notre méthodologie permet premièrement de montrer qu'il y a une sécurisation, et deuxièmement de commenter cette sécurisation (quelle construction de la menace est effectuée, quelle mesures d'urgence sont suggérées, quels effets ont ces mesures sur les unités relationnelles).

Puisque la théorie de la sécurisation conçoit la sécurité d'une manière « radicalement constructiviste » (Buzan *et al.*, 1998 : 204), une méthode d'analyse qualitative est pertinente. Les études de sécurité font une recherche commune sur « les processus qui transforment une question politique, sociale, économique ou environnementale en une question de sécurité » (Grondin, *et al.*, 2010 : 475). Pour la théorie de la sécurisation, il s'agit d'étudier la sécurité dans la pratique : « qui peut 'faire' ou 'dire' la sécurité avec succès, dans quels enjeux, sous quelles



conditions, et avec quels effets » (Buzan *et al.*, 1998 : 27). De même, à quelle échelle la sécurisation se réalise-t-elle : l'enjeu sécurisé détermine-t-il une pratique se limitant à lui-même, ou au contraire déploie-t-il une macro-sécurisation structurant un agenda sécuritaire global?

Buzan *et al.* (1998 : 25) affirment que la « sécurisation peut être étudiée directement; cela ne requiert pas d'indicateurs. Pour étudier la sécurisation il faut étudier les discours et les constellations politiques ». Il s'agit d'identifier et d'analyser les actes de langage. Buzan *et al.* (1998 : 24) qualifient cette méthode d' « analyse de texte » (*textual analysis*). Il faut choisir certaines énonciations performatives (des documents écrits ou des présentations orales) s'inscrivant dans le processus de sécurisation. Il faut que l'énonciation respecte les règles de l'acte de langage (une structure interne, une forme rhétorique et linguistique). On peut également choisir des extraits qui ne sont pas forcément des actes de langage, mais qui soutiennent ou développent d'autres actes de langage. Il faut commenter le contenu: de quel objet référent s'agit-il? Quelle est la menace existentielle pesant sur ce dernier? Qui neutralisera la menace ou préviendra que celle-ci se concrétise? Par quels moyens? Comme l'expliquait notre cadre théorique, l'acte de langage à lui seul n'est pas la seule condition pour qu'une sécurisation réussisse. Une fois que la démarche sécuritaire est entamée, il faut que des mesures d'urgences soient adoptées et que certains effets soient ressentis dans les unités concernées par les politiques de sécurité. Cela dépend de l'acceptation de la formulation par un public significatif. En ce sens, nous devons évaluer l'impact pour déterminer si la sécurisation est réussie, c'est-à-dire est-ce que à conduit à des pratiques qui ne sont pas communes aux règles politiques normales (Buzan *et al.*, 1998 : 25)? En somme la méthode proposée compte trois étapes: montrer que certaines énonciations (écrites ou parlées) relatives à la sécurité sont des actes de langage, commenter la sécurisation dans ce qu'elle construit (notamment l'articulation qu'elle propose), et enfin évaluer les effets qu'elle produit, c'est-à-dire réviser les pratiques de sécurité concrètes qui ont suivi.

Pour notre recherche, nous comptons étudier ces différents éléments afin de dresser un portrait de la sécurisation du terrorisme. En effet, nous étudierons la sécurisation de la menace (comment l'interprète-t-on, quelles sont les mesures d'urgences proposées...) et les pratiques de sécurité concrètes adoptées ensuite pour lutter contre le terrorisme. Notons au passage que cette méthodologie explique l'organisation de notre recherche, c'est-à-dire présenter d'abord les discours et ensuite les politiques qui furent adoptées. Comme nous l'avons expliqué dans notre cadre d'analyse, un enjeu intègre le champ de la sécurité lorsqu'un acteur de la sécurisation énonce que l'existence d'un objet référent est menacée et que des mesures extraordinaires doivent être prises pour s'occuper de cette situation. La démarche sécuritaire s'achève par l'adoption de politiques extraordinaires. Bref, la sécurité est une construction rhétorique commençant par le langage, conduisant à l'adoption de certaines politiques. L'essence de la *sécurité* se trouve dans les opérations qui la constituent, c'est-à-dire les processus de la sécurisation (Wæver, 1995 : p. 51). Nous organisons ainsi notre travail pour demeurer cohérent avec le cadre théorique choisi.

Voici les sources primaires que nous emploierons pour analyser les processus de sécurisation du terrorisme aux États-Unis: des discours d'acteurs clés dans la formulation des politiques de sécurité, c'est-à-dire le président, le vice-président (dans le cas de Bush) et le conseiller en sécurité intérieure et lutte antiterroriste (dans le cas d'Obama). Nous commenterons à l'aide de la méthode énoncée plus haut : montrer les actes de langage et les énonciations performatives, l'articulation qu'ils produisent et les effets qu'ils amènent. Nous emploierons des sources secondaires (monographies et articles académiques, articles de journaux) afin d'enrichir notre analyse. Nous utiliserons aussi des sources secondaires pour décrire les pratiques de sécurité concrètes relatives à notre objet d'étude.

## Chapitre 1

### La sécurisation de la menace terroriste par l'administration G. W. Bush

Dans ce chapitre, nous évaluons la sécurisation de la menace terroriste par l'administration G. W. Bush. En premier lieu, nous présentons le contexte historique à l'intérieur duquel la sécurisation a été déployée. Ensuite nous évaluons la sécurisation de l'objet en question dans les discours, soit l'interprétation formulée et les mesures d'urgences suggérées. Pour faire cela, nous analyserons certains discours formulés par le président Bush et le vice-président Cheney. Enfin, nous décrirons les politiques qui ont suivies pour lutter contre le terrorisme. Dans ce cas-ci, celles-ci étaient essentiellement militaires, policières et législatives.

#### 1.1 Le contexte historique de la sécurisation du terrorisme

Il faut d'abord considérer les débuts de cette sécurisation et le contexte à l'intérieur duquel elle a été déployée. La sécurisation du terrorisme aux États-Unis n'a pas commencé avec les attentats du 11 septembre 2001. Bien que l'attaque japonaise contre la base navale américaine de Pearl Harbor en 1941 soit souvent mentionnée pour souligner la première fois que les États-Unis ont été ciblées à l'intérieur de leurs frontières par une attaque dite terroriste, c'est durant les années 1970 qu'a débuté la formation du champ bureaucratique chargé de lutter contre le terrorisme (Bonditti, 2011 : 65). La sécurisation de l'enjeu a commencé à partir de 1979, suite à la prise d'otages à l'ambassade américaine en Iran (Bonditti, 2011 : 69). À ce stade, la sécurisation était davantage *micro* que *macro*, puisque l'étiquette « terrorisme » était surtout employée à l'intérieur du champ limité de la sécurité interne des États-Unis, par exemple lorsqu'il était question de l'attribution des budgets (Bonditti, 2001 : 65), et ne déterminait pas un contexte de sécurité à l'échelle globale. La Guerre froide et la menace communiste étaient davantage à cette époque les *objets référents* d'une sécurisation structurant un champ de

sécurité global (Buzan, 2006 : 1101). Aux États-Unis, la dissolution de l'Union Soviétique a conduit à une absence d'*objet référent* pour structurer le champ de la sécurité internationale.

Anderson (2011 : 55) affirme que durant la campagne présidentielle de 2000, le terrorisme n'était pas un enjeu important. Dans les mois suivant l'élection de Bush et précédant les attentats du 11 septembre 2001, de nombreux rapports alarmistes ont été produits par les services de renseignement. Ceux-ci insistaient sur l'imminence d'une attaque terroriste extraordinaire sur le sol américain ; malgré cette mise en garde, le président et les membres de son cabinet n'ont pris aucune mesure concrète pour faire face à cette menace (Anderson, 2011 : 63-65). Les événements qui sont survenus ont changé l'attention et le traitement initial par rapport à l'enjeu du terrorisme international. Les attentats du 11 septembre 2001 sont devenus le nouveau référent de ce qui pouvait être une menace globale au même titre que l'URSS l'avait été autrefois (Buzan, 2006 : 1101) : « Cette 'longue guerre' a été explicitement comparée à la Guerre froide comme une lutte générationnelle à *somme nulle*, à l'échelle globale, contre l'idéologie extrémiste anti-libérale voulant régner sur le monde ». La GWOT offrait à Washington la possibilité de réaffirmer et de légitimer son leadership dans le champ de la sécurité internationale et sa gouvernance unilatérale du système international. Buzan (2006 : 1101) affirme que la GWOT est devenue un modèle de conception du monde ayant pour objectif d'unifier et structurer les unités du système international autour des États-Unis. Le besoin d'une menace servant de référence générale comme à l'époque de la Guerre froide était comblé.

## 1.2 Comment s'est déployée la sécurisation

Dans cette section, nous montrerons et étudierons à travers certains discours la sécurisation de la menace terroriste à partir des attentats du 11 septembre 2001 et jusqu'à la fin de la présidence de Bush en 2009. Ces discours montrent évidemment plus que l'énonciation de simples phrases formées de mots regroupés ensembles. À travers des énonciations performatives, le locuteur



*articule* une réalité et accomplit certaines choses. Non seulement ces actes de langage *ont une signification*, mais en plus ils ont comme but de *créer certains effets* chez l'auditeur (Searle, 1980 : 42-43). Nous reviendrons sur l'impact de celles-ci dans les parties subséquentes de ce chapitre.

Jackson (2005 : 29) explique que lorsque le World Trade Center a été percuté par deux avions de ligne, le choc dans le public (américain et mondial) a été si grand qu'aucun mot ne pouvait expliquer ce qui venait de se produire. Jackson (2005 : 29) explique qu'une *absence de sens* s'est produite: même si les faits matériels (des avions s'écrasant sur les Tours jumelles et plus tard sur le Pentagone) étaient clairs, leur signification était inconnue. En effet, le public était incapable d'expliquer ou de donner un sens aux événements. C'est dans ce contexte qu'a commencé la *sécurisation* de la menace terroriste dans le langage de la GWOT. L'administration Bush a dès lors entrepris une démarche sécuritaire s'appuyant sur différents *actes de langage* présentant des *objets référents* mis en péril par des menaces existentielles, de même que des mesures extraordinaires prévues pour neutraliser ces menaces. Ainsi, dans l'*absence de sens* qui suivait les événements, le premier discours du président (Bush, 2001a) a immédiatement comblé ce vide : « Aujourd'hui, nos propres citoyens, notre mode de vie, notre chère liberté furent attaquées [...] ». La démarche sécuritaire souligne trois *objets référents*. Outre le fait que plusieurs milliers de citoyens américains sont morts durant les attaques, ce n'est pas des faits matériels bruts dont il est ici question. Les *références* renvoient à certaines conventions dont l'existence est menacée, soient les individus, un mode de vie et la souveraineté (ou liberté). Si cette interprétation est reconnue et acceptée par l'auditoire, il est raisonnable de ne plus traiter la situation selon les règles politiques normales, notamment le débat ; des mesures extraordinaires sont requises. Dans le même discours, le président Bush (2001a) a énoncé :

Immédiatement après la première attaque, j'ai mis en œuvre notre plan gouvernemental d'urgence. Nos forces militaires [*Our military*] sont puissantes, et elles sont prêtes [...] Nous ne ferons pas de différence entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les abritent.

[...] L'Amérique, ses amis et ses alliés [...] sont ensemble pour gagner la guerre contre le terrorisme.

La démarche sécuritaire s'est ainsi poursuivie : après avoir annoncé certains objets référents menacés, l'orateur a annoncé une mesure d'urgence afin de neutraliser la menace, soit l'action militaire. De plus, il a souligné implicitement que non seulement les acteurs nonétatiques employant le terrorisme seraient ciblés, mais également les États abritant ceux-ci. La forme que prendrait la lutte contre le terrorisme est claire : elle sera militaire, elle mobilisera une force internationale et les opérations seront internationales. Ce premier discours a clairement fait de l'enjeu du terrorisme une question de sécurité, présenté comme « au-dessus de la politique » (*above politics*). La structure rhétorique de la sécurisation a été respectée : des menaces existentielles pesant sur certains objets référents sont identifiées, la situation est dramatisée et placée en extrême priorité, l'agent de la sécurisation (le gouvernement) exige le droit de prendre les mesures extraordinaires afin d'empêcher que la menace ne se concrétise (Buzan *et al.*, 1998 : 26 ; Wæver, 1995 : 54). Il est difficile d'imaginer un contexte normal où un dirigeant pourrait annoncer du jour au lendemain l'entrée en guerre en même temps qu'il sollicite le soutien de ses alliés internationaux.

Buzan *et al.* (1998 : 26) soutiennent qu'une sécurisation réussie comporte trois éléments : l'identification de menaces existentielles à certains objets référents, la proposition de mesures d'urgences prises en charge par l'agent de la sécurisation et des effets sur les unités concernées suite à la suspension des règles normales. Comme nous le verrons, les discours de sécurisation de l'administration Bush ont respecté ces conditions. Voyons d'abord quelles menaces existentielles ont été identifiées et comment elles ont été interprétées.

On a affirmé que la menace terroriste est réelle, létale, extraordinaire et internationale. C'est la base de sa sécurisation. En effet, l'enjeu du terrorisme a été retiré du traitement politique normal et placé au-dessus des autres enjeux puisqu'on l'a interprété comme la plus grande menace existentielle pesant sur de nombreux objets référents. À ce sujet, le président Bush et le vice-président

Cheney ont constamment insisté sur l'importance et la gravité de la menace, et ce, tant devant le public américain que la communauté internationale. En effet, ils ont formulé un très grand nombre d'énonciations performatives: la menace était dramatique et il n'était pas possible d'être complaisant à son égard au risque qu'elle ne se concrétise; l'existence de nombreux objets référents (la sécurité des Américains, des principes et des valeurs divers, etc.) était mise en péril par celle-ci. L'ancien conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski a souligné que la rhétorique dramatique de la GWOT a créé une « mentalité d'assiégé » et une culture de la peur (Anderson, 2011 : 73). Dans tous les discours sur l'état de l'Union, le président a insisté sur l'importance immédiate de la menace terroriste. Par exemple, il a souvent annoncé que l'absence d'attentat en sol américain depuis 2001 ne signifiait pas une absence de menace : « Il ne passe pas un seul jour sans que j'apprenne l'existence d'une autre menace » (Bush, 2003a) . Le vice-président a énoncé l'urgence et l'aspect dramatique de la menace : « Nous faisons toujours face à un ennemi déterminé à tuer des Américains par tous les moyens, à toutes les échelles, et sur notre propre sol » (Cheney, 2002).

Les événements du 11 septembre ont fait des Américains les victimes initiales dans la GWOT et n'ont pas déclenché ce conflit. Cette articulation a été présentée surtout dans les premières années suivant le 11 septembre, dans le cadre de discours domestiques. L'acte de langage suivant incarne bien cette idée : « Ce conflit fut commencé à un moment choisi et selon les conditions des autres » (Bush, 2001b). Par une telle *affirmation*, le président justifiait auprès de l'auditoire la légitimité de la démarche sécuritaire suggérée. C'est essentiel pour que la sécurisation réussisse. Un droit à l'auto-défense est invoqué : « Si la guerre nous est imposée, nous combattons pour une cause juste et par des moyens justifiés ». Devant l'ONU, cette énonciation a parfois été formulée plus largement, de manière à intégrer les acteurs étatiques internationaux parmi les objets référents menacés. Ce fut le cas suite à un attentat contre les quartiers généraux de l'ONU à Bagdad : « Le mois dernier, les terroristes ont amené leur guerre jusqu'aux Nations unies. » (Bush, 2003b).

Les attentats ont été articulés comme un acte de guerre ayant une nature militaire. Il s'agissait d'une importante rupture avec la posture de l'administration Clinton, qui préférait une lecture selon laquelle le terrorisme est un acte criminel (Ralph, 2009 : 80). L'interprétation militariste a été introduite très rapidement après les attentats du 11 septembre : « Le 11 septembre, les ennemis de la liberté ont commis un acte de guerre contre notre pays » (Bush, 2001c). Ce même acte de langage a généralement été adressé au public américain. À de nombreuses reprises l'administration a fait référence à l'attaque japonaise contre Pearl Harbor en décembre 1941, moment historique à partir duquel les États-Unis étaient « devenus en guerre » ; ainsi, on a associé un événement historique significatif à celui dont il était question afin de lui donner une signification similaire, c'est-à-dire militaire (Ralph, 2009 : 79). Il s'agissait d'une première condition à l'accomplissement de la sécurisation, puisqu'en insistant sur le fait que le pays était maintenant en temps de guerre, l'acteur de la sécurisation interprétait le contexte de façon dramatique et extraordinaire (Buzan *et al.*, 1998 : 26). Par cette articulation, les acteurs de la sécurisation ont construit un contexte à la démarche sécuritaire favorisant l'action militaire. Fréquemment, cette dimension a été répétée durant les discours sur l'état de l'Union. Par exemple, le président a souvent énoncé que « l'Amérique demeure une nation en guerre » (Bush, 2007). Les interventions du vice-président Cheney ont également souligné cet aspect : « notre plus importante responsabilité : [...] gagner la guerre qui commença le 11 septembre » (Cheney, 2002).

L'administration Bush a rapidement associé les organisations terroristes et la possibilité que celles-ci emploient des armes de destruction massive. Interpréter la menace terroriste de manière à associer celle-ci aux armes de destruction massive constitue un vecteur potentiellement très puissant de sécurisation. Devant les Nations unies, le président Bush a souvent énoncé qu'il s'agissait d'une menace touchant non seulement les États-Unis, mais tous les pays : « tout le monde se trouve devant la plus horrible des perspectives : ces mêmes terroristes [Al-Qaïda] recherchent des armes de destruction massive » (Bush 2001e).



Lorsque la possibilité d'une intervention militaire en Iraq a été présentée au public, le risque du terrorisme nucléaire a dès lors été associé aux régimes hors-la-loi développant les ADM. Si parfois l'orateur a fait référence aux organisations terroristes et aux ADM l'un après l'autre de manière à articuler une association indirecte, souvent les deux éléments ont été associés directement : « Nos sources [...] révèlent que Saddam Hussein aide et protège des terroristes, incluant des membres d'Al-Qaïda [...] il pourrait fournir une de ses armes cachées aux terroristes, ou les aider à développer les leurs » (Bush, 2003).

Les moyens proposés par l'acteur de la sécuritisation pour neutraliser ou prévenir la menace se résumaient en quatre dimensions-clés. Ces mesures ont été formulées à l'intérieur du champ de la sécurisation, dans un contexte politique extraordinaire, c'est-à-dire dans les temps qui ont suivi les attentats du 11 septembre. Ces moyens ont été justifiés en affirmant qu'ils étaient nécessaires afin de prévenir ou de combattre la menace existentielle identifiée préalablement.

D'abord, les moyens annoncés s'inscrivaient dans le long terme. La durée de la GWOT était indéterminée puisque la menace était persistante. Entre 2001 et 2009, le gouvernement a souvent rappelé au public américain qu'il s'agissait d'une entreprise de longue haleine. En même temps, les orateurs ont insisté sur le fait que si la démarche sécuritaire était interrompue ou n'était pas soutenue jusqu'au bout, tout ce qui aurait été fait auparavant aurait été fait en vain : la sécurité serait à nouveau mise en péril par la menace terroriste, à la fois persistante et résiliente. Cette prédiction permettait d'offrir une durée potentiellement illimitée à la sécurisation. En effet, tant que l'auditoire accepterait l'interprétation proposée, la sécurisation pourrait continuer. Cette dimension a été très présente dans les discours sur l'état de l'Union énoncés par le président Bush : « Notre génération est dans une longue guerre contre un ennemi décidé » (Bush, 2006). Le vice-président Cheney a également interprété la situation de cette manière : « Nous devons reconnaître, toutefois, que le terrorisme est un défi à long terme, et combattre le terrorisme exigera un engagement à long terme » (Cheney, 2003).

Ensuite, la voie militaire a été préférée. Il s'agissait d'une suite logique avec l'articulation qui faisait du 11 septembre un acte de guerre. C'est également ce qui a démarqué les moyens pour lutter contre le terrorisme de l'administration Bush, par rapport à ceux de l'administration précédente. En effet, sous Clinton le contre-terrorisme était avant tout une question d'appliquer la loi (Ralph, 2009 : 80-81). Même si devant l'ONU, le président Bush a insisté davantage sur d'autres actions afin de prévenir la menace, devant le public américain il a souvent déclaré que le militaire était essentiel, plus que tous les autres moyens de contrer le terrorisme : « Nos hommes et nos femmes en uniforme combattent les terroristes en Iraq afin que nous ne leur fassions pas face ici au pays » (Bush, 2005). Cheney a également souligné l'importance du militaire pour combattre la menace, présentant les terroristes comme des ennemis qu'il fallait vaincre et détruire : « Un tel groupe ne peut être écarté par la dissuasion ni être raisonné par des diplomates. [...] Ce conflit ne prendra fin qu'avec leur complète et totale destruction » (Cheney, 2002). Par ailleurs, en même temps que le président appréciait la voie militaire comme moyen de combattre et de prévenir la menace terroriste, il justifiait les budgets militaires (Bush, 2002).

De plus, les transformations législatives et l'action policière ont complété l'action militaire. Même si les moyens mis de l'avant par l'administration américaine afin de lutter contre la menace terroriste ont priorisé avant tout l'approche militaire, des mesures concrètes et nouvelles au niveau de la surveillance et de l'action policière ont également été proposées. En général, il s'agissait d'accorder (ou de maintenir) des droits et des pouvoirs extraordinaires aux organes chargées du renseignement, de la surveillance et de l'exécution de la loi à l'intérieur de la société. Par exemple, suite à l'adoption du Patriot Act, les acteurs de la sécurisation ont souvent insisté sur la valeur et l'importance de reconduire cette loi pour assurer la sécurité des Américains contre les terroristes œuvrant aux États-Unis. Cette dimension a souvent été soulignée par le président à travers de nombreuses énonciations performatives : « Des dispositions-clés du Patriot Act expireront l'an prochain. La menace terroriste n'expirera pas en même

temps que cet échéancier. L'exécution de nos lois a besoin de cette législation vitale pour protéger nos citoyens » (Bush, 2004). Concernant la reconduction de certaines mesures permettant une plus grande liberté aux agences chargées de surveiller les communications parmi les citoyens, le président a expliqué que si les dispositions n'étaient pas renouvelées, les autorités ne pourraient pas surveiller efficacement les individus désirant commettre des attentats terroristes. Le vice-président Cheney a également rappelé que le Patriot Act constituait une défense essentielle pour les États-Unis (Cheney, 2006).

Finalement, la démocratisation, la défense des droits de l'homme, la pacification (contre-insurrection) et la reconstruction ont été présentées comme des moyens importants afin de contrer la menace terroriste. Ceux-ci ont été annoncés dès 2003 devant l'ONU dans un contexte où l'administration voulait justifier l'intervention en Iraq et mobiliser d'autres pays dans ce projet. Felste (2011 : 12) explique que la GWOT visait entre autres à aider certains pays à neutraliser les racines du terrorisme, par exemples les problèmes de gouvernance, de corruption, d'instabilité et de pauvreté. Il s'agit d'entreprises ambitieuses représentant beaucoup de temps, d'efforts et de dépenses. Pour justifier celles-ci, on a présenté ces enjeux d'une manière qui les associe à la menace terroriste. Cette approche a été formulée plus tardivement devant le public américain, mais a pris de plus en plus d'importance alors qu'il fallait justifier la mission de pacification et de reconstruction en Iraq qui s'enlisait, d'autant plus qu'aucune arme de destruction massive n'y avait été découverte :

Il émergerait du chaos en Iraq un ennemi plus téméraire doté d'un nouveau sanctuaire, de nouvelles recrues, de nouvelles ressources [...] Permettre que cela arrive serait ignorer les leçons du 11 septembre et encourager une autre tragédie (Bush, 2007)

Devant la communauté internationale, le président Bush a souvent énoncé l'importance de cette démarche : « Et en aidant le peuple iraquien à construire un pays stable et en paix, nous rendrons nos propres pays plus sécuritaires » (Bush, 2003b). D'un autre côté, la démarche visant la reconstruction, la démocratisation

et la pacification de l'Iraq et de l'Afghanistan a été employée comme référence par rapport aux augmentations d'effectifs militaires.

### 1.3 Les mesures et les politiques adoptées

Felste (2011 : 7) affirme que le contre-terrorisme sous l'administration Bush était essentiellement agressif, avec pour stratégie la confrontation (« *fighting to win* »). L'objectif était d'éliminer une menace globale en adoptant des mesures fermes et résolues (Felste, 2011 : 7). L'approche contre-terroriste « exécution de la loi », prise par l'administration précédente, a été mise en deuxième place derrière l'approche militaire guerrière devenue le paradigme dominant du contre-terrorisme américain (Ralph, 2009 : 81). Une telle posture était sans précédent : « C'était la première fois qu'un tel effort concerté était mis en place pour vaincre les terroristes » (Felste, 2011 : 7). Les présidents Reagan, Bush (père) et Clinton avaient tous formulé des discours condamnant le terrorisme et promettaient d'y riposter : aucun d'entre eux n'a fait preuve de cohérence entre leur rhétorique et leurs politiques. Dans le cas de Bush, les politiques adoptées étaient à la hauteur du discours formulé.

L'action militaire a été une dimension-clé (sinon *la* dimension-clé) du contre-terrorisme du président Bush. C'était la concrétisation de sa posture « combative ». L'objectif de cette stratégie était de dominer l'ennemi, de le vaincre et d'anéantir sa capacité à résister afin de lui imposer sa volonté ; dans cette optique, il ne pouvait y avoir qu'un seul gagnant (Felste, 2011 : 112). Ce choix semblait normal puisque la menace terroriste avait été formulée comme une menace militaire en premier lieu, par rapport à laquelle on ne pouvait admettre ni le compromis ni la passivité. Cette attitude s'est concrétisée à l'intérieur de tactiques coercitives et par l'intensification délibérée de l'affrontement afin de vaincre l'ennemi (Felste, 2011 : 200). Pour parvenir à la victoire, on a tenté d'infliger le plus de dégâts et de pertes à l'adversaire.

Même si notre analyse ne concerne pas tellement les motifs du contre-terrorisme américain, il faut noter que, dès son élection, l'administration Bush



était intéressée par l'Iraq et la possibilité d'une intervention militaire, bien avant le 11 septembre 2001 :

Une fois élue, l'équipe Bush commença immédiatement, dès la première réunion du Conseil de Sécurité Nationale, à se concentrer sur les moyens de renverser le régime de Saddam Hussein en Iraq [...] combattre le terrorisme à travers la guerre en Iraq n'était qu'un prétexte (Felste, 2011 : 184).

Anderson (2011 : 58-59) corrobore également ce constat. Le *National Energy Policy Development Group*, un comité se concentrant sur les enjeux énergétiques présidé par le vice-président Dick Cheney, était constitué notamment de représentants de compagnies pétrolières contributrices au parti républicain et « d'Iraqiens intéressés au renversement de Saddam Hussein » (Anderson, 2011 : 58). Le groupe examinait dès mars 2000 les cartes des réseaux pétroliers irakiens ainsi qu'une liste des compagnies qui étaient intéressées à investir dans l'exploitation pétrolière dans une Iraq « post-Saddam » (Anderson, 2011 : 58). Outre les intérêts économiques et énergétiques, les néoconservateurs à l'intérieur de l'administration<sup>11</sup> désiraient que les États-Unis adoptent une attitude et des actions plus fermes contre le gouvernement irakien (Anderson, 2011 : 60). Richard A. Clarke, qui présidait à ce moment le *Counterterrorism Security Group* et faisait partie du *National Security Council*, affirme que Donald Rumsfeld (secrétaire à la Défense) et Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la Défense) avaient suggéré tout de suite après les attentats que ceux-ci soient instrumentalisés afin de faire progresser les plans d'intervention en Iraq (Anderson, 2011 : 70). Même si ces derniers étaient convaincus que Saddam Hussein était à l'origine de l'attentat, les rapports du renseignement n'indiquaient aucun lien entre le gouvernement irakien et Al-Qaïda (Anderson, 2011 : 71).

La démarche sécuritaire déployée a très rapidement conduit à une sécurisation effective. Trois jours après les attaques, le Congrès a adopté la *Joint*

<sup>11</sup> Plus de la moitié des membres du *Project for the New American Century* (un *think tank* aux États-Unis constitué de néoconservateurs s'intéressant notamment aux enjeux de la politique étrangère américaine) furent choisis pour occuper des postes-clés de l'administration Bush.

*Resolution 23* (connue sous le nom d' « Autorisation pour l'emploi de la force militaire ») autorisant le président à :

[...] employer toute la force nécessaire et appropriée contre les nations, les organisations ou les personnes qu'il identifie comme ayant planifié, autorisé, participé ou aidé les attaques terroristes survenues le 11 septembre 2001, ou ayant abrité ces organisations ou ces personnes, afin de prévenir d'autres actes de terrorisme international contre les États-Unis (Cité dans Ralph, 2009 : 81).

Ainsi, le « 14 septembre le Sénat vota 98-0 et la Chambre des Représentants 420-1 afin de donner au président 'toute la force nécessaire et appropriée' afin de répondre aux attaques terroristes » (Anderson, 2011 : 71). Les membres des Nations unies votèrent une résolution autorisant « toutes les étapes nécessaires » pour répondre aux attentats (Anderson, 2011 : 71). La sécurisation de la menace terroriste a ainsi conduit au pouvoir extraordinaire de non seulement cibler les membres du réseau Al-Qaïda, mais aussi d'intervenir militairement contre les gouvernements accusés d'abriter et soutenir Al-Qaïda, tout en créant un champ de batailles dépourvu de limites frontalières étatiques (Ralph, 2009 : 82). Contrairement à la norme du système westphalien qui délimite le champ de bataille aux territoires étatiques préétablis, le président Bush reçut l'autorisation d'employer la force militaire afin d'attaquer Al-Qaïda en Somalie, au Yémen, au Pakistan et en Syrie sans le consentement des gouvernements en question (Ralph, 2009 : 82). La fin de semaine suivant le 11 septembre 2001, un conseil de guerre fut réuni à Camp David. Le 7 octobre, l'intervention militaire en Afghanistan a débuté sous le nom de *Enduring Freedom*. Les États-Unis ont obtenu sur le terrain l'appui de plus de 25 pays, notamment le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne et l'Australie. Les milices talibanes étaient vaincues soixante-dix-huit jours après le début du conflit, un nouveau gouvernement afghan était mis en place mais ben Laden demeurait introuvable (Anderson, 2011 : 84).

À partir de novembre 2001, l'administration Bush a commencé à préparer l'intervention en Iraq et à regrouper les conditions pour déclencher celle-ci sous la rhétorique de la GWOT (Anderson, 2011 : 96). On déclara qu'il y avait des liens

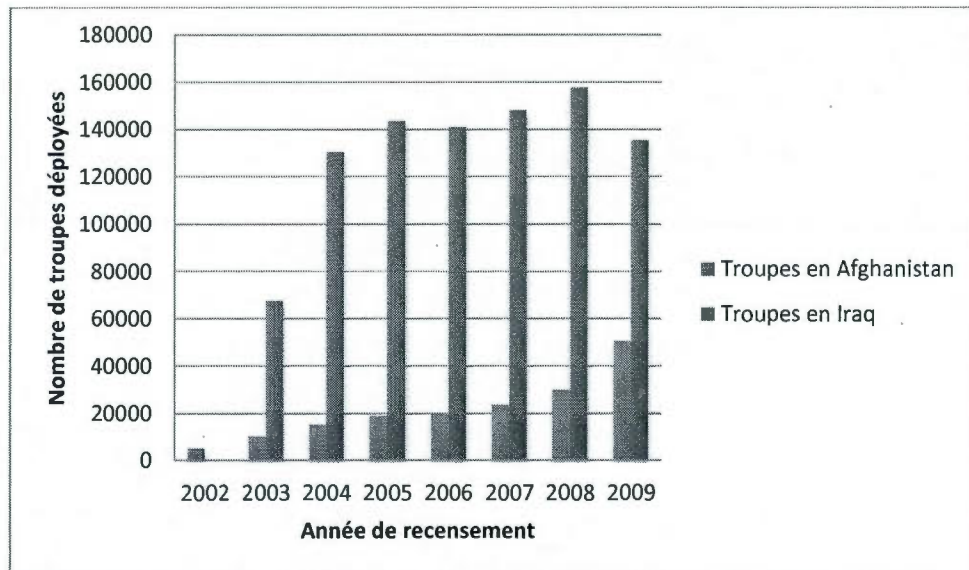
entre Al-Qaïda et le régime de Saddam Hussein, de même que l'existence d'un programme nucléaire irakien et une possibilité qu'Al-Qaïda acquière des armes de destruction massive. La doctrine Bush fut présentée afin de préparer l'opinion nationale et internationale à une intervention militaire en Iraq. La stratégie de guerre préemptive qu'on y défendait était audacieuse et en rupture avec la posture traditionnelle des États-Unis en termes de sécurité nationale (Anderson, 2011 : 100-101). De plus, on y redéfinissait le droit international autorisant l'action militaire préemptive puisque si celui-ci pouvait être invoqué lorsque l'imminence d'une attaque était confirmée à 100%, cette condition était dès lors réduite au minimum. En ce sens, le vice-président Cheney a déclaré que « s'il y a une chance sur cent que des scientifiques pakistanais aident Al-Qaïda à construire ou développer une arme nucléaire, notre réponse doit traiter [cette menace] comme une certitude » (cité dans Ralph, 2009 : 90). Cela dit, les alliées internationales n'étaient pas aussi enthousiastes ou nombreux qu'au moment de préparer l'invasion en Afghanistan, en conséquence de quoi le Conseil de sécurité des Nations unies a rejeté la proposition d'une intervention militaire en Iraq (Anderson, 2011 : 126-128). Néanmoins, en mars 2003, les États-Unis détenaient au Proche-Orient 208 000 troupes prêtes à être déployées, plus 50 000 en route, d'autant plus que les Britanniques avaient stationnés 45 000 soldats au Kuwait afin de prêter main forte à la future intervention en Iraq (Anderson, 2011 : 128).

Le 19 mars 2003, l'ordre d'attaquer l'Iraq a été donné. C'était le début de l'*Operation Iraqi Freedom*. Les avions américains et britanniques effectuaient un total de 1 500 vols par jour, 600 missiles de croisières ont en tout été lancés contre des installations irakiennes, 145 000 troupes (quatre divisions américaines et une division britannique) ont été déployées, supportées par 250 chars Abrams et 250 véhicules de combat Bradley. Il s'agissait d'une nouvelle approche de l'intervention militaire favorisant la collaboration étroite entre des troupes terrestres mobiles supportées par l'aviation et l'artillerie. C'était très différent du temps où l'administration hésitait à engager au combat les troupes terrestres (Ralph, 2009 : 85).

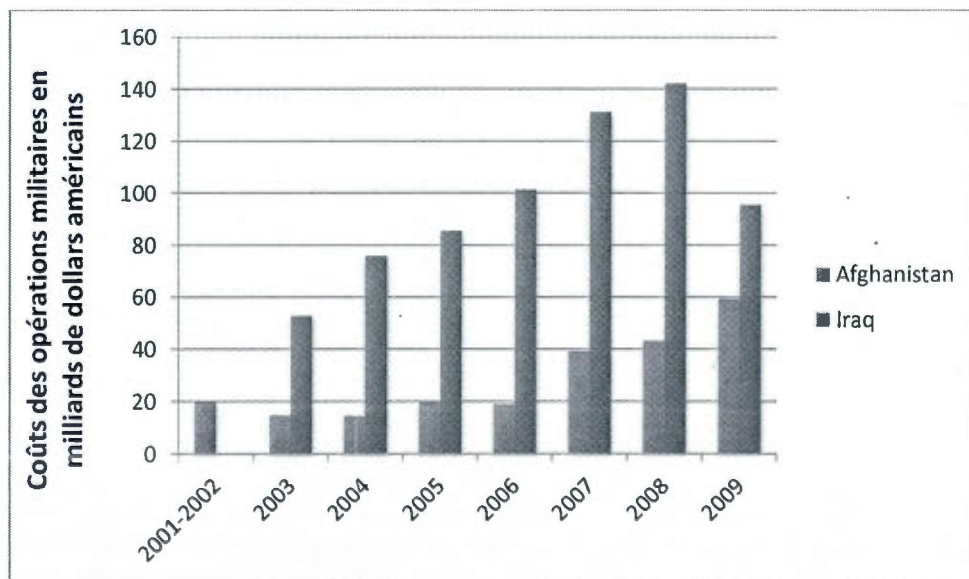
La victoire rapide sur l'armée iraquienne et la chute de Bagdad n'ont pas empêché la formation d'une résistance armée. La situation en Iraq est rapidement devenue instable et problématique (Anderson, 2011 : 142). Au mois d'août 2003, il était devenu évident que les Américains en Iraq étaient confrontés à une insurrection majeure (Anderson, 2011 : 167). Le 7 septembre 2003, le président a annoncé qu'il demanderait l'attribution d'un fonds de 87 milliards de dollars (approuvé par le Congrès en novembre 2003) afin de rétablir la paix en Iraq, dans un contexte où les opérations sur le terrain coûtaient plus d'un milliard de dollars par semaine (Anderson, 2011 : 169-170). Les choses ne se sont pas améliorées: à la fin de l'été 2005, on comptait un total de 2000 morts parmi les forces armées américaines stationnées en Iraq (Anderson, 2011 : 190). À la fin de 2005, le nombre de soldats tués depuis le début du conflit s'élevait à 3 907 (Anderson, 2011 : 206-207). L'administration offrait alors d'importantes primes monétaires aux soldats qui renouelaient leur contrat d'enrôlement, afin de contrer l'impopularité du recrutement (Anderson, 2011 : 190). Du côté de l'Afghanistan, les choses sont restées tranquilles jusqu'en 2005-2006. À partir de ce moment, les Talibans et Al-Qaïda ont intensifié la résistance à un niveau sans précédent. L'administration américaine n'a compris l'ampleur de la situation qu'à partir de 2008 lorsqu'elle a commencé à envoyer des renforts significatifs (Anderson, 2011 : 211).

Les deux tableaux qui suivent donnent un aperçu de l'investissement militaire, en termes de troupes et d'argent, fait par l'administration Bush pour la GWOT. Outre l'année 2006, durant laquelle le nombre de soldats a très légèrement diminué, et l'année 2009, à partir de laquelle les dépenses ont été réduites de façons importantes, autant le nombre de troupes mobilisées que les dépenses militaires ont augmenté à chaque année.





Troupes américaines en Afghanistan et en Iraq, 2002-2009 (Belasco, 2009: 14).



Coûts annuels des interventions en Afghanistan et en Iraq, 2001-2009 (Belasco, 2011: 7).

Pour lutter contre le terrorisme, l'administration Bush ne s'est pas limitée uniquement à l'action militaire. Les transformations législatives, l'action des organes policiers et des agences de renseignement ont été considérables. L'appareil sécuritaire intérieur et plusieurs aspects légaux et extra-légaux ont été

grandement modifiés. Hurst (2009 : 100) affirme que suite aux événements du 11 septembre, l'administration Bush a entrepris la plus grande réorganisation gouvernementale en 50 ans.

La dimension clé des transformations bureaucratiques a été la création du *Department of Homeland Security* qui a révolutionné la structure, la hiérarchie et la composition des agences chargées de la sécurité nationale. Le 19 novembre 2001, le Congrès a approuvé le *Aviation and Transportation Security Act* qui a conduit à la création du *Transportation Security Administration*. Les autorités fédérales ont alors pu déterminer les mesures de sécurité relatives au transport aérien, alors qu'autrefois cela appartenait aux compagnies aériennes privées. Les vérifications sécuritaires sont ainsi devenus plus poussées (Hurst, 2009 : 103).

Le 26 octobre 2001, le Patriot Act a été approuvé par le Congrès pratiquement sans aucune opposition (Harrington, 2010 : 103). La nouvelle législation étendait grandement les pouvoirs des agences de renseignement et celles chargées de l'exécution de la loi (Harrington, 2010 : 103-104). Les agents des services frontaliers ont obtenu le droit de détenir ou de déporter les immigrants suspectés de terrorisme (Anderson, 2011 : 74-75). Les autorités ont eu un plus grand accès aux renseignements personnels des individus sous enquête, notamment les données financières et médicales, les relevés d'appels téléphoniques et les communications par courriel. Entre 2003 et 2006, le FBI a émis 200 000 *National Security Letters*, c'est-à-dire des requêtes afin d'obtenir des renseignements personnels comme des transactions et des relevés de compte bancaire, des communications téléphoniques et internet (Harrington, 2010 : 104). Les déclarations écrites du président au moment de signer les lois adoptées par le Congrès (*signing statements*) du président, formule utilisée rarement autrefois, sont devenues monnaie courante afin de contourner les refus de la Cour Suprême par rapport aux nouvelles mesures légales et extra-légales (Harrington, 2010 : 104). Le vice-président Cheney a annoncé aux médias que des mesures secrètes et des opérations clandestines seraient entreprises, qu'il faudrait opérer dans le « *dark side* » (Anderson, 2011 : 75). Concrètement, c'était l'emploi de mesures

extralégales à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis, au nom de la sécurité nationale et de la lutte contre le terrorisme : détentions secrètes prolongées, suspension des droits individuels, interrogation sous la torture (Anderson, 2011 : 75). Les forces militaires ont reçu l'autorisation de détenir quiconque que l'administration identifierait comme « ennemi combattant » (Anderson, 2011 : 88). Les droits fondamentaux des détenus américains ne leur seraient plus reconnus, notamment le droit d'appel, le droit de garder le silence et les droits garantis par la Convention de Genève (dans le cas des prisonniers étrangers), tandis que les aveux obtenus sous la torture devenaient recevables (Ralph, 2009 : 85-86)<sup>12</sup>. Cela permit aux autorités américaines d'employer des méthodes plus agressives durant l'interrogatoire des prisonniers et des individus suspectés de terrorisme (Ralph, 2009 : 85). De plus, les restitutions extraordinaires (*extraordinary renditions*)<sup>13</sup> ont été grandement utilisées. Cette pratique consiste à remettre un prisonnier aux autorités d'un pays allié, à l'intérieur duquel le prisonnier pourra être interrogé de manière plus agressive, notamment grâce à la torture, chose qui ne serait pas forcément possible ou simple aux États-Unis. Il n'est pas rare que des agents de la CIA supervisent ces interrogatoires, sans forcément y participer directement. Le gouvernement a défendu les restitutions extraordinaires devant le public et le Congrès en insistant sur le fait qu'il n'aurait sûrement pas été possible de détenir et d'interroger aux États-Unis les instigateurs des attentats du 11 septembre avant qu'ils n'aient commis leur geste (Harrington, 2009 : 108). En même temps, la CIA a eu le feu vert pour entreprendre de nombreuses opérations clandestines (assassinats, enlèvements, campagnes de désinformation, déportations pour interrogation en pays étrangers, etc.) afin de

<sup>12</sup> Plusieurs des nouvelles mesures légales et extra-légales furent contestées par la Cour Suprême américaine, notamment en ce qui a trait au traitement des prisonniers détenus à Guantanamo Bay. Cela eu parfois des conséquences concrètes pour les individus détenus. Par exemple, durant le procès Hamdan v. Rumsfeld en 2006, l'accusé put obtenir le statut d'ennemi combattant (Ralph, 2009 : 87).

<sup>13</sup> Kurtulus (2011 : 42) explique que l'utilité des restitutions extraordinaires se trouve dans la possibilité de contourner les obstacles posées par « les systèmes juridiques des démocraties pour protéger les droits de la personne et civils des suspects ». Ainsi, on peut interroger les prisonniers en employant des moyens, notamment la torture, qui ne seraient pas permis officiellement aux États-Unis. Une fois envoyés vers des pays alliés comme l'Égypte, le Maroc, la Jordanie, le Koweït, la Somalie, etc., les individus disparaissent des cadres légaux et judiciaires normaux.

lutter contre le terrorisme international (Anderson, 2011 : 76). En janvier 2002, le camp X-Ray à Guantanamo a accueilli ses premiers détenus. À la fin de 2002, les droits conférés par la Convention de Genève ont été jugés caduques par la Lieutenant Colonel Diane Beaver, et l'émission du mémorandum Heynes a marqué la fin de l'exigence que les détenus soient traités humainement (Harrington, 2009 : 106). On constate donc qu'à la suite du 11 septembre l'administration Bush a pu suspendre, contourner ou ignorer les libertés civiles et les conventions internationales limitant la surveillance, la déportation, la détention et l'interrogation des suspects, ainsi que les conventions internationales qui protègent les détenus et prisonniers de guerre.

#### 1.4 Conclusion

Ce chapitre a montré le contexte historique de la GWOT, en plus de soutenir que la menace terroriste a été sécurisée par l'administration Bush. Cette sécurisation a permis au gouvernement de poursuivre certaines politiques extraordinaires à l'intérieur des sphères militaire et juridique. La plus grande prouesse de la démarche sécuritaire a certainement été au niveau législatif, car c'est à ce niveau que se trouvaient les entraves les plus importantes au déploiement de l'appareil militaire et sécuritaire tel que nous l'avons vu (Harrington, 2010 : 113). Harrington (2010, p 103) affirme qu'en 2002, autant les Républicains que les Démocrates s'accordaient pour dire que l'équipe Bush avait mise en place la plus puissante administration « depuis au moins une génération ». La sécurisation que nous avons étudiée incarne ce constat.

## Chapitre 2

### La sécurisation de la menace terroriste depuis l'élection présidentielle de Barack Obama : discours et formulations

À la fin du mandat de G. W. Bush et suite à l'élection présidentielle de Barack Obama, une grande partie du public américain et international croyait qu'un vent de changement soufflerait sur la politique américaine. Puisqu'un volet important de celle-ci avait été depuis 2001 la GWOT, on pouvait s'attendre à une transformation de la lutte contre le terrorisme qu'avait menée l'administration Bush, tel que nous l'avons présenté au premier chapitre. Notre deuxième chapitre se concentre sur les discours de Barack Obama et de John O. Brennan (le conseiller principal pour la lutte antiterroriste durant le premier mandat du président Obama<sup>14</sup>) relatifs à la menace terroriste et aux moyens d'empêcher que d'autres attentats ne surviennent. Dans l'ensemble, ceux-ci ont interprété une menace urgente, résiliente et hors du commun (le terrorisme et l'organisation clandestine Al-Qaïda), mettant en péril l'existence de différents objets référents, tout en affirmant la nécessité objective de moyens extraordinaires pour aborder ce contexte. On comprend donc que dans les discours de l'administration Obama, la menace terroriste est demeurée l'objet d'une sécurisation importante soutenue par un nombre important d'actes de langage définissant un contexte sécuritaire distinct du contexte politique normal.

Dans l'ensemble, malgré certaines reformulations et de nouvelles orientations stratégiques au niveau de la démarche sécuritaire (concentration sur les théâtres afghan et pakistanais), la sécurisation de la menace terroriste a connu une intensité similaire à ce qu'elle avait à l'époque de Bush. Certaines évolutions étaient évidentes. Notamment, le langage était différent, le ton était moins néoconservateur et plus réaliste. De plus, les acteurs de la sécurisation ont intégré

---

<sup>14</sup> John O. Brennan fut le conseiller principal du président Obama pour la lutte antiterroriste entre 2009 et 2012. Suite à la réélection du président en 2012, John O. Brennan devint le directeur de la CIA.



un fond moral aux politiques contre-terroristes qui s'est traduit concrètement par le rejet dans les discours de l'emploi de la torture et autres méthodes d'interrogation agressives, de même que la volonté de fermer Guantanamo.

## 2.1 Appréciation de la menace dans les discours

Nous montrons dans cette section que l'appréciation de la menace terroriste faite par l'administration Obama n'a pas été radicalement différente de celle de l'administration Bush, malgré certaines nouveautés. L'évolution la plus importante a été la suivante: on a reformulé la lutte contre le terrorisme de façon plus spécifique. Ainsi, il n'était plus question de mener une guerre globale contre le terrorisme. Puisque la menace émanait précisément d'Al-Qaïda, on a affirmé que la guerre serait livrée spécifiquement contre cette organisation clandestine. Toutefois, même si les cibles étaient moins générales, cela n'a pas empêché que le spectre de la menace englobait une plus grande zone géographique. De plus, on a insisté autant sinon davantage sur les différentes expressions de la menace, notamment le terrorisme nucléaire, le problème des sanctuaires à partir desquels les membres d'Al-Qaïda peuvent préparer des attentats et les loups solitaires qui se radicalisent virtuellement à l'intérieur des États-Unis.

Comme tous les discours sécuritaires conduisant à une sécurisation, on retrouve une multitude d'énonciations performatives insistant sur la gravité de l'enjeu en question et l'importance d'aborder celui-ci. Les menaces existentielles pesant sur les objets référents ont été énoncées comme des faits indéniables : « Ce ne sont pas des opinions dont on peut débattre; ce sont des faits avec lesquels il faut traiter » (Obama, 2009c). L'administration Obama s'est évidemment inscrite comme acteur de la sécurisation en rappelant souvent qu'elle adopterait toutes les politiques nécessaires pour prévenir que la menace ne se concrétise à nouveau : « ma plus grande responsabilité est la sécurité des Américains [...] je n'hésiterai pas à faire tout ce qu'il faut pour défendre l'Amérique » (Obama, 2009d).

On remarque aussi que la lutte contre le terrorisme n'était plus présentée comme une « Global War On Terrorism », mais plutôt comme une lutte ciblant spécifiquement Al-Qaïda. Cependant, l'état de guerre perdurait. En effet, une première continuité avec les discours sécuritaires qu'énonçait l'administration précédente était l'état de *guerre* dans lequel étaient plongés les États-Unis. Toutefois, le président et les membres de son administration ont rapidement évacué de leurs discours l'expression « Global War On Terrorism », qui fut remplacée par « overseas contingency operation » (Wilson et Kamen, 2009). John O. Brennan a précisé que la guerre n'était pas contre « le terrorisme » en général, puisqu'on ne peut pas vaincre une tactique. En interprétant ce phénomène comme étant une « stratégie », il a repris la thèse de plusieurs auteurs, notamment Clément (2010), qui critiquaient la logique d'une guerre dirigée contre un *modus operandi*. De plus, Brennan (2009) a circonscrit la lutte contre le terrorisme en limitant la cible à une seule organisation clandestine. Cela constituait une différence importante par rapport à l'administration Bush qui énonçait la GWOT comme une lutte globale, tout comme l'avait été la Guerre froide (Buzan, 2006 : 1101). Ainsi, plutôt que d'affirmer un affrontement général, on a déclaré à de très nombreuses reprises que les États-Unis étaient en guerre spécifiquement contre l'organisation Al-Qaïda. L'énonciation performative qui suit est un bon exemple de cela : « Nous sommes en guerre. Nous sommes en guerre contre Al-Qaïda » (Obama, 2010a). Cela dit, même si la cible et la lutte ont été mieux circonscrites, la sécurisation de la menace terroriste a continué d'annoncer un contexte de guerre. Il faut retenir que la reformulation de la démarche sécuritaire, c'est-à-dire une lutte ayant pour cible spécifique Al-Qaïda plutôt qu'une guerre globale contre le terrorisme en général, ne signifiait pas forcément un relâchement de la sécurisation de la menace terroriste, étant donné que la menace était décrite comme une organisation clandestine de grande envergure, résiliente aux coups qu'elle reçoit, qui s'adapte et évolue... Bref, malgré une interprétation plus réaliste, la menace ne pouvait pas être neutralisée aisément ou simplement. Le discours de l'administration Obama n'a fait qu'offrir plus d'espoir puisqu'il peut sembler *possible* de vaincre une organisation clandestine tandis que vaincre le

terrorisme de façon générale offre peu d'espoir de se réaliser. Dans la logique de la théorie de la sécurisation, puisque cette organisation est *clandestine* et n'a pas une structure hiérarchique centralisée, elle peut potentiellement demeurer une menace active aussi longtemps que les acteurs de la sécurisation affirment son existence.

Même si on a reconnu qu'il y a eu plusieurs succès, le terrorisme a encore été présenté comme une menace persistante et extraordinaire. C'est la base d'une sécurisation accomplie : il faut identifier la présence d'une menace qui met en péril l'existence de certains objets référents de manière urgente et extraordinaire, en conséquence de quoi des moyens extraordinaires pour lutter contre elle sont justifiés. Dans le cas de la menace terroriste internationale, il fallait d'autant plus insister sur sa permanence et sa résilience, dans un contexte où aucun attentat terroriste ne s'était concrétisé à l'intérieur des États-Unis<sup>15</sup> depuis les attentats du 11 septembre 2001. Ainsi, on retrouve dans les discours une très grande abondance d'énonciations performatives qui ont construit la réalité de la menace. Même si le président Obama a fréquemment félicité les progrès et les accomplissements accomplis dans la lutte et la défense contre le terrorisme, il n'a jamais oublié de rappeler que la menace demeurait urgente, extraordinaire, résiliente et surtout, qu'elle perdurerait pour longtemps : « des gens complotent pour tuer des Américains. Il en sera ainsi pour l'année à venir, pour les cinq prochaines années, et -- très certainement -- pour les dix prochaines années » (Obama, 2009b). Pour sa part, John O. Brennan a énoncé la réalité, la dangerosité et la résilience de la menace terroriste :

Al-Qaïda conspire constamment afin de nous attaquer encore [...] Al-Qaïda a prouvé qu'elle pouvait s'adapter et être très résiliente [...] une autre attaque contre le territoire des États-Unis demeure une priorité pour

<sup>15</sup> La tuerie à la base militaire Fort Hood le 5 novembre 2009 ne fut pas officiellement étiquetée comme un attentat terroriste par le gouvernement américain, et l'accusé Nidal Malik Hasan n'a pas de charge relative au terrorisme retenue contre lui. Le discours officiel présente cet événement comme un cas de violence sur un lieu de travail. Il s'agit toutefois d'une polémique puisque plusieurs insistent qu'Hasan a le profil du « loup solitaire » et qu'il appartenait à la mouvance islamiste radicale.



le commandement senior d'Al-Qaïda [...] Bref, nous continuons de faire face à une menace dynamique qui évolue (Brennan, 2009)

Si certains croyaient que la mort de d'Ossama ben Laden neutraliserait la menace terroriste, l'administration Obama a rapidement corrigé cette interprétation. On a présenté cela comme un important progrès qui, malgré tout, ne rendait pas la menace moins importante (Brennan, 2011). Le président a aussi souligné l'illégitimité de ceux qui emploient le terrorisme en rappelant que les cibles n'étaient plus seulement les soldats mais aussi les civils innocents au quotidien. Ainsi, il a rappelé que les États-Unis ne reconnaissaient pas le statut de prisonnier de guerre aux individus accusés de prendre part à des activités terroristes (Obama, 2011b). On a continué d'attribuer à ceux-ci le statut « d'ennemi combattant »<sup>16</sup> selon les termes du Patriot Act. De cette manière, on les distinguait du statut de prisonnier de guerre qui garanti certains droits selon la Convention de Genève. La dimension extraordinaire de la menace a aussi été souligné lorsqu'on a énoncé que le terrorisme menace non seulement la sécurité des individus, mais les valeurs de la société américaine, élargissant ainsi les objets référents de la sécurisation : « Les auteurs de cet acte maléfique [*this evil act*] n'ont pas simplement attaqué les États-Unis; ils ont attaqué l'idée-même des États-Unis -- tout ce que nous défendons et représentons dans le monde » (Obama, 2010d). Même si dans les discours on a félicité les accomplissements et les progrès effectués depuis l'élection d'Obama (évidemment l'assassinat d'Ossama ben Laden), les acteurs de la sécurisation ont réaffirmé que la menace perdurait malgré tout, qu'elle était urgente et sans pareil. Selon cette logique, il fallait poursuivre la sécurisation de la menace terroriste afin que celle-ci ne se concrétise pas. Ainsi, la sécurisation est demeurée inscrite dans le long terme.

On a également rappelé que la menace terroriste visait non seulement les États-Unis mais toute la communauté internationale. Brennan a aussi affirmé que la menace terroriste perdurait pour tous les alliés des États-Unis: « [le désir d'Al-

<sup>16</sup> Le qualificatif « ennemi combattant » est généralement attribué à des individus ayant combattu les forces américaines à l'extérieur des États-Unis, surtout en Afghanistan et en Iraq. Cela-dit, l'étiquette « ennemi combattant » fut également attribué à des citoyens américains arrêtés aux États-Unis et accusés d'avoir pris part à des activités terroristes, par exemple Jose Padilla.

Qaïda] d'attaquer les États-Unis, nos alliés et nos partenaires demeure intact » (Brennan, 2010). Dans cette optique, puisque la menace est internationale, la sécurisation devrait l'être aussi. On a donc déclaré que les démarches pour prévenir ou neutraliser la menace terroriste assuraient la sécurité des États-Unis et du reste du monde : « Ceci n'est pas seulement la guerre des États-Unis [...] L'Amérique, nos alliés et le reste du monde agissent ensemble [...] pour protéger notre sécurité commune » (Obama, 2009e).

On a toujours répété que les États-Unis ont été les victimes initiales et que la démarche sécuritaire était nécessaire et justifiée à tous les niveaux. Comme à l'époque de Bush, le président Obama a rappelé à de nombreuses reprises le caractère dramatique des attentats du 11 septembre tout en soulignant que les États-Unis n'étaient pas les instigateurs des interventions internationales ayant suivies : « Les Américains n'ont pas choisi ce combat. Celui-ci est venu jusqu'à nous, et débuta avec le massacre insensé de nos citoyens » (Obama, 2011a). En rappelant que les États-Unis ont été les victimes initiales, les acteurs de la sécurisation ont légitimé la démarche sécuritaire. Cet effort pour justifier les politiques sécuritaires s'est aussi observé quand Obama a énoncé la nécessité de poursuivre la démarche sécuritaire afin de mettre en échec la menace terroriste : « nous combattons par nécessité. Nous combattons pour garder nos familles et nos communautés en sécurité. Nous combattons pour la sécurité de nos alliés et de nos partenaires » (Obama, 2010c). John O. Brennan a énoncé pour sa part un droit à l'auto-défense justifiant toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des États-Unis : « Notre conflit armé actuel avec al-Qaïda émane de notre droit - reconnu internationalement- à l'auto-défense » (Brennan, 2011).

Les acteurs de la sécurisation ont déclaré que même si l'intervention en Iraq a été achevée de façon responsable avec succès, l'Afghanistan et le Pakistan demeuraient des sanctuaires d'Al-Qaïda. Parallèlement, d'autres pays et régions ont été considérés comme des lieux où prend racine la menace terroriste. Très souvent, le président Obama a souligné la gravité sécuritaire que représentent

l'Afghanistan et le Pakistan. L'extrait qui suit reprend cette idée à travers plusieurs énonciations performatives:

Il s'agit de l'épicentre de l'extrémisme violent pratiqué par Al-Qaïda [...] c'est à partir d'ici que de nouvelles attaques sont planifiées au moment où je vous parle [...] ce n'est pas une menace] je suis convaincu que notre sécurité est en jeu en Afghanistan et au Pakistan (Obama, 2009e)

D'autres pays ont aussi été intégrés dans la liste des lieux où la menace terroriste prenait racine, notamment la Somalie et le Yémen. John O. Brennan a pour sa part tracé les lignes délimitant les régions où évoluaient les organisations terroristes : de l'Iraq jusqu'à la Péninsule Arabique, de l'Afrique de l'Est jusqu'au Sahel en passant par le Maghreb (Brennan, 2009). En somme, on a présenté la menace terroriste comme un phénomène prenant largement racines à travers le Proche-Orient. Même si l'administration Obama s'est efforcée de mettre fin à la présence militaire américaine en Iraq, tout en répétant qu'il s'agissait d'un retrait responsable pour les Américains, le Proche-Orient a continué d'être présenté comme le sanctuaire d'Al-Qaïda. En établissant une telle géographie de la menace terroriste, une démarche sécuritaire qui prescrirait une intervention dans la région était justifiée, du moins dans les discours.

De plus, les acteurs de la sécurisation ont accordé beaucoup d'attention au terrorisme nucléaire, qu'ils ont présenté comme le plus grand danger pesant sur la sécurité nationale et internationale. C'est une dimension essentielle de l'appréciation de la menace. Bush avait souvent affirmé que les organisations clandestines pourraient acquérir et employer des armes de destruction massive pour commettre un attentat terroriste. Obama y a accordé dans ses discours une attention au moins équivalente, sinon supérieure. Il a identifié comme objectif-clé de son administration la mise en sécurité de tout le matériel nucléaire (*nuclear materials*) à travers le monde afin d'empêcher que des organisations terroristes puissent s'en servir. De son côté, John O. Brennan a affirmé que la possibilité qu'une organisation terroriste obtienne une arme nucléaire constituait « la menace la plus immédiate et la plus extrême à la sécurité globale » (Brennan, 2009).

Naturellement, le Nuclear Security Summit annuel est demeuré une occasion pour réitérer la menace urgente et extraordinaire posée par le terrorisme nucléaire. La sécurisation de la menace terroriste nucléaire présentait un argument de poids en faveur de l'adoption des politiques de non-prolifération défendues par le gouvernement américain durant le Nuclear Security Summit. De plus, ces discours sécuritaires ont associé directement ou indirectement les « États voyous », le risque que ces États développent des armes nucléaires et la menace posée par le terrorisme nucléaire. Ces associations ont été établies de manières indirectes<sup>17</sup> ou directes, comme c'est le cas dans cet exemple :

Et les risques sont d'autant plus grand si le Pakistan détenait l'arme nucléaire, parce que nous savons qu'Al-Qaïda et d'autres extrémistes désirent [obtenir] des armes nucléaires, et nous avons toutes les raisons de croire qu'ils les utiliseraient (Obama, 2009e)

Une nouvelle expression de la menace a été identifiée : les « recrues solitaires » (*lone recruits*), aussi appelées les loups solitaires. Ce phénomène a obtenu une attention particulière des autorités policières et les agences de renseignement depuis les attentats du 11 septembre. Sageman (2008) a étudié en profondeur cette expression de la menace terroriste. Il montre que les *homegrown terrorists* sont beaucoup plus décentralisés, indépendants et imprévisibles, tout en étant dépourvus d'une quelconque direction logistique. Ils forment une communauté virtuelle à travers l'internet, à la fois déterritorialisée et globale. La radicalisation conduit l'individu à se joindre à une plus grande mouvance à caractère islamiste et violent. Celle-ci est indépendante d'un quelconque centre opérationnel et existe à travers l'univers virtuel. Si l'administration Bush n'avait pas tellement insisté sur cette menace dans ses discours sécuritaires, John O. Brennan a énoncé l'existence et la dangerosité de celle-ci, de même qu'un lien opérationnel et structurelle avec Al-Qaïda : « [Al-Qaïda] utilise internet et des sites web extrémistes pour encourager certaines personnes vivant aux États-Unis à

<sup>17</sup> L'association « terrorisme nucléaire » et « prolifération nucléaire » peut être faite indirectement notamment en énonçant côte à côte la menace du terrorisme nucléaire et le danger posé par les gouvernements adverses qui tentent de développer l'arme nucléaire (l'Iran, la Corée du Nord) ou la possèdent déjà (le Pakistan).

prendre les armes et à commettre des actes terroristes de l'intérieur » (Brennan, 2010). Les loups solitaires ont constitué l'image ou l'exemple qu'on a évoqué le plus souvent lorsqu'il était question d'une menace terroriste évoluant à l'intérieur du cadre domestique. Bien qu'on ait beaucoup moins souligné la dangerosité de cette menace comparativement à celle du terrorisme nucléaire, et même si cet enjeu a occupé un espace beaucoup plus restreint dans les discours comparativement à la présence d'Al-Qaïda dans différents pays où ses membres trouvent sanctuaires, il s'agit d'une menace à laquelle les acteurs de la sécurisation ont automatiquement fait référence lorsqu'ils soulignaient l'importance de maintenir certaines politiques sécuritaires dans le cadre domestique, par exemple les dispositions prévues par le Patriot Act.

Il faut également souligner que durant le premier mandat du président Obama la sécurisation de la menace terroriste a été exprimée à différentes échelles. Parfois l'appréciation de la menace terroriste a occupé l'ensemble d'un discours sécuritaire, par exemple lorsqu'on affirmait que le terrorisme nucléaire était la menace la plus urgente et la plus grave pesant sur la sécurité des États-Unis. À d'autres moments, la menace terroriste a été une dimension parmi plusieurs autres (santé, éducation, économie, énergie, nucléaire, changement climatique, etc.) qui formaient ensemble un discours sécuritaire constitué de plusieurs couches. Dans ce cas, des associations sont faites pour montrer que le développement d'une menace affecte la concrétisation d'une autre. Lorsque le discours sécuritaire adopte une telle structure, le terrorisme devient un enjeu sécuritaire important mais pas forcément au-dessus d'autres enjeux-clés. John O. Brennan a très clairement énoncé que le terrorisme n'était plus l'unique élément prédominant tous les autres dossiers de l'administration Obama : « le combat contre les terroristes [...] ne définit plus entièrement notre sécurité nationale et notre politique étrangère, mais constitue plutôt une partie vitale de nos politiques » (Brennan, 2009).

Pour terminer cette section, rappelons que Buzan *et al.* (1998 : 25) définissent le concept de sécurisation comme « l'établissement intersubjectif



d'une menace existentielle avec une saillance suffisante pour avoir des effets politiques substantiels ». L'appréciation de la menace terroriste dans les discours sécuritaires de l'administration Obama montre que les acteurs de la sécurisation ont énoncé plusieurs menaces existentielles et urgentes pesant sur différents objets référents, et cela à travers une multitude d'actes de langage. Ces discours remplissent les premières conditions de la sécurisation de l'enjeu et ouvrent la possibilité d'une démarche sécuritaire. Les deux parties qui suivent décrivent celle qu'a proposée l'administration Obama dans ses discours sécuritaires.

## 2.2 Les moyens du contreterrorisme dans les discours: dimensions militaires

L'appréciation de la menace terroriste formulée dans le processus de sécurisation a établi l'enjeu en question comme une menace existentielle et urgente pesant toujours sur les États-Unis à différents niveaux. Les acteurs de la sécurisation, notamment le Président Obama et John O. Brennan, ont ainsi pu annoncer des moyens extraordinaires afin d'éliminer le danger. Comme c'était le cas à l'époque du président Bush, ces moyens étaient avant tout militaire : « Vous, et tous ceux qui portent l'uniforme américain, demeurez la pierre angulaire de notre défense nationale, l'ancre de la sécurité mondiale [*the anchor of global security*] » (Obama, 2010c). C'était une continuité logique de l'appréciation de la menace qui établissait un contexte « d'état de guerre » à l'intérieur duquel l'élimination de la menace avait pour condition l'anéantissement d'un ennemi (Al-Qaïda) caché dans différents pays et différentes régions du monde. Cela dit, la démarche sécuritaire militaire qu'a formulée l'administration Obama avait une orientation stratégique et tactique différente à plusieurs niveaux de celle annoncée dans les discours de l'administration Bush...

Les moyens militaires comportaient deux dimensions clés. D'abord, on a affirmé une volonté d'intensifier la lutte militaire contre Al-Qaïda en Afghanistan et au Pakistan. Ces deux théâtres d'opération ont été considérés comme des enjeux urgents et extraordinaires, parce qu'ils constituaient l'épicentre d'Al-Qaïda. L'Afghanistan a été présenté comme le théâtre principal de la démarche

sécuritaire militaire étant donné que le pays est demeuré un sanctuaire pour Al-Qaïda. La guerre dans ce pays et les opérations au Pakistan ont été présentées comme étant intimement liées dans la démarche pour prévenir et neutraliser la menace terroriste: tout serait fait pour neutraliser les terroristes dans ces pays. Pour justifier une telle approche, on a énoncé une nécessité sécuritaire implacable: « Nous ramènerions volontiers chacune de nos soldats si nous pouvions être sûrs qu'il n'y avait pas d'extrémistes violents en Afghanistan et maintenant au Pakistan décidés à tuer autant d'Américains qu'ils le peuvent » (Obama, 2009c). Ainsi, il y a eu une évolution importante comparativement à la démarche sécuritaire formulée par l'administration précédente: la guerre devait être menée en Afghanistan et au Pakistan, tandis que l'Iraq constituait une affaire réglée. Cette réorientation géostratégique se distinguait de la démarche sécuritaire que présentait l'administration Bush. Comme nous l'avons mentionné au premier chapitre, cette dernière avait accordé aux opérations en Afghanistan une attention graduellement secondaire au fur et à mesure que le temps passait.

Ensuite, la lutte contre le terrorisme reposait sur l'entraînement des forces de sécurité des pays où évolue Al-Qaïda. L'objectif était de pouvoir retirer les troupes américaines de l'Afghanistan et du Pakistan une fois que les forces locales seraient capables de lutter efficacement contre les organisations terroristes y évoluant. Ainsi, les États-Unis auraient moins (ou plus du tout) besoin d'intervenir militairement sur le terrain. Le président Obama a souvent énoncé l'importance de confier aux autorités locales la responsabilité de lutter contre le terrorisme et d'empêcher que des organisations clandestines ne trouvent un sanctuaire à l'intérieur de leurs frontières, sans qu'il ne soit nécessaire d'y déployer des troupes américaines : « nous nous dirigeons vers une approche plus ciblée -- une approche qui renforce nos partenaires et démantèle les réseaux terroristes sans déployer des forces armées de grande envergure [*without deploying large American armies*] » (Obama, 2010e). L'Iraq est l'exemple le plus important d'un pays où l'on a mis de l'avant la stratégie consistant à responsabiliser les forces nationales pour qu'elles prennent elles-mêmes en charge la sécurité du pays et la

menace terroriste. En même temps que l'administration Obama présentait le retrait de l'Iraq comme un succès, elle annonçait vouloir confier aux autorités afghanes la responsabilité de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, d'ici 2014. Cette stratégie allait de pair avec l'augmentation du nombre de troupes déployées sur le territoire afghan: « en Afghanistan, nous augmentons nos troupes et entraînons les forces de sécurité afghanes afin qu'elles puissent commencer à prendre la relève dès juillet 2011 » (Obama, 2010b). Bref, parmi les moyens annoncés pour lutter contre le terrorisme, une dimension importante a été d'entraîner, de supporter et de graduellement confier aux forces de sécurité locales la responsabilité de combattre les organisations terroristes évoluant sur leur territoire. Même si l'administration Bush s'est attardée à l'entraînement des forces de sécurité locales en Afghanistan et en Iraq, on n'a pas autant souligné ces mesures à l'intérieur des discours.

Comme c'était le cas durant la présidence de Bush, l'objectif était *l'annihilation* de l'ennemi, c'est-à-dire Al-Qaïda. L'action militaire a été présentée comme le meilleur moyen d'y parvenir. La déclaration qu'a faite Obama dans son discours inaugural a bien résumé cette dimension : « nous vous vaincrons » (Obama, 2009a). Dans le discours sur l'état de l'Union en 2010, le président Obama a félicité qu'on soit parvenu à capturer ou à éliminer des centaines de membres d'Al-Qaïda (Obama, 2010b). Parvenir à tuer les membres de cette organisation clandestine a toujours été souligné comme un succès. L'assassinat de Ben Laden a été articulé comme le plus grand succès dans la lutte contre le terrorisme (Obama, 2011a). Les discours de l'acteur de la sécurisation ont été fermes et décidés, affirmant que l'affrontement se poursuivrait jusqu'à la défaite de l'ennemi : « Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour les vaincre » (Obama, 2010a). Cette dimension de la démarche sécuritaire s'inscrivait en continuité avec celle que formulait l'administration Bush, reconnue pour avoir présenté les organisations terroristes comme des groupes « maléfiques », avec lesquels le dialogue était impossible, et qu'on ne pouvait neutraliser autrement que par la mort. Cette attitude belliqueuse et manichéenne nous semble incohérente avec

certain discours de l'administration Obama, à l'intérieur desquels on insistait sur l'importance d'intégrer un fond moral et une attitude plus posée dans la lutte contre le terrorisme...

Notons que même si les opérations militaires en Iraq se sont achevées et que l'intervention en Afghanistan devrait être terminée à la fin de 2014, dans l'ensemble la lutte contre le terrorisme a été présentée comme une démarche sécuritaire s'inscrivant dans le long terme. Même si le président a souvent annoncé que son administration s'était donnée pour mission de terminer la guerre en Afghanistan, il a souvent déclaré que la lutte contre le terrorisme ne s'achèverait pas bientôt et se poursuivrait même après le retrait de l'Afghanistan : « La lutte contre l'extrémisme violent ne sera pas terminée rapidement, et elle s'étendra bien au-delà de l'Afghanistan et du Pakistan » (Obama, 2009e). Le fait que la lutte contre le terrorisme a été présentée comme une démarche sécuritaire s'inscrivant dans le long terme constitue un autre élément rendant possible une sécurisation de la menace terroriste pour une longue période de temps dans la sphère militaire. À celui-ci s'ajoutent l'interprétation de la menace terroriste à travers des discours guerriers et la présentation des organisations terroristes comme des groupes résilients qui ne sont pas facilement ou rapidement éliminés. Dans ce contexte, de nouvelles actions militaires seraient possibles si on affirme leur nécessité....

On observe une nouveauté importante du discours sécuritaire dans l'enthousiasme qu'ont témoigné les acteurs de la sécurisation pour les frappes de drones. Celles-ci ont été articulées comme des outils justifiés et utiles pour éliminer des individus clés de la menace. C'est surtout John O. Brennan qui a défendu l'emploi de drones dans la lutte contre le terrorisme. Selon lui, il était nécessaire d'employer certains outils plus précis permettant l'élimination d'individus clés tout en limitant les dommages collatéraux, tel un « scalpel » (Brennan, 2010). Parallèlement, il a défendu cette tactique en énonçant un droit à l'auto-défense : « Lorsque nous savons que des terroristes planifient des attaques

contre nous, nous avons une responsabilité d'agir afin de nous défendre - et nous le ferons » (Brennan, 2010). Ce genre de justifications visait à répondre au scepticisme et aux nombreuses critiques relatives à l'emploi intensif des drones pour éliminer des leaders terroristes. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, cette technologie militaire a été utilisée intensément depuis l'élection d'Obama, beaucoup plus qu'à l'époque de Bush.

La démarche sécuritaire de l'administration Obama détient également une ressemblance avec la doctrine Bush par sa préférence pour un droit à la préemption reformulé. On se rappelle que le vice-président Cheney avait annoncé que s'il y avait une chance sur cent qu'une attaque ou un attentat se concrétise, cela constituait une justification suffisante pour permettre une intervention militaire (Ralph, 2009 : 90). Brennan (2011) s'est plaint que selon d'autres acteurs internationaux, les États-Unis n'avaient le droit d'intervenir militairement uniquement lorsqu'une attaque devenait imminente (à l'exception des opérations au Pakistan et en Afghanistan). Il a également affirmé qu'il fallait redéfinir la notion de « menace imminente ». La citation qui suit montre en détails l'argumentaire suggéré afin de soutenir cette idée:

Une compréhension plus souple de l'« imminence » pourrait être appropriée quand nous sommes confrontés à des groupes terroristes, en partie parce que les menaces posées par des acteurs non étatiques ne se présentent pas de la même manière que les imminences reconnues dans des conflits plus traditionnels. [...] [Al-Qaïda] possède la capacité démontrée de frapper sans prévenir et de causer d'importantes pertes civiles et militaires [...] la conception traditionnelle de ce qui constitue une attaque « imminente » devrait être élargie à la lumière des capacités, des techniques et des innovations technologiques détenues actuellement par les organisations terroristes (Brennan, 2011)

Il a ainsi justifié un droit à la préemption en réinterprétant la notion traditionnelle de « menace imminente » et du droit à l'auto-défense, sans pour autant préciser en quoi consistait une menace imminente posée par un acteur terroriste. Et si ces arguments n'étaient pas suffisants, Brennan a invoqué un droit à l'auto-défense justifiant toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des États-Unis. Si



la sécurité nationale l'exigeait, des actions unilatérales étaient justifiées et autorisées. Les énonciations performatives qui suivent sont de bons exemples en ce sens :

nous avons l'autorité d'agir contre Al-Qaïda et ses associés sans avoir à faire à chaque fois une analyse distincte sur le droit à l'auto-défense chaque fois [...] nous nous réservons le droit d'agir unilatéralement [*the right to take unilateral action*] (Brennan 2011)

L'administration Obama ne s'est pas tellement distinguée du gouvernement précédent dans son appel au droit à l'auto-défense et la justification qu'elle a faite de la préemption. On a toujours affirmé que la menace posée par les organisations terroristes ne pouvait qu'être comprise et approchée d'une manière extraordinaire, sans compromis. Du point de vue de la théorie de la sécurisation, la démarche sécuritaire peut ainsi avoir une grande latitude au niveau de l'action militaire.

En conclusion de cette partie, même si l'administration Obama a annoncé que l'intervention militaire en Afghanistan tirait à sa fin, la sécurisation de la menace terroriste (notamment l'appréciation de celle-ci et la démarche sécuritaire proposée) pourrait justifier dans l'avenir des interventions militaires unilatérales si l'acteur de la sécurisation affirme que celles-ci sont nécessaires pour prévenir que la menace ne se concrétise. En effet, si cette sécurisation réussit, c'est-à-dire qu'elle convainc l'auditoire de l'existence d'une menace urgente mettant en péril l'existence de différents objets référents, l'administration Obama pourra *potentiellement* mener et justifier des politiques militaires extraordinaires d'une envergure équivalente à celles de l'administration Bush.

### 2.3 Les moyens du contreterrorisme dans les discours: dimensions non militaires

Même si les moyens annoncés par l'administration Obama pour lutter contre le terrorisme ont été principalement militaires, des moyens non militaires ont également été présentés. Comme nous le verrons, le contenu des discours est similaire à ceux de l'administration Bush. Cela dit, il y a eu une évolution

importante: l'insistance sur l'intégration et le respect d'un fond moral dans la lutte contre le terrorisme.

D'abord, les acteurs de la sécurisation ont insisté sur l'importance de développer et d'améliorer les sociétés où le terrorisme prend racine. On a souligné qu'il fallait intervenir au niveau de facteurs influençant la montée de l'extrémisme, notamment l'économie, la santé, l'éducation, la sécurité publique, le climat politique (notamment les institutions démocratiques). En ce sens, Brennan a affirmé que la lutte contre le terrorisme ne devait pas être uniquement militaire et qu'elle devait aussi s'attarder aux besoins de base des individus et aux problèmes sociaux des collectivités concernées. Par exemple, il a déclaré qu'il fallait offrir « la sécurité pour leurs communautés, une éducation pour les enfants, un travail et un revenu pour les parents, et un sentiment de dignité » (Brennan, 2009). En 2009, devant les représentants des gouvernements du Proche-Orient, le président a affirmé qu'outre l'action militaire, d'autres moyens devaient être pris pour prévenir la menace terroriste, notamment en Afghanistan (Obama, 2009c). Un tel discours n'était pas nouveau: à de nombreuses reprises, le président Bush avait insisté sur l'importance de défendre à travers le monde (entre autres en Afghanistan, et surtout en Iraq) la liberté, la démocratie, l'ordre, la justice, etc.

Ensuite, pour prévenir le terrorisme nucléaire, l'administration Obama a privilégié les accords internationaux de non-prolifération et la pression contre les États voyous développant des programmes nucléaires (Iran, Corée du Nord). Cela a été annoncé comme une dimension essentielle pour lutter contre la menace terroriste:

Comme conséquence [des dispositions adoptées durant le Sommet sur la sécurité nucléaire], nos citoyens seront plus en sécurité des danger du terrorisme nucléaire [...] Je crois que nous devons [prendre ces mesures], parce que la sécurité du monde dépend des actions que nous prenons (Obama, 2012)

Au cours du discours sur l'état de l'Union de 2010, le président a annoncé la tenue du prochain Sommet sur la sécurité nucléaire autour d'un objectif central: sécuriser l'ensemble du matériel nucléaire et empêcher les organisations terroristes

d'y avoir accès (Obama, 2010b). Renforcer les traités de non-prolifération et contrôler les réserves d'armes nucléaires ont été présentés comme des moyens essentiels afin de prévenir la menace du terrorisme nucléaire. Aborder ainsi la menace du terrorisme nucléaire constituait la suite logique de l'appréciation de cette même menace. Cela dit, les traités de non-prolifération et les politiques de contrôle des réserves d'armes nucléaires figuraient à l'ordre du jour des gouvernements américains bien avant les discours sécuritaires énonçant la possibilité qu'une organisation clandestine acquière et emploie une arme nucléaire pour commettre un attentat terroriste. Même si l'administration Bush a proposé une telle démarche sécuritaire, l'administration Obama y a accordé une importance au moins équivalente, sinon supérieure.

Comme son prédécesseur, le président Obama a souligné l'importance de l'action policière, de la collecte du renseignement et des dispositions légales extraordinaires, notamment celles prévues par le Patriot Act, afin de prévenir et combattre la menace terroriste. Les lois adoptées après le 11 septembre 2001 ont été présentées comme un moyen essentiel pour empêcher que la menace terroriste se concrétise. Tout comme le président Bush et son vice-président autrefois, Brennan a énoncé l'importance du Patriot Act pour lutter contre le terrorisme: « Nous croyons fermement que nos outils de renseignement doivent nous permettre de collecter l'information dont nous avons besoin pour protéger les Américains [...] [ces outils] sont essentiels à notre succès » (Brennan, 2011). Même si l'examen des discours sécuritaires de l'administration Obama montre qu'on a accordé une importance à la dimension policière, judiciaire-légale dans la formulation de la démarche sécuritaire, cette attention a occupé un espace très inférieur comparativement à la dimension militaire, tout comme c'était le cas à l'époque du président Bush.

L'attention portée aux questions morales et éthiques a constitué la plus grande évolution dans les discours annonçant les moyens de lutter contre le terrorisme. En effet, on a annoncé qu'il fallait dorénavant accorder la lutte contre le terrorisme avec les « valeurs américaines » et les conventions internationales.

C'est un point important pour notre étude des démarches sécuritaires formulées par l'administration Obama, étant donné toutes les critiques et les débats relatifs à la moralité et la légalité des pratiques de la GWOT durant les deux mandats du président Bush. En effet, plusieurs tranches du public américain et de la communauté internationale s'étaient opposées aux techniques d'interrogation agressives, aux détentions secrètes prolongées, aux contournements des lois et des institutions, au manque de transparence entourant ces réformes au nom de la sécurité nationale. Un malaise général teinté de colère avait gagné la société américaine lorsqu'on a exposé publiquement des dossiers comme celui de la torture des prisonniers à la prison d'Abu Ghraib, l'emploi de méthodes d'interrogation dites « agressives » à la prison de Guantanamo Bay, les nombreux cas de « restitutions extraordinaires » (*extraordinary renditions*)... Beaucoup de gens espéraient que l'élection d'Obama conduirait à une rupture avec la lutte contre le terrorisme opérant dans le « *dark side* » comme l'affirmait le vice-président Cheney (Anderson, 2011 : 75). Au niveau des discours, l'évolution a été évidente. Dans son premier discours sur l'état de l'Union, le président a associé le respect des « valeurs américaines », la fermeture de la prison de Guantanamo et la lutte contre le terrorisme. Les énonciations performatives suivantes en sont de bons exemples:

Pour vaincre l'extrémisme, nous devons être vigilants afin de soutenir les valeurs que nos troupes défendent [...] car vivre selon nos valeurs ne nous rend pas faible, cela nous rend plus en sécurité et plus fort. Et c'est pour cela que ce soir je me tiens devant vous et je dis sans exception et sans équivoque que les États-Unis d'Amérique ne torturent pas. (Obama, 2009b)

Dès son élection, le président affirmait qu'il existait un faux dilemme entre le respect des idéaux moraux et la sécurité nationale (Obama, 2009a). Ainsi, il critiquait l'attitude qui traitait les valeurs et la moralité comme un luxe dans la lutte contre le terrorisme (Obama, 2009b). De même, il niait l'utilité des techniques d'interrogation plus agressives (Obama, 2009b). La prison de Guantanamo était étiquetée « contre-productive » (Brennan, 2011). En somme, le respect d'un fond moral était identifié comme une base essentielle de la démarche

sécuritaire : « aussi, nous ne pouvons pas garder ce pays en sécurité à moins que nous mobilisions la puissance de nos valeurs les plus fondamentales » (Obama, 2009b).

En somme, la plus grande évolution dans les discours relatifs aux moyens non militaires pour lutter contre le terrorisme s'est retrouvée dans l'insistance à y intégrer un fond moral, basé sur « les valeurs américaines » et le respect des conventions internationales, et le besoin d'accorder ce fond moral avec le contreterrorisme. Les acteurs de la sécurisation expliquaient que les moyens étaient aussi importants que la fin, et que cela ne constituait pas un luxe, mais bien une condition pour la sécurité nationale et donc une dimension primordiale de la démarche sécuritaire afin de prévenir et lutter contre la menace terroriste. Nous verrons plus tard toutefois que dans la pratique, cette réorientation n'a pas été aussi claire que celle proclamée par les discours.

## 2.4 Conclusion

Tout comme l'avait fait l'administration Bush, l'administration Obama a sécurisé la menace terroriste à travers une multitude d'actes de langage. Le terrorisme a toujours été présenté comme une menace existentielle et urgente. Les moyens annoncés pour prévenir et lutter contre celle-ci sont demeurés extraordinaires étant donné la gravité du contexte. Même si l'appréciation de la menace n'a pas été radicalement différente, on a circonscrit la menace à une organisation précise et à une zone géographique déterminée. Toutefois, la cartographie de la menace terroriste est demeurée vaste et extensive. Aussi, les moyens formulés à l'intérieur des discours de la démarche sécuritaire ont été avant tout militaires. Comme nous l'avons remarqué, c'était une conséquence normale de l'appréciation de la menace qui déterminait un contexte de guerre où la menace ne peut être éliminée qu'en anéantissant l'ennemi qui trouve sanctuaire à travers certaines régions du monde. Même si le déploiement militaire en Afghanistan est censé se terminer en 2014, les acteurs de la sécurisation ont formulé une appréciation de la menace ainsi qu'une démarche sécuritaire qui pourrait justifier



d'éventuelles interventions militaires unilatérales. Ultimement, la sécurisation de la menace terroriste à l'époque d'Obama a rendu possible un champ d'actions extraordinaires au moins équivalent à celui de l'administration Bush. En dernier lieu, on retient que la plus grande évolution qu'a connue la formulation de la sécurisation de la menace terroriste depuis l'élection d'Obama a été l'attention accordée à un fond moral mêlant l'étiquette des « valeurs américaines » et les droits reconnus par les conventions internationales. On déclarait que ce fond moral devait être respecté dans la lutte contre le terrorisme puisqu'il s'agissait d'une condition pour vaincre la menace. On affirmait également que si l'on ne défendait pas ce fond moral, les organisations clandestines y trouveraient une source d'inspiration et de sympathie dans les sociétés où elles évoluent et prennent racines. Le chapitre suivant montrera comment la sécurisation de la menace terroriste s'est concrétisée à l'intérieur de politiques concrètes.

## Chapitre 3

### Les politiques adoptées par l'administration Obama pour lutter contre la menace terroriste

L'élection de Barack Obama en 2008 semblait annoncer un vent de changement à la Maison Blanche: en a-t-il été ainsi en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme dans ses pratiques concrètes? Le chapitre qui suit montre comment le gouvernement américain a lutté contre la menace terroriste durant le premier mandat du président Obama. C'est un portrait contrasté qui se dégage de notre présentation, marqué par des continuités, des changements et certaines intensifications. Par exemples, la fin de la mission militaire en Iraq a été suivie d'un retour en force en Afghanistan, les drones de combat ont été utilisés comme jamais auparavant, plusieurs dispositions extraordinaires du Patriot Act ont été renouvelées et les restitutions extraordinaires de prisonniers vers des pays employant la torture n'ont pas cessées. Somme toute, les changements qui sont survenus n'ont pas concordés avec ceux qu'attendaient ou prédisaient de nombreux observateurs au moment de l'élection d'Obama.

#### 3.1 Les moyens militaires

Suite à l'élection d'Obama, les États-Unis ont poursuivi la lutte contre le terrorisme par l'action militaire de différentes manières. D'abord, la guerre en Iraq a été achevée et les troupes en ont été retirées. En Afghanistan, l'armée américaine a tenté de sécuriser les zones où se concentrait la population, de stabiliser le gouvernement en place et de former les forces de sécurité locales, afin de pouvoir éventuellement quitter le pays tout en étant confiant qu'Al-Qaïda n'y retrouverait pas un sanctuaire. Au Pakistan, Washington s'est efforcé de renforcer le gouvernement en place pour qu'il puisse lutter contre les organisations terroristes évoluant à l'intérieur de ses frontières, parallèlement à la CIA qui a mené une importante lutte dans les zones tribales contre Al-Qaïda et ses alliés, à l'aide de drones de combat. Bien que la CIA soit une agence de renseignement, les frappes

aériennes contre les militants se sont apparentées davantage à l'action militaire. L'élimination des figures-clés (ou même des « simples soldats ») à l'aide des frappes de drones s'est poursuivie dans d'autres pays où Al-Qaïda évoluait, notamment le Yémen et la Somalie.

La fin de l'intervention militaire américaine en Iraq constituait une dimension importante de la démarche militaire. Il s'agissait d'une promesse que le président avait annoncée durant la campagne présidentielle de 2008. Bien que plusieurs aient critiqué la lenteur du retrait par rapport à ce qui avait été initialement annoncé, entre son élection en 2009 et la fin de 2011 c'est plus de 144 000 soldats qui ont été retirés du théâtre iraquien (Dunne, 2011 : 11). Même si le gouvernement iraquien ne désirait pas poursuivre un partenariat avec Washington, il est fort possible que ce refus accommodât Obama. Ce dernier jugeait que l'intervention américaine y avait été mal gérée et constituait un boulet pour Washington (Korb, Lawrence et Conley, 2011 : 179). Selon lui, la pacification de l'Iraq n'était qu'une distraction par rapport aux vrais enjeux sécuritaires, notamment la présence d'Al-Qaïda en Afghanistan et au Pakistan (Dunne, 2011 : 20). Bref, la mission en Iraq n'était plus pertinente dans la lutte contre le terrorisme, et plus vite l'Armée américaine quittait le pays, le mieux ce serait pour les États-Unis. De plus, la situation s'était beaucoup améliorée sur le terrain<sup>18</sup> à un point tel qu'un retrait rapide des troupes était tout à fait envisageable (Indyk *et al.*, 2012 : 74). De toute manière, le gouvernement américain et le gouvernement iraquien avaient signé en 2008 un accord déterminant un retrait complet de l'Iraq au plus tard le 31 décembre 2011 (Korb, Lawrence et Conley, 2011 : 179).

Les objectifs du dossier iraquien ont ainsi été reformulés dans la *National Security Strategy* de 2010: transférer les responsabilités des Américains au gouvernement iraquien, assurer la sécurité des Iraquiens durant le retrait progressif des troupes américaines, augmenter la présence de personnel civil

<sup>18</sup> Malgré les progrès effectués, l'Iraq demeure un pays où d'importantes violences armées subsistent à travers la société (Rajaei et Miller, 2012 : 5). L'intensité de celles-ci a toutefois grandement diminué depuis 2007.

américain pour aider le gouvernement dans sa gestion<sup>19</sup> et enfin travailler pour que le retrait américain se fasse de façon à favoriser la sécurité et le développement durable dans la région (Dunne, 2011 : 21). L'objectif de démocratiser l'Iraq n'était plus prioritaire comme c'était le cas autrefois (Dunne, 2011 : 21). Obama a ainsi chargé le vice-président Joe Biden d'orchestrer le retrait. Alors que le volet militaire semblait déjà accompli (du moins par rapport aux objectifs réévalués), la suite de cette tâche s'est essentiellement inscrite au niveau diplomatique (Indyk *et al.*, 2012 : 78).

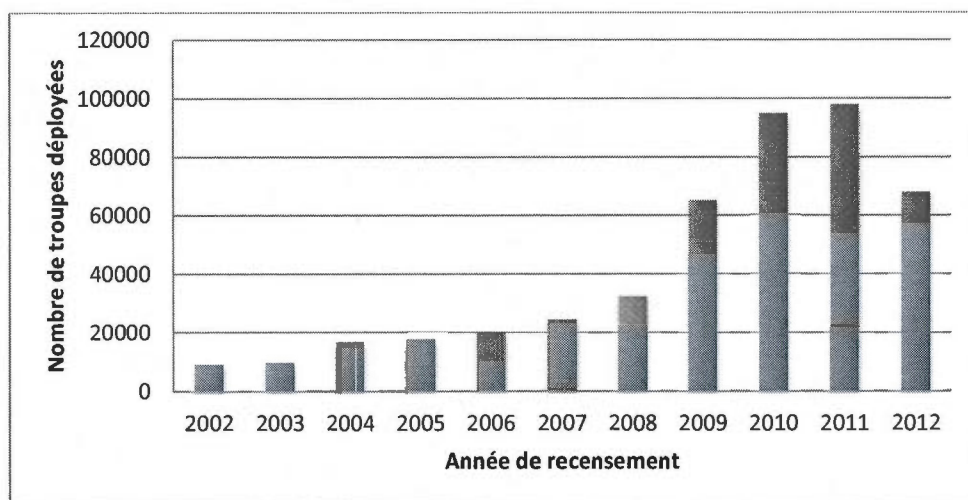
Toutefois, Dunne (2011 : 11) croit que les États-Unis continueront d'être attentifs à la situation en Iraq et d'entretenir les rapports avec ce pays puisque la situation pourrait éventuellement s'aggraver et redevenir un enjeu sécuritaire épineux pour Washington. Le pays pourrait aisément basculer vers l'anarchie et la violence, ruinant ainsi les progrès sécuritaires qui ont été accomplis depuis 2007.

Le président Obama a intensifié et réorienté l'effort militaire dans la lutte contre le terrorisme vers l'Afghanistan. Le renouveau de l'engagement américain dans ce pays a montré la confiance du président dans l'action militaire résolue et robuste pour confronter la menace terroriste. Selon Obama, cet enjeu était central dans la lutte contre le terrorisme dans le contexte post-11 septembre 2001 (Korb, Lawrence et Conley, 2011 : 180). Même si d'autres enjeux de la lutte contre le terrorisme ont été placés en priorité, notamment prévenir qu'Al-Qaïda puisse acquérir une arme nucléaire au Pakistan, stabiliser l'Afghanistan afin de prévenir que le pays ne redevienne un sanctuaire pour une organisation terroriste a été identifié comme un objectif important. Au moment où Obama devint président, les chances de succès en Afghanistan semblaient de plus en plus minces (Korb, Lawrence et Conley, 2011 : 173). Peu de temps après son élection, il a approuvé l'envoi supplémentaire de 17 000 soldats, puis en décembre 2009 il a annoncé des renforts totalisant 30 000 soldats additionnels (Korb *et al.* 2011 : 180).

---

<sup>19</sup> En effet, la quantité du personnel civil devrait augmenter dans les années à venir (Rajaei et Miller : 5).

Indyk *et al.* (2012 : 86) ne croient pas que l'intensification de la mission militaire en Afghanistan s'explique par une volonté du président d'éviter de paraître « mou » dans la lutte contre le terrorisme. En effet, s'il n'était question que de popularité politique, il n'aurait pas été nécessaire de passer de 30 000 à plus de 90 000 soldats déployés (Rajaei et Miller, 2012 : 3). Le tableau suivant montre l'évolution chronologique du nombre de soldats américains déployés en Afghanistan.



Troupes déployées en Afghanistan (Brookings, 2012).

Cette augmentation a permis d'intensifier les opérations de contre-insurrection. Celle-ci a été approuvée à l'unanimité par le commandement militaire qui insistait depuis plusieurs années sur le besoin urgent d'augmenter le nombre de soldats déployés en territoire afghan.

La stratégie de l'intervention militaire a été revue après que l'administration Obama a conclu que le statu quo n'était pas viable. Plutôt que d'essayer de tuer tous les ennemis jusqu'au dernier, on a décidé qu'il fallait concentrer la contre-insurrection sur l'amélioration de la sécurité de la population et faire reconnaître la légitimité du gouvernement afghan (Maley, 2011 : 202). Les objectifs annoncés par le président ont été les suivants: empêcher qu'Al-Qaïda puisse retrouver un sanctuaire en Afghanistan, renverser la dynamique favorable aux Talibans pour ainsi prévenir le renversement du gouvernement en place et



finalement renforcer les forces afghanes afin qu'elles puissent devenir responsables de la sécurité du pays et de la population (Maley, 2011 : 283). Trois moyens ont été identifiés pour parvenir à ces objectifs: l'action militaire, le support d'une division civile à différents niveaux et un partenariat coordonné avec le gouvernement afghan (Maley, 2011 : 202). Même s'il pouvait sembler que la mission militaire en Afghanistan serait réorientée afin de limiter l'emploi de la force, d'accorder une plus grande importance au développement local et d'être plus attentif aux dimensions culturelles et sociales spécifiques au théâtre d'opération, Gilmore (2011 : 21) croit, au contraire, que les tactiques et les stratégies de cette guerre ont été plus ou moins similaires à celles qui étaient employées avant l'élection d'Obama. Même si on a beaucoup annoncé l'adoption d'une nouvelle vision stratégique penchant davantage vers une philosophie de la contre-insurrection reconsidérée, d'autres tactiques ont été utilisées. L'intervention militaire en Afghanistan s'est encore appuyée sur des techniques de guerre à grand impact (*high-impact war-fighting methods*), notamment les frappes aériennes, les bombardements d'artillerie et les raids offensifs conduits par l'infanterie, avec pour objectif ultime l'anéantissement de l'ennemi (Gilmore, 2011 : 26). Suite à l'élection d'Obama, la guerre en Afghanistan a mélangé une vision traditionnelle de l'affrontement militaire avec la contre-insurrection traditionnelle et nouvelle, ainsi que certaines idées de la théorie de la sécurité humaine (Gilmore, 2011 : 26-27). Pour Gilmore (2011 : 34), il s'agit d'un cocktail étrange contenant de nombreuses problématiques. Cela dit, ces éléments ont été cohérents avec la démarche sécuritaire formulée par Obama dans les discours que nous avons présentés au chapitre deux: bien qu'il a encore été question d'anéantir un ennemi avec lequel la négociation n'est pas une option, l'objectif a aussi été de développer le pays et d'être plus attentif aux problématiques propres à la société afghane et aux dynamiques au cœur de la menace terroriste qui y évolue.

Le président a été résolu de continuer dans cette direction (Indyk *et al.*, 2012 : 90-92). On ne s'est pas attardé à l'argument affirmant que le contexte social, politique, culturel et historique de l'Afghanistan ne rendait pas souhaitable

une présence militaire aussi importante. Au contraire, on a estimé que la diminution des troupes durant la présidence Bush n'avait conduit qu'à une détérioration de la situation. En effet, en 2009 les Talibans étaient parvenus à regagner beaucoup de l'influence qu'ils avaient perdue dans les débuts de l'intervention de l'OTAN. L'augmentation du nombre de soldats américains sur le terrain a servi à créer d'importantes concentrations de troupes alliées là où la population était la plus dense, surtout parmi les collectivités Pashtun à partir desquelles les Talibans tiraient le plus gros de leur support populaire.

Bien qu'il soit difficile d'estimer l'impact de l'assassinat d'Oussama ben Laden sur la lutte des Américains contre Al-Qaïda, il faut tout de même mentionner que cela a été un grand succès pour l'administration Obama, du moins à ses yeux. En effet, cela a représenté l'accomplissement d'un objectif central de la GWOT, formulé initialement en 2001 (Rajae et Miller, 2012 : 2).

L'entraînement des forces de sécurité locales en Afghanistan a constitué une dimension importante des efforts sur le terrain. Le général McChrystal y a accordé une importance plus grande que ce qu'on pouvait observer en Iraq à l'époque du président Bush, reconnaissant qu'il s'agissait d'une condition au succès de la mission (Indyk *et al.*, 2012 : 93). Même si le président Bush et le président Obama ont tous deux insisté dans leurs discours sur l'importance d'entraîner les forces de sécurité des pays où l'Armée intervient, le deuxième a amené à un niveau supérieur la responsabilisation des autorités locales en matière de sécurité.

On remarque ici que la réorientation de la mission militaire en Afghanistan n'a pas forcément concordée avec les discours formulés par le président Obama, présentés dans le deuxième chapitre. À bien des reprises le président a annoncé une date de retrait qu'on a finalement reportée. Même si l'intervention militaire a été présentée comme un volet malheureux dans l'histoire américaine qu'il fallait achever rapidement, le président n'a pas montré moins de fermeté ou d'enthousiasme que son prédécesseur dans l'action militaire. La différence se trouve dans le fait que Bush énonçait l'intervention militaire comme la voie ultime

pour lutter contre la menace terroriste, tandis qu'Obama semblait toujours prudent lorsqu'il énonçait le besoin de mener une lutte militaire contre les organisations terroristes. Indyk *et al.* (2012 : 94) écrivent en ce sens: « Ses politiques ont été plus fermes que ces mots à ce sujet ». Cela s'explique sans doute par le fait qu'en 2009, la guerre en Iraq et en Afghanistan étaient devenues très impopulaires. La sécurisation de la menace terroriste a donc été importante afin de permettre au gouvernement de justifier les importantes interventions militaires menées à l'étranger.

Ultimement, la situation en Afghanistan n'a pas autant progressé que ce que plusieurs espéraient suite à l'élection d'Obama. L'effort militaire n'a pas semblé mener à des progrès d'ensemble, entre autres à cause de problématiques politiques (Maley, 2011 : 207). Par exemple, les élections de 2009 ont été marquées par d'importantes fraudes qui ne sont pas passées inaperçues (Maley, 2011 : 206). La victoire volée du président Karzai a été une victoire à la Pyrrhus selon Maley (2011 : 207). L'illégitimité du gouvernement afghan aux yeux de la population a empêché que les succès militaires se concrétisent par des progrès réels.

Durant ce temps au Pakistan, l'administration Obama a reformulé (et intensifié) son action sur le terrain, notamment par une utilisation accrue des drones de combat. Le Pakistan a constitué un enjeu crucial dans la lutte contre le terrorisme pour l'administration Obama, qui y a accordé une importance beaucoup plus grande que le gouvernement précédent. Ce pays a été identifié par le président comme l'épicentre de la menace terroriste (Hussain, 2011 : 183). Al-Qaïda y détenait une présence importante et la région constituait un support important pour l'insurrection des Talibans. C'était probablement dans ce pays qu'une organisation terroriste aurait pu réussir à préparer un attentat de l'envergure de ceux du 11 septembre 2001, ou pire encore si on considère la menace du terrorisme nucléaire (Hussain, 2011 : 177). De plus, l'ancien ambassadeur américain en Afghanistan, Karl Eikenberry, a affirmé que tant que les insurgés en Afghanistan pouvaient trouver au Pakistan une source d'approvisionnement et un

sanctuaire, la guerre en Afghanistan ne pouvait pas être gagnée par les Américains (Maley, 2011 : 205). Si Washington considérait le gouvernement du Pakistan comme un allié essentiel pour combattre les organisations terroristes, le Pakistan constituait également un problème pour l'administration Obama (Hussain, 2011 : 177). Ainsi, l'administration Obama a identifié les sources de la menace posée par le Pakistan: Al-Qaïda et leurs supporteurs, soient les leaders talibans en Afghanistan, le TTP<sup>20</sup> et les organisations pakistanaises djihadistes (Hussain, 2011 : 183). Parallèlement, le président jugeait que le gouvernement était trop mou, corrompu et incapable de diriger correctement le pays (Hussain, 2011 : 183).

Le gouvernement américain a d'abord abordé cet enjeu en adoptant le *Kerry Lugar Bill*, aussi appelé le *Enhanced Partnership with Pakistan Act*, signé en octobre 2009. À travers celui-ci, le gouvernement américain s'est engagé à soutenir économiquement le Pakistan: aide au développement, augmentation des échanges commerciaux, plus grand partage du renseignement et amélioration de l'équipement militaire... Un milliard et demi de dollars seraient attribués annuellement pour les 5 prochaines années, soit le triple du montant que Washington était initialement sensé verser au Pakistan (Hussain, 2011 : 184). En échange, le Pakistan a accepté de coopérer avec Washington sur plusieurs questions, notamment la non-prolifération et la lutte contre le terrorisme (Hussain, 2011 : 183).

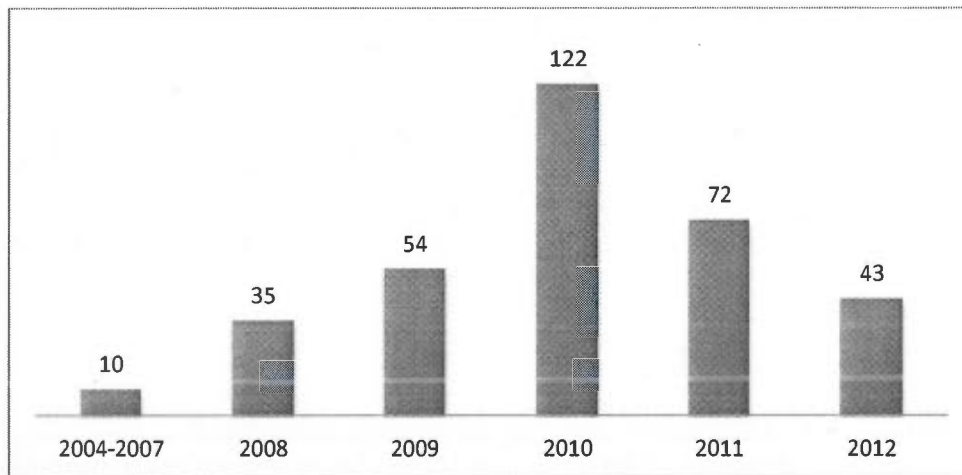
L'augmentation dramatique des frappes aériennes menées par des drones de combat<sup>21</sup> (dirigés par la CIA) a constitué une nouveauté indéniable depuis l'élection d'Obama. La New America Foundation (2012) a rapporté qu'entre 2009 et 2011, les MQ-1 Predator et les MQ-9 Reaper ont causé entre 1 534 et 2 681

<sup>20</sup> Le *Tehrik-i-Taliban Pakistan* signifie « Mouvement étudiant pakistanais ». Il s'agit du premier groupe militant pro-taliban au Pakistan.

<sup>21</sup> Un drone (ou *Unmanned Aerial Vehicle*) est un aéronef télécommandé à distance pour des tâches diverses, par exemple la surveillance ou la reconnaissance tactique, détenant une charge utile qui lui permet d'accomplir une fonction précise (par exemple une caméra de surveillance). Dans le cas des drones de combat (*Unmanned Combat Aerial Vehicle*), la charge utile est une arme permettant des frappes aériennes contre des cibles terrestres, jusqu'à 50 000 pieds d'altitude. La CIA détient une flotte comportant entre 30 et 35 drones de combat pour ses activités au Pakistan, tandis que l'Armée Américaine en emploie 61 pour sa campagne en Afghanistan (Shachtman, 2012c).

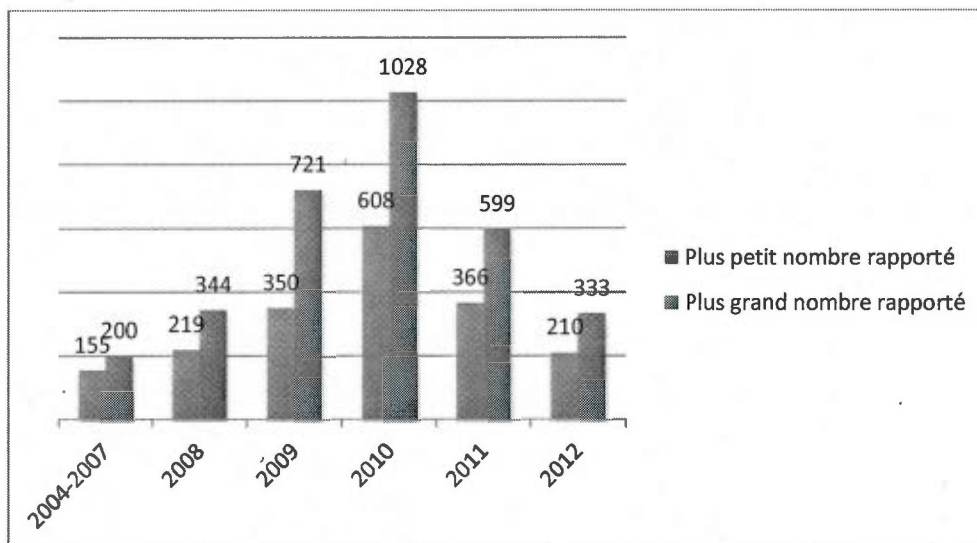


morts, blessant aussi des milliers d'autres. Même si l'emploi des drones de combat a connu une augmentation importante en 2008 sous l'administration Bush, l'administration Obama les a utilisés beaucoup plus et a offert beaucoup plus de latitude à la CIA dans la conduite d'une « guerre des drones » sans précédent. Depuis 2009, le gouvernement américain a mis en place une structure opérationnelle permettant de faire du drone de combat un pilier de la démarche sécuritaire, notamment par la création d'une douzaine d'installations secrètes dans au moins six pays (Miller, 2011). Suite à l'élection d'Obama, les Américains ont employé quatre fois plus les frappes aériennes par des drones de combat, comparativement à ce qu'avait déployé l'administration Bush (Bergen, 2012). Les tableaux suivant montrent chronologiquement l'expansion rapide et importante de la campagne des drones de combat depuis l'élection d'Obama à travers l'augmentation des frappes aériennes et conséquemment l'augmentation du nombre de morts associé à celles-ci.



Nombre de frappes aériennes par des drones de combat au Pakistan, 2004-2012 (New America Foundation).





Nombre de morts causés par les frappes de drones au Pakistan, 2004-2012 (New America Foundation).

Malgré que le Président Obama et John O. Brennan aient annoncé qu'il y aurait une plus grande transparence dans les affaires relatives à la sécurité nationale, l'emploi des drones de combat par la CIA a essentiellement été secret (Miller, 2011). Bien que cela ait été une dimension centrale de la lutte contre Al-Qaïda au Pakistan et en Afghanistan, l'administration Obama a rarement accepté d'aborder ce sujet publiquement. L'agence de renseignement américaine a disposé d'une grande liberté dans l'emploi des drones de combat : elle pouvait choisir qui cibler et ne devait aviser la Maison Blanche qu'après la conduite d'une frappe (Entous *et al.*, 2011). Le président Obama a expliqué que même si son administration souhaitait présenter une plus grande transparence dans ses actions en lien avec la sécurité nationale, il ne pouvait pas révéler ce qui pouvait mettre en péril la sécurité nationale ou celle d'individus oeuvrant à ce niveau. L'énonciation performative qui suit est un bon exemple en ce sens: « Dans ces cas-ci, comme dans d'autres, des vies sont en jeu » (Obama, 2009b). En entrevue, le président Obama a généralement évité le sujet des drones de combat et a rejeté les questions relatives à cet enjeu en affirmant qu'il s'agissait de dossiers classés secrets (Shachtman, 2012b). L'intérêt annoncé pour une plus grande transparence n'a donc pas empêché la conduite secrète de frappes de drones. Hussain (2011)

affirme que la guerre secrète menée par la CIA dans les zones tribales du Pakistan a été exécutée en toute impunité, sans avoir besoin de rendre de compte étant donné que tout était mis en place pour en maintenir le secret.

Étant donné que le drone de combat est généralement employé pour éliminer des individus-clés dans la lutte contre le terrorisme dans un contexte secret, celui-ci rappelle en quelque sorte l'escadron de la mort dans sa fonction (assassiner des individus-clés) et son mode d'opération caché. Toutefois, le drone de combat comme élément tactique est distinct, entre autres, par le fait que la CIA peut l'employer pour effectuer des « frappes ciblées » (*signature strikes*) visant des individus ou des groupes, soupçonnés de faire partie d'une organisation terroriste et dont l'identité n'est généralement pas connue (Entous *et al.*, 2011). L'emploi des drones de combat pour éliminer dans les zones tribales du Pakistan les suspects regroupés a été nouvellement introduit depuis l'élection d'Obama. L'administration précédente se limitait aux frappes visant à éliminer les membres influents d'Al-Qaïda (Bergen, 2012). Bergen (2012) affirme que l'objectif n'était plus seulement de décapiter la direction d'Al-Qaïda dans la région: il s'agissait aussi d'attaquer les groupes alliés d'Al-Qaïda, notamment les talibans pakistanais. Lorsque les cibles sont devenues davantage des simples soldats que des décideurs, le drone de combat est devenu une arme de guerre conventionnelle s'apparentant davantage au militaire, même si les frappes sont essentiellement conduites par la CIA, une agence de renseignement. Cette « hybridation » entre opération clandestine du renseignement et campagne militaire s'est tout particulièrement retrouvée au Yémen où la CIA et l'Armée ont conduit des frappes de drones contre les mêmes cibles, chacune au nom de sa propre autorité (Miller, 2011). Miller (2011) croit qu'aucune administration du passé ne s'était autant appuyée sur l'assassinat secret d'individus comme outil afin d'assurer la sécurité nationale.

Bien que le gouvernement du Pakistan ait publiquement condamné ces frappes et se soit plaint que celles-ci violaient sa souveraineté territoriale, plusieurs observateurs (Entous *et al.*, 2011) affirment qu'Islamabad a soutenu et assisté la CIA dans celles-ci. La diminution des frappes de drones depuis 2011

s'explique notamment par l'inquiétude de Washington relativement au mécontentement populaire au Pakistan par rapport aux frappes de drones (Entous *et al.*, 2011; New America Foundation, 2012). À Washington, plusieurs ont craint que les frappes ciblées ne fussent contreproductives et ne nuisissent aux relations avec Islamabad (un acteur essentiel dans les pourparlers avec les Talibans en Afghanistan). Cette inquiétude a conduit les autorités américaines à limiter l'emploi des drones de combat à l'élimination des figures-clés de la menace terroriste au Pakistan (Entous *et al.*, 2011). Ainsi, depuis 2011 la CIA a officiellement perdu l'autorisation d'effectuer des frappes aériennes contre de larges groupes d'individus non identifiés. Nous croyons toutefois que le caractère secret de ces opérations rend encore possible la conduite de frappes ciblées. Notons également que la réduction de l'emploi des drones de combat depuis 2011 ne signifie pas que la sécurisation de la menace terroriste a diminué et que la démarche sécuritaire a perdu en terme de liberté d'action; c'est davantage des raisons diplomatiques et des considérations tactiques qui ont provoqué ces changements (Entous *et al.*, 2011; New America Foundation, 2012).

Il est pertinent de décrire rapidement les autres théâtres importants pour l'emploi des drones de combat. L'Afghanistan a peut-être été le pays où les drones de combat ont été les plus employés.<sup>22</sup> Shachtman (2012c) affirme qu'entre janvier et septembre 2012, 333 frappes aériennes ont été conduites par des drones de combat de l'Armée Américaine. Cela équivaut pratiquement au nombre (336) de frappes conduites par la CIA au Pakistan depuis 2004. En 2012, 33 frappes de drones ont été lancées en moyenne chaque mois; cela a été une augmentation importante comparativement à 2011 durant laquelle la moyenne était de 24.5 frappes à tous les mois (Shachtman, 2012c). Le contexte a davantage été celui d'un affrontement militaire traditionnel où les drones ont eu pour fonction d'assister les soldats alliés sous le feu de l'ennemi, alors qu'au Pakistan les opérations ont été plus ou moins clandestines, avec pour but d'assassiner des figures-clés ou des regroupements de militants. Enfin, depuis 2011, le Yémen est

---

<sup>22</sup> Peu de sources traitent de ce sujet. Nous n'en avons trouvé qu'une seule qui abordait en détails cet aspect: Shachtman (2012c).

également devenu un théâtre pour l'emploi des drones de combat (Ackerman, 2011). Bien que les frappes aériennes aient été beaucoup moins nombreuses qu'en Afghanistan ou qu'au Pakistan, le secrétaire à la Défense des États-Unis Leon Panetta a affirmé en 2011 que l'utilisation des drones de combat contre Al-Qaïda augmenterait au Yémen (Ackerman, 2011). Ainsi, 43 frappes aériennes y ont été menées entre 2011 et 2012 (jusqu'au 5 septembre), causant la mort de près de 200 individus (Shachtman, 2012a). L'ajout de nouveaux théâtres pour l'emploi des drones de combat a été une nouveauté depuis l'élection d'Obama, car l'administration Bush avait limitée l'emploi des drones de combat aux opérations à l'intérieur du Pakistan (Miller, 2011). La portée géographique des opérations impliquant des drones de combat a donc connue une expansion importante.

En somme, les frappes aériennes conduites par des drones de combat ont constitué une dimension cruciale de la démarche sécuritaire de l'administration Obama pour lutter contre le terrorisme. Même si depuis 2011 celles-ci ont diminuées dans les régions tribales du Pakistan, l'ampleur de ces opérations ont été sans précédent, tant par le nombre de frappes annuellement rapporté, le nombre de morts enregistré et la liberté attribuée aux autorités chargées d'orchestrer ces frappes. Même si les médias et certains militants ont critiqué la moralité et l'éthique de ces opérations essentiellement secrètes, les protestations ont été minces comparativement à d'autres enjeux, notamment la fermeture de la prison de Guantanamo ou les restitutions extraordinaires (Miller, 2011).

L'emploi massif des drones de combat représente un trait important parmi les nouvelles tendances du contreterrorisme (Kurtulus, 2011 : 37). En ce sens, cette tactique est plus létale et constitue essentiellement « l'assassinat extrajudiciaire » (*extra-judicial killings*) des individus qu'on suspecte de participer à des activités terroristes (Kurtulus, 2011 : 37). On peut expliquer cette nouveauté par le développement de la technologie, la possibilité d'attaquer un ennemi avec précision sans que la vie d'un soldat américain soit mise en péril, et les succès rapportés dans l'élimination de certaines têtes dirigeantes d'Al-Qaïda (Miller, 2011). On peut également y voir une approche utile pour neutraliser les suspects



sans pour autant s'engager dans les démarches légales et judiciaires longues et complexes. En effet, les assassinats ciblés ont plus ou moins remplacé les arrestations judiciaires dans la lutte contre le terrorisme (Kurtulus, 2011 : 46). Toutefois, il ne faut pas sous-estimer le rôle des discours qu'ont prononcés les acteurs de la sécurisation, présentés dans le deuxième chapitre. À travers de nombreux actes de langage, ils ont établis que les frappes aériennes conduites par les drones de combat constituaient un outil essentiel à la sécurité nationale, extrêmement efficace afin de lutter contre les organisations terroristes. Les discours ont rendu possible un tel développement en légitimant cette tactique auprès du public. En effet, malgré tous les enjeux moraux et les dommages collatéraux associés à l'emploi des drones de combat au Proche-Orient, Cheadle (2012) rapporte que le public Américain était essentiellement satisfait de la lutte contre le terrorisme et indifférent par rapport aux frappes de drones.

Notre présentation des démarches militaires qu'a adoptées l'administration Obama pour lutter contre le terrorisme se résume ainsi: un retrait progressif de l'Iraq achevé en 2011, une intensification majeure de l'intervention militaire en Afghanistan, une attention marquée pour le Pakistan ainsi qu'un emploi massif des drones de combat, surtout au Pakistan mais également en Afghanistan et au Yémen. Bien qu'il s'agît d'évolutions importantes comparativement à la lutte militaire qu'avait menée l'administration précédente contre le terrorisme, on était loin d'une diminution de l'approche guerrière propre à la présidence Bush. En ce sens, l'action militaire est demeurée un pilier de la démarche sécuritaire américaine pour lutter contre la menace terroriste. Même si cela concordait avec les discours que nous avons sélectionnés dans la partie précédente, les discours formulés par le candidat Obama durant la campagne présidentielle de 2008 laissaient croire une direction différente. La différence importante qu'on relève est la suivante: si l'administration Bush a formulé dans ses discours une démarche sécuritaire dans laquelle on n'hésitait pas à faire l'apologie de l'action militaire, Obama a été davantage posé et prudent lorsqu'il affirmait le besoin d'employer le militaire pour lutter contre le terrorisme. Dans la pratique toutefois, les deux



administrations ont employé le militaire massivement. Dans les deux cas, cela a constitué le fer de lance de la lutte contre la menace terroriste.

### 3.2 Les moyens non militaires

Même si la lutte contre le terrorisme a surtout été menée à travers l'action militaire, l'administration Obama a également employé plusieurs moyens non militaires à cette fin. Dans la partie qui suit, nous présentons le développement institutionnel de la non-prolifération, le renouvellement de plusieurs dispositions du Patriot Act qui allaient expirer, l'emploi des restitutions extraordinaires et le maintien de la prison à Guantanamo Bay. Ce survol montre que les politiques de l'administration Obama ne se sont pas réellement accordées avec les discours que nous avons présentés dans la partie précédente, encore moins avec les prédictions de changements qui avaient été formulées suite à l'élection du candidat Obama en 2009. Dans la pratique, le premier mandat d'Obama n'a pas été si différent de la présidence Bush au niveau des politiques non militaires pour lutter contre le terrorisme.

Lorsque Obama a remporté les élections de 2008, la non-prolifération de l'armement nucléaire a été inscrite parmi les objectifs-clés à la sécurité nationale. Comme nous l'avons montré dans le chapitre deux, cet enjeu a été associé à la menace terroriste nucléaire, à travers un processus de sécurisation. La logique a été simplement formulée: si l'armement nucléaire était réduit et davantage sécurisé, le risque qu'une organisation terroriste acquière une telle arme serait sensiblement diminué. Ainsi, la non-prolifération a été justifiée par la menace terroriste nucléaire.

La stratégie choisie comportait trois volets. D'abord on souhaitait poursuivre le processus de désarmement par la ratification de traités; ensuite, il s'agissait de renforcer le *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* (TNP) en introduisant ce qu'on surnomma «gestion des combustibles nucléaires du berceau jusqu'au tombeau » (*cradle-to-grave nuclear fuel management*); finalement, les pressions contre l'Iran et la Corée du Nord devaient être

augmentées à l'aide de sanctions qui isoleraient davantage les gouvernements en question (Kaufman, 2012 : 19-20). Bien qu'il ne soit pas nécessaire de s'attarder trop longuement sur ces politiques, on retient que l'administration Obama a choisi le multilatéralisme et l'institutionnalisation pour diminuer la possibilité qu'un groupe terroriste acquière et utilise une arme nucléaire, ou du moins, c'est ainsi qu'on justifia les politiques de non-prolifération.

Rappelons que les efforts de l'administration Bush à ce niveau avaient été « incohérents et inefficaces », comme l'a démontré la poursuite des programmes nucléaires iranien et nord-coréen malgré les nombreuses sanctions qui leurs ont été imposées (Korb, Lawrence et Conley, 2011 : 173). Cela dit, le travail de l'administration Obama à ce niveau ne s'est pas tellement démarqué de celui de l'administration précédente. Les sanctions économiques contre l'Iran et la Corée du Nord se sont poursuivies sans pour autant décourager leurs gouvernements respectifs d'interrompre le développement de leur programme nucléaire (Kaufman, 2012 : 11). Même si Washington a négocié avec la Russie un accord pour le contrôle des armes nucléaires (intitulé *New Strategic Arms Reduction Treaty*, ou START), le processus de ratification a été marqué par des débats farouches qui ont laissé peu d'espoir par rapport à la possibilité de progrès futurs (Kaufman, 2012 : 11-12).

Ensuite, l'administration Obama s'est assurée de maintenir l'ensemble du Patriot Act pour lutter contre le terrorisme. À plusieurs reprises, des dispositions qui allaient expirer ont été renouvelées<sup>23</sup>. Notamment, le 31 décembre 2009 on a prolongé la *roving wiretap provision* qui permettait de garder sous écoute un individu peu importe l'appareil de communication qu'il utilisait (sinon il aurait fallu un mandat pour chaque appareil utilisé), ainsi que la disposition qui permettait d'accéder aux informations financières d'un individu suspecté d'activités terroristes. Crabtree (2009) affirme que l'administration Obama a préservé ces dispositions afin d'éviter de nouvelles disputes avec les Républicains

---

<sup>23</sup> Bien que la majorité des dispositions du Patriot Act soient permanentes, certaines doivent être renouvelées pour demeurer en effet.

qui ont durement critiqué les réformes aux politiques des soins de santé. Le 26 mai 2011, on a renouvelé une fois de plus la *roving wiretap provision*, notamment le pouvoir d'accès aux informations financières des individus qu'on suspectait d'être impliqués dans des activités terroristes et la permission de surveiller les individus identifiés comme des « loups solitaires »<sup>24</sup> (Abrams, 2011). Les autorités ont ainsi pu examiner librement de nombreuses informations confidentielles ou surveiller des individus et des compagnies (Hutchinson, 2009). Il semble donc que l'administration Obama a suivi de très près le gouvernement précédent en ce qui concerne les pratiques du renseignement et de la sécurité nationale (*homeland security*). Cette similarité est étonnante puisqu'à l'époque du président Bush, Barack Obama a critiqué à plusieurs reprises le Patriot Act, notamment en qualifiant celui-ci de « dangereux » pour les droits civils reconnus par la Constitution américaine (Hutchison, 2009). Le renouvellement de certaines dispositions du Patriot Act montre que la sécurisation de la menace terroriste par le gouvernement américain est demeurée une réussite, puisque même si ce cadre légal extraordinaire a continué d'être critiqué par le public et certains acteurs de la sphère politique, le gouvernement a obtenu suffisamment de liberté pour maintenir celui-ci.

Il y a plusieurs choses à remarquer concernant la prison de Guantanamo, les restitutions extraordinaires, la détention et l'interrogation des prisonniers. Même si le Président Obama a annoncé à plusieurs reprises que la lutte contre le terrorisme serait réorientée vers une plus grande transparence et un souci de la morale qui faisait défaut à l'époque de son prédécesseur, les pratiques sécuritaires n'ont pas concordées pas à ce niveau, du moins pas autant que ce que les discours avaient annoncé. Le portrait que nous dressons ici est incohérent avec la rhétorique du président, à savoir qu'il fallait défendre les droits humains afin de favoriser la sécurité nationale et internationale (Korb, Lawrence et Conley, 2011 : 176).

---

<sup>24</sup> Pour plus de détails au sujet des loups solitaires, voir la page 38 (vous n'énumérez plus vous sections !).

Au niveau de la détention des individus et des techniques d'interrogation (que l'administration précédente appelait « techniques d'interrogation agressives »), certains changements sont survenus. Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, les acteurs de la sécurisation ont affirmé qu'il fallait revoir les bases du contre-terrorisme afin de mettre fin aux pratiques contraires aux « valeurs américaines ». Il fallait réintégrer un certain « fond moral » regroupant les droits et libertés reconnues par l'ONU. Ces considérations se sont notamment concrétisées lorsque le président Obama a fermé les prisons secrètes de la CIA, reconnues pour les traitements violents et cruels qu'y subissaient les prisonniers (McCoy, 2012). De plus, on a revu le *Army Field Manual* afin d'empêcher les traitements inhumains des individus détenus par l'Armée (Lankford, 2010 : 20). Également, un ordre exécutif a été émis par le président Obama au deuxième jour de son mandat, interdisant l'emploi de toutes méthodes d'interrogations agressives (Lankford, 2010 : 20).

Cela dit, la lutte contre le terrorisme aux États-Unis ne s'est pas entièrement concrétisée sous la forme idéalisée (respect des conventions internationales, retour vers les « valeurs américaines ») que les discours suggéraient. On pouvait déjà prédire qu'il en serait ainsi lorsque le secrétaire à la Défense Leon Panetta a affirmé que si les techniques d'interrogation permises étaient insuffisantes pour obtenir les informations nécessaires pour prévenir qu'un attentat se concrétise, il demanderait des « pouvoirs additionnels » (Savage, 2009). Bien que la normalisation de la torture ait été plus ou moins interrompue durant le deuxième mandat de Bush et la campagne présidentielle de 2008, étant donné les nombreuses critiques par rapport aux méthodes d'interrogation agressives, on peut croire que les méthodes d'interrogation agressives sont encore secrètement utilisées. Lankford (2010 : 30-31) croit que même si le *Army Field Manual* a été revu de manière à empêcher que les geôliers américains aient recours à la torture, cela demeurerait encore insuffisant. En effet, la question des causes profondes ayant conduit aux cas de tortures à la prison d'Abu Ghraib n'a pas été abordée (Lankford, 2010 : 30-31). Il n'est pas impossible que la torture,



notamment la noyade simulée, ait continué d'être employée par les autorités américaines.

De plus, les restitutions extraordinaires (*extraordinary renditions*) ont continué d'être utilisées, même si les discours n'en ont pas fait mention. Celles-ci ont rendu entre autres possibles les techniques d'interrogation agressives, aussi connues sous le nom de techniques d'interrogation renforcées (*enhanced interrogation techniques*), à l'intérieur de contextes de détention similaires à ceux qu'on retrouvait à l'époque de Bush. En ce sens, Cutler (2010) soutient que les politiques de détention d'Obama à l'égard des prisonniers de la lutte contre le terrorisme ont été essentiellement les mêmes que celles de son prédécesseur. Cela a été rendu possible après que Président Obama ait émis un ordre exécutif autorisant la CIA à poursuivre les enlèvements secret et les restitutions extraordinaires d'individus captifs suspectés d'activités terroristes vers des pays où on employait la torture (Miller, 2009; McCoy, 2012). Ainsi, la CIA continuait à transférer ses prisonniers vers d'autres pays où ils étaient détenus et interrogés de manières plus agressives, sans qu'on leur reconnaisse les droits et libertés civiques auxquels ils ont droit à l'intérieur des États-Unis (Savage, 2009).

McCoy (2012) présente le cas d'Ahmed Abdullahi Hassan qui a été capturé à Nairobi (Kenya) par des policiers locaux, pour ensuite être placé dans un avion en direction de la Somalie où il a été interrogé par des agents de renseignement somaliens supervisés par des agents de la CIA, à l'intérieur d'une prison souterraine obscure et insalubre. Le cas de Gulet Mphamed est un autre exemple : il s'agit d'un Américain de 19 ans qui a été interrogé et torturé dans une prison au Koweït et éventuellement visité par des agents du FBI pour y être à nouveau interrogé (Eviatar, 2011). Des histoires similaires ont été rapportées (Eviatar, 2011; Parker, 2011). Cela conduit Eviatar (2011) à croire que les politiques de l'administration Obama, relatives au traitement des individus soupçonnés de participer à des activités terroristes, ressemblaient beaucoup à celles de l'administration précédente. Miller (2009) croit qu'il était peu probable que l'on mette fin aux restitutions extraordinaires, puisqu'il s'agissait de l'outil principal



pour appréhender ou éliminer les « terroristes ».<sup>25</sup> Un tel contexte donnait la possibilité aux autorités américaines de continuer à détenir et interroger sans mandat ceux qu'elles ciblaient, tout en étant relativement à l'abri des critiques et des scandales relatifs à l'emploi de la torture et aux détentions illégales. Même si les prisons secrètes de la CIA ont été fermées (du moins c'est ce qui a été annoncé), les restitutions extraordinaires ont permis aux autorités américaines de détenir ceux qu'elle souhaitait interroger, de la manière qu'elles le désiraient, en toute impunité. Même si *officiellement* les agents de la CIA ne pouvaient plus employer les techniques d'interrogation renforcées, ils pouvaient superviser les autorités des alliés internationaux afin que celles-ci questionnent de manière plus agressive certains détenus.

Miller (2009) fait une observation étonnante : le maintien des restitutions extraordinaires n'a pas suscité beaucoup de critiques, même parmi les groupes militant pour la défense des droits et libertés. Par exemple, un des porte-parole de Human Rights Watch à Washington, Tom Malinowski, a dit que « dans certaines circonstances, il y a une place légitime » pour les restitutions extraordinaires (cité dans Miller, 2009). Il s'agit d'un indice laissant croire que la sécurisation de la menace terroriste a fonctionné (du moins dans ce cas-ci) puisque la démarche sécuritaire et les politiques extraordinaires qu'elle a engendrées ont été acceptées par le public.

En ce qui concerne la prison de Guantanamo (formée du Camp Delta et du Camp X-Ray), celle-ci n'a pas été fermée. Booth et Dunne (2011 : 107-108) donnent cet exemple pour montrer que les prévisions de changement au niveau des politiques sécuritaires américaines ne se sont pas concrétisées depuis l'élection d'Obama. Bien qu'on ait annoncé que les commissions militaires chargées d'y juger les détenus seraient mises de côté, le président Obama a rapidement retiré cet ordre (Reifer, 2011; McCoy, 2012). Malgré tous les discours

<sup>25</sup> Toutefois, selon McCoy (2012), ces pratiques ne pourront pas perdurer éternellement. Il croit que l'impunité conférée par le secret est temporaire parce que la communauté internationale est décidée à faire respecter la justice lorsqu'un acteur viole les conventions internationales relatives aux droits humains. Des scandales comme ceux de la prison d'Abu Ghraib surviendront probablement dans l'avenir.

prononcés sur l'importance de fermer Guantanamo, Reifer (2011) croit plutôt qu'Obama a formalisé les politiques de détention illimitée instaurées par l'administration Bush. Les centres de détention à l'extérieur des États-Unis, comme celui de Guantanamo Bay ou celui de la base aérienne de Bagram en Afghanistan, ont constitué des moyens utiles de garder prisonnier indéfiniment les individus qu'on suspectait d'être liés au terrorisme (Kurtulus, 2011 : 43).

En somme, les pratiques non militaires de la lutte contre le terrorisme menées par l'administration Obama ont été à plusieurs niveaux des politiques extraordinaires. Elles n'ont pas concordées pas avec la réorientation vers un certain « régime de valeurs » formulé par le président Obama. Le portrait que nous avons dressé concorde avec les tendances du « nouveau contre-terrorisme » identifié par Kurtulus (2011 : 37), notamment par la « normalisation de moyens 'extrajudiciaires' », la mise en place de domaines extrajudiciaires (secrets ou non) contournant les libertés civiles et les droits humains, et un retour progressif de l'acceptation de l'emploi de la torture parmi les autorités et la population.

L'examen des démarches non militaires de l'administration Obama pour lutter contre la menace terroriste montre que les acteurs de la sécurisation ont entretenu un double discours. D'une part l'administration Obama a critiqué les pratiques pour lutter contre le terrorisme qu'on retrouvait à l'époque Bush, notamment le manque de transparence et l'absence de considération pour l'éthique et la morale. De l'autre, lorsqu'elle a été obligée de prendre position sur certains enjeux concrets, elle a défendu dans ses discours le besoin de conserver certains secrets et a justifié, au nom de la sécurité nationale, le fait de garder certains dossiers secrets. Dans la pratique, on voit que les pratiques sécuritaires non militaires du contreterrorisme n'ont pas beaucoup été influencées par l'évolution des discours. L'intérêt pour le respect des valeurs universelles, tel que formulé dans la *National Security Strategy* (Korb, Lawrence et Conley, 2011 : 177), ne semble pas avoir eu beaucoup de portée au-delà des discours. Le meilleur exemple en ce sens demeure les critiques qu'ont formulées les acteurs de la sécurisation à l'égard de la torture et de la détention immorale des suspects,

comparée aux pratiques qu'ils ont approuvées pour lutter contre le terrorisme. Il y a ici un fossé important: en 2008 le président Obama a affirmé « Il faut être clair et sans équivoque. Nous ne torturons pas, point. [...] Cela inclut, en passant, les restitutions [extraordinaires] » (cité dans McCoy, 2012), mais en 2009 il a émis un ordre exécutif autorisant la CIA à poursuivre cette même pratique (Miller, 2009; McCoy, 2012). La conclusion du rapport de la *United Nations Assistance Mission in Afghanistan* (2011) n'a pas été surprenante: les prisonniers capturés par les forces américaines et transférés aux autorités afghanes ont été systématiquement torturés.

### 3.3 Conclusion

Ce chapitre a analysé les politiques adoptées par l'administration Obama durant son premier mandat. Cette image est contrastée de continuités, d'évolutions, de changements et de reformulations.

Au niveau de l'action militaire, il y a eu de nombreux changements comparativement à l'administration Bush. Notamment, la guerre en Iraq a été terminée, l'effort militaire en Afghanistan a été grandement augmenté et les drones de combat ont été massivement employés sur divers théâtres d'opérations. Ces changements témoignent davantage de reconsidérations stratégiques et d'innovations tactiques, que de transformations profondes dans la manière de penser la lutte contre le terrorisme au niveau de l'action militaire. Même si l'administration Obama a adopté un ton plus prudent dans la rhétorique justifiant l'emploi du militaire, elle a utilisé celui-ci aussi intensément que le président Bush et en a fait son outil principal dans la lutte contre le terrorisme. Ainsi, les prédictions de changement à ce sujet ne se sont pas concrétisées.

En ce qui concerne l'action non militaire, même si les discours à ce sujet ont établi une distinction claire avec les politiques adoptées par l'administration Bush, les pratiques n'ont pas concordées avec les mots prononcés. La prison de Guantanamo n'a pas été fermée et les dispositions légales et judiciaires du Patriot Act qui arrivaient à échéance ont été renouvelées. Bien qu'on ait fermé les prisons

secrètes de la CIA et qu'on ait renié l'emploi de la torture, on a continué de remettre des prisonniers aux autorités de pays utilisant la torture. Ainsi, l'administration Obama a été plus près de la continuité que de la rupture avec l'administration Bush en ce qui a trait aux pratiques non militaires de la lutte contre le terrorisme.

Somme toute, la lutte contre le terrorisme qu'a menée le président Obama n'a pas été si différente de celle de son prédécesseur dans la pratique. Plusieurs choses ont changé ou évolué, mais pas forcément dans le sens des nombreuses prédictions formulées à la suite de l'élection de 2009. En comparant le deuxième chapitre et celui-ci, on comprend que les véritables changements se sont produits non pas dans les politiques concrètes mais dans les discours qui ont interprété la menace terroriste et ont proposé une démarche afin de prévenir et idéalement neutraliser celle-ci.

## Conclusion

Notre recherche s'est concentrée sur la lutte contre le terrorisme menée par l'administration Bush et l'administration Obama, depuis le 11 septembre 2001 et jusqu' en 2012. Plus précisément, nous avons étudié la sécurisation de la menace terroriste à travers certains discours, et les pratiques sécuritaires qui ont suivi. Notre question de recherche concernait les ressemblances et les divergences dans la sécurisation de la menace terroriste, d'une administration à l'autre. Nous avons soutenu que malgré certains changements et reformulations, il y a eu une continuité générale de la sécurisation de la menace terroriste sous Obama. Cette continuité s'est retrouvée tant au niveau des discours que des mesures concrètes prises pour lutter contre la menace terroriste.

L'administration Bush a sécurisé la menace terroriste après les attentats du 11 septembre 2001. L'intensité de cette sécurisation était sans précédent. En effet, la menace terroriste est devenue centrale comme enjeu sécuritaire américain. On a présenté celle-ci comme un danger existentiel pour la sécurité des États-Unis et de leurs alliés. Les Américains ont été décrits comme les premières victimes dans la GWOT et donc ils n'agissaient que pour se défendre suite à l'attaque qu'ils avaient subie. De plus, on a déclaré qu'il y a avait de fortes possibilités que d'autres attentats se reproduisent si on ne prenait « les grands moyens ». Par exemple, on a affirmé qu'il se pouvait qu'une organisation terroriste acquière et emploie des armes de destruction massive. La démarche sécuritaire proposée a été inscrite dans le long terme sans qu'on précise exactement quand elle prendrait fin. Bien qu'on ait insisté sur l'importance de combattre le terrorisme par la démocratisation, la défense des droits humains et la reconstruction de pays comme l'Iraq et l'Afghanistan, de même que sur la nécessité d'adopter de mesures législatives extraordinaires (notamment le Patriot Act), la voie militaire a été présentée comme le moyen préféré pour combattre la menace terroriste. Cette préférence a été en quelque sorte un choix logique, puisqu'on a répété à de nombreuses reprises que les États-Unis étaient en guerre et que les organisations terroristes



constituaient des ennemis qu'on ne pouvait que neutraliser par l'annihilation. Les discours sécuritaires ont conduit à l'adoption de politiques et mesures sécuritaires 'extraordinaires'<sup>26</sup>. D'abord, l'approche militaire guerrière est devenue le paradigme dominant du contreterrorisme américain. Deux interventions militaires majeures ont été entreprises en Iraq et en Afghanistan. Aucune autre administration n'avait fait du militaire l'outil principal pour lutter contre le terrorisme. En effet, pour une fois les pratiques étaient à la hauteur des discours formulés (Felste, 2011 : 7). De plus, on a adopté le Patriot Act afin d'étendre les pouvoirs des agences de renseignement et les organes policiers. Les autorités américaines ont obtenu d'importants pouvoirs afin de surveiller et d'intercepter ceux qu'elles suspectaient de participer à des activités terroristes. Parallèlement, à de nombreuses reprises on a bafoué les droits et libertés des individus interrogés ou détenus, de même que de nombreuses conventions internationales, notamment par l'emploi de la torture (ou techniques d'interrogation renforcées), l'ouverture de prisons à l'extérieur des frontières américaines (notamment celle de Guantanamo Bay ou les prisons secrètes de la CIA) et l'emploi des restitutions extraordinaires de prisonniers afin que les autorités de pays alliés puissent interroger ceux-ci de la manière qu'elles le souhaitaient.

En somme, la sécurisation du terrorisme et les pratiques du contreterrorisme durant la présidence Bush ont été sans précédent. L'énonciation langagière de la menace a placé celle-ci au centre de l'agenda sécuritaire. Des politiques extraordinaires ont été suggérées et adoptées. Malgré certaines oppositions et critiques qui ont émané de l'opinion nationale et internationale à différents moments, l'administration Bush a pu mettre en pratique la démarche sécuritaire qu'elle a proposée sans grande difficulté, tout au long de ses deux

---

<sup>26</sup> Rappelons que l'organisation de notre recherche, c'est-à-dire présenter les discours et ensuite les politiques comme si les uns découlaient des uns, est justifiée par le choix de la théorie de la sécurisation comme cadre d'analyse. Selon celle-ci, le processus de sécurisation commence par le langage (l'identification d'une menace existentielle pesant sur un objet référent et l'énonciation d'une démarche sécuritaire afin d'y faire face à ce contexte) et se termine par l'adoption de politiques extraordinaires. Cela ne veut pas forcément dire que les politiques découlent toujours des discours: l'inverse peut aussi être vrai. Une telle structure argumentative est toutefois nécessaire afin de demeurer cohérent avec la théorie que nous avons choisie.

mandats. Il s'agit donc d'une sécurisation réussie selon les critères de l'École de Copenhague.

Durant la campagne présidentielle de 2008, beaucoup de gens croyaient que si Obama était élu, d'importants changements surviendraient. Celui-ci avait en effet promis de transformer la politique américaine à plusieurs niveaux, notamment en matière de sécurité nationale (Korb *et al.*, 2011 : 172). Son approche libérale et progressiste, l'opposition de celui-ci à la guerre en Iraq et ses critiques à l'endroit du Patriot Act laissaient prédire que des nouvelles politiques seraient adoptées en matière de contreterrorisme. Toutefois, le premier mandat du président Obama n'a pas conduit à la fin de la sécurisation de la menace terroriste. Dans les discours, l'appréciation de la menace de même que les moyens annoncés pour prévenir et combattre celle-ci n'ont pas été radicalement différents. Voici plusieurs exemples corroborant cet argument. On a continué d'affirmer une menace urgente, extraordinaire et persistante mettant en péril la sécurité des États-Unis et de leurs alliés. On n'a pas cessé d'annoncer un état de guerre et le terrorisme comme un acte de guerre. Les terroristes ont été présentés comme des ennemis qu'il fallait annihiler et avec lesquels on ne pouvait pas négocier. On a rappelé que les Américains étaient les victimes initiales, que la démarche sécuritaire était absolument nécessaire et qu'elle s'inscrivait dans le long terme. On a insisté autant sinon plus sur le danger que représentaient le terrorisme nucléaire et les loups solitaires qui menacent les États-Unis de l'intérieur. Pour prévenir le terrorisme nucléaire, on a défendu l'importance de développer les accords de non-prolifération et la pression sur les États voyous développant des armes nucléaires. Même si on a employé un langage sensiblement différent, les acteurs de la sécurisation ont réitéré un droit légitime à la préemption similaire à celui formulé à l'époque de Bush. On a continué de dire que pour prévenir le développement de la menace terroriste, il fallait intervenir dans les sociétés où naît l'extrémisme en améliorant celles-ci. De plus, le Patriot Act a été présenté comme un outil essentiel pour lutter efficacement contre la menace terroriste.

Toutefois, d'une administration à l'autre il y a eu quelques différences importantes dans les discours relatifs à la sécurisation de la menace en question. D'abord, l'ennemi ciblé n'était plus le terrorisme *largement* mais plutôt l'organisation Al-Qaïda. De plus, si l'Iraq a été présenté comme un problème réglé, l'Afghanistan et le Pakistan ont été présentés comme les deux théâtres-clés de la menace terroriste. En ce sens, on a affirmé le besoin absolument nécessaire d'augmenter l'effort militaire en Afghanistan, tandis que les drones de combat ont été présentés comme un moyen efficace de combattre la menace terroriste. Malgré cela, on remarque un enthousiasme moins grand pour l'action militaire, du moins dans les discours. En effet, les acteurs de la sécurisation ont été plus prudents lorsqu'ils ont affirmé le besoin de déployer des soldats sur le terrain. On disait que l'envoi de ceux-ci était absolument nécessaire et que, si ce n'était pas le cas, on ne mettrait pas inutilement la vie d'Américains en jeux. De plus, les acteurs de la sécurisation ont affirmé une volonté d'intégrer un fond moral basé sur les « valeurs américaines » et les conventions internationales, qui devaient conduire à certaines mesures concrètes (plus grande transparence du contreterrorisme, rejet de la torture, etc.). Enfin, la sécurisation de la menace terroriste s'est exprimée à différentes échelles: si parfois elle occupait le centre ou l'ensemble du discours sécuritaire, à d'autres moments il ne s'agissait que d'une dimension parmi plusieurs autres. La menace terroriste n'avait donc plus toujours la centralité dans l'agenda sécuritaire qu'elle avait à l'époque de l'administration précédente.

Comme ce fut le cas pour les discours, les pratiques concrètes de la lutte contre le terrorisme ont connu des continuités, des développements et des évolutions durant le premier mandat du président Obama. D'abord, on a réorienté la stratégie militaire. En Iraq, on a mis fin à l'intervention militaire et le retrait des troupes américaines a été complété. En Afghanistan, le nombre de soldats américains a été augmenté massivement. Au Pakistan, les drones de combat ont été employés comme jamais auparavant, faisant de ceux-ci l'arme de choix de la CIA pour éliminer ses cibles. En fin de compte, malgré certains repositionnements tactiques, la lutte militaire contre le terrorisme a continué d'être intense, au moins

autant qu'à l'époque du président Bush. Sur le plan non militaire, il faut d'abord remarquer la continuation du développement des accords de non-prolifération et l'ajout de nouvelles sanctions contre les États voyous développant des armes nucléaires. Ces mesures n'ont pas eu beaucoup d'impact puisque ni l'Iran, ni la Corée du Nord n'ont mis fin à leur programme nucléaire. Les dispositions du Patriot Act qui allaient expirer ont été renouvelées. Malgré les promesses d'Obama de fermer la prison de Guantanamo, celle-ci est demeurée ouverte. Même si l'emploi de la torture a été interdite et que le *Army Field Manual* a été réécrit afin de prévenir que des scandales comme celui de la prison d'Abu Ghraib ne surviennent à nouveau, la pratique des restitutions extraordinaires s'est poursuivie en toute impunité. On peut donc affirmer que l'administration Obama a employé plusieurs moyens extraordinaires afin de lutter contre le terrorisme. Même si certaines pratiques ont changé, l'ensemble de celles-ci a été tout aussi intense qu'à l'époque de l'administration Bush.

La revue des discours et des pratiques relatifs à la lutte contre le terrorisme depuis l'élection d'Obama en 2009 montre ainsi des changements, des évolutions et des continuités. Même si Obama a adouci le ton de la rhétorique guerrière qui caractérisait les discours de son prédécesseur tout en rejetant plusieurs des politiques de ce dernier, sa gouvernance a été un mélange de continuités, de reformulations et de nouveautés (Korb *et al.*, 2011 : 172). En ce sens, on pourrait dire que le néoconservatisme a été remplacé par une approche réaliste rappelant celle des présidents Eisenhower et Nixon (Korb *et al.*, 2011 : 172). Somme toute, une chose demeure certaine: la sécurisation de la menace terroriste a continué durant le premier mandat du président Obama et celle-ci ressemble beaucoup à la politique du contreterrorisme de l'époque du président Bush. Nous pouvons affirmer que la menace terroriste a continué d'être sécurisée parce que les conditions de la sécurisation, telles que formulées à l'intérieur du cadre théorique choisi, ont été respectées. À travers une multitude d'énonciations performatives qui ont construit une réalité sécuritaire, une menace urgente revêtant plusieurs formes (etc., terrorisme nucléaire, *loups solitaires*, etc.) a été présentée, on a



affirmé que l'existence de certains objets référents était mise en péril, et pour faire face à cette situation (caractérisée notamment comme un « état de guerre ») les acteurs de la sécurisation ont exigé des pouvoirs extraordinaires à différents niveaux afin de remplir cette tâche. Ainsi, les remarques de l'ancien conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski, notamment que la rhétorique dramatique de la GWOT avait permis la création d'une « mentalité d'assiégé » et d'une culture de la peur (Anderson, 2011 : 73), ont continué d'être pertinentes durant le premier mandat d'Obama. De plus, la sécurisation a continué d'être un succès, car l'interprétation de la menace et la formulation d'une démarche sécuritaire ont été suffisamment acceptées (du moins le public demeura relativement complaisant) au point où les acteurs de la sécurisation ont pu mettre de l'avant les politiques extraordinaires qu'ils souhaitaient et justifier celles-ci au nom de la menace terroriste et de la lutte contre celle-ci. Le public américain a approuvé les pratiques du contreterrorisme, ou y est demeuré relativement indifférent.

Une différence majeure entre la sécurisation durant le premier mandat du président Obama et celle à l'époque de son prédécesseur, c'est le niveau de cohérence entre les discours et les pratiques sécuritaires qui ont suivi. Kaufman (2012 : 12) explique que même si le candidat Obama exprimait en 2008 une vision du monde très différente de celle du président Bush, les politiques de la sécurité nationale ont changé davantage au niveau du ton des discours sécuritaires, que dans leur substance concrète. En effet, il y eut peu de changements dans la politique américaine, en ce qui a trait à la sécurité nationale et à la lutte contre le terrorisme. Deux exemples soutiennent cet argument. Premièrement, bien que le président Obama ait toujours été plus prudent qu'enthousiaste par rapport à l'emploi du militaire (par exemples, il a souvent annoncé que son administration mettrait fin aussi tôt que possible aux interventions militaires et que si des soldats américains étaient envoyés au combat c'était parce que leur déploiement était absolument nécessaire), dans la pratique l'action militaire est demeurée le moyen préféré pour lutter contre le terrorisme. Deuxièmement, même si Obama a affirmé l'importance qu'accordait son administration à l'intégration d'un certain fond moral



aux pratiques de la lutte contre le terrorisme (notamment en mettant fin à la torture, en faisant preuve de plus de transparence et en promettant de fermer la prison de Guantanamo), les restitutions extraordinaires ont continué d'être employées et la prison de Guantanamo est demeurée en fonction. Le commentaire d'Hutchinson (2009) au sujet de cette continuité mérite d'être cité:

Obama justifie le maintien de pratiquement toutes les dispositions de la guerre contre le terrorisme de Bush grâce au raisonnement standard voulant que le gouvernement doit avoir toutes les armes nécessaires pour s'occuper de la menace terrorisme, mêmes si ces armes sont douteuses dans leur légalité et leur constitutionnalité. Ceci, bien sur, constituait la rhétorique de Bush et de Cheney. La seule petite différence entre eux et Obama se trouve dans le fait qu'Obama a tenté 'd'enrober ces armes illicites d'un emballage plus doux [*a softer casing*] autour de ces armes illicites.

En fin de compte, l'administration Obama a produit une sécurisation de la menace terroriste plus « mature » dans ses discours qu'à l'époque de Bush, puisque la menace était interprétée de manière plus réaliste, en même temps que la démarche sécuritaire proposée était plus réfléchie, du moins en apparence.

Plusieurs hypothèses pourraient expliquer l'incohérence des discours et des pratiques de la lutte contre le terrorisme caractérisant le premier mandat du président Obama. Beaucoup d'auteurs<sup>27</sup> affirment que si les politiques relatives à la sécurité nationale de l'administration Obama étaient en continuité avec celles de l'administration Bush, c'est parce que l'héritage de cette dernière était tellement important qu'il était difficile de le mettre de côté et de révolutionner l'orientation des nombreux dossiers inachevés. Le grand nombre de défis sécuritaires qui ont été relevés entre 2001 et 2008 rendait difficile un changement de cap qui mettrait de côté ceux-ci (Korb, Lawrence et Conley, 2011 : 172). En ce sens, Rajae et Miller (2012 : 2) soutiennent que ces dossiers sécuritaires détermineront « les options de politiques d'une manière qui réduit la liberté d'action tout en

<sup>27</sup> Le postulat que la politique de l'administration Obama est grandement influencée et en partie prédéterminée par l'héritage de l'administration Bush constitue un argument central reliant les auteurs du livre *America's Challenges in the Greater Middle East*, dirigé par Shahram Akbarzadeh (2011).

demandant la gestion de leurs conséquences - peu importe si elles sont cohérentes avec les préférences du président en place ». Ainsi, la présidence de Bush risque d'influencer grandement la politique américaine pour les prochaines décennies (Rajae et Miller, 2012 : 2). Par exemple, pour ce qui est de l'intervention en Afghanistan, Maley (2011 : 196) va jusqu'à affirmer que Barack Obama a « hérité d'un calice empoisonné ». Kaufman (2012 : 12) soutient aussi l'argument que l'héritage de la présidence Bush offrait peu de possibilités pour amener de réels changements.

Pour tenter d'expliquer la continuité de la sécurisation de la menace terroriste, il faut également considérer que la GWOT offrait à Washington la possibilité de réaffirmer et de légitimer son leadership dans le champ de la sécurité internationale, de même qu'une gouvernance unilatérale sur le système international (Buzan, 2006). Le modèle sécuritaire amené par la sécurisation de la menace terroriste à l'échelle globale, au centre duquel se trouve Washington, n'a pas perdu son utilité ou sa pertinence suite à l'élection de Barack Obama. Cette conception du monde a toujours l'utilité d'unifier et structurer les unités du système international autour des États-Unis (Buzan, 2006 : 1101), si bien sur elle est acceptée.

Notre recherche s'est d'avantage intéressée au « comment » qu'au « pourquoi » de la sécurisation de la menace terroriste. Bien qu'il soit possible d'analyser longuement les motivations conduisant à celle-ci à l'aide des différentes grilles d'analyse produites par les théories des relations internationales, expliquer pourquoi la menace terroriste a continué d'être sécurisée durant le premier mandat d'Obama est peut-être simple : la sécurisation de la menace terroriste donnait encore accès à des pouvoirs extraordinaires. Ceux-ci constituaient une raison suffisante puisqu'ils permettaient aux acteurs de la sécurisation de mettre de l'avant certaines politiques et de poursuivre un agenda donné, peu importe les raisons motivant celles-ci. Comme écrivait George Orwell dans son roman *1984*, le pouvoir constitue à lui seul une motivation ultime: il n'est pas un moyen, il est une fin.

En fin, nous remarquons que, contrairement aux doutes de Buzan (2006) relatifs à l'espérance de vie à long terme de la sécurisation de la menace terroriste, il semble que celle-ci ait encore de longues années devant elle. Les institutions et les pratiques qui constituent le champ du contreterrorisme ont été si bien ancrées et normalisées à l'époque de Bush (Jackson, 2005 : 2-3) qu'on envisage difficilement la possibilité de transformations profondes, ou même une volonté de le faire. Plusieurs indices corroborent cela: la menace ainsi que les pratiques pour prévenir et combattre celle-ci demeurent pertinentes grâce aux discours qui rappellent l'existence une menace extraordinaire mettant en péril la sécurité des États et de leur population, la victoire n'est qu'*envisageable* (sans plus) puisque la menace terroriste est résiliente et il faudra poursuivre la lutte pour éviter d'autres attaques. De plus, les attentats terroristes qui surviennent parfois rappellent la réalité de la menace. L'attentat à la bombe durant le marathon de Boston le 15 avril 2013 a ravivé la peur et la réalité de la menace terroriste aux yeux des Américains et du reste du monde. Le paradigme de l'action militaire comme moyen principal de lutter contre la menace terroriste est également bien ancré: à l'ouverture du SOFEX<sup>28</sup> 2010, on a annoncé que pour lutter contre le terrorisme international, il était essentiel de détenir la fine pointe des technologies militaires présentées à ce salon réservé aux généraux du monde entier (Smith, 2010). Et le plus important: le public américain est soit positif ou indifférent par rapport aux pratiques de la lutte contre le terrorisme malgré toutes les questions éthiques et les dommages collatéraux qui lui sont associés. Par exemple, la majorité des Américains sont satisfaits de la façon dont l'administration Obama mène la lutte contre le terrorisme (Cheadle, 2012). Selon plusieurs sondages une majorité nette des Américains appuient ou acceptent les méthodes d'interrogation agressive (Kurtulus, 2011 : 44, 46). Il s'agit d'un autre signe indiquant que la sécurisation est un succès et peut se poursuivre, du moins aussi longtemps que les citoyens ne

---

<sup>28</sup> Le SOFEX, ou *Special Operations Forces Exhibition*, est un salon d'exposition où sont présentés les plus récents produits et innovations des compagnies d'armement du monde entier. Les généraux de 56 pays s'y retrouvent pour rencontrer les compagnies et faire l'achat de nouvelles armes et autres produits militaires. L'événement dure trois jours et prend place en Jordanie tous les deux ans.

seront pas brimés de façon immédiate dans leurs confort ou leur mode de vie. La prédiction que faisait le président Bush pourrait ainsi s'avérer exacte: « [cette guerre] continuera longtemps après que vous et moi aurons remis nos responsabilités à d'autres » (Bush, 2007).

## RÉFÉRENCES

- ABRAMS, Jim, 2011, « Patriot Act Extension Signed By Obama », *Huffington Post*, 27 mai, [http://www.huffingtonpost.com/2011/05/27/patriot-act-extension-signed-obama-autopen\\_n\\_867851.html](http://www.huffingtonpost.com/2011/05/27/patriot-act-extension-signed-obama-autopen_n_867851.html) (consulté le 11 janvier 2013).
- ACKERMAN, Spencer, 2011, « CIA's Drones Join Shadow War Over Yemen », *Wired*, 14 juin, [http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/cias-drones-join-shadow-war-over-yemen/?utm\\_source=Contextly&utm\\_medium=RelatedLinks&utm\\_campaign=Previous](http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/cias-drones-join-shadow-war-over-yemen/?utm_source=Contextly&utm_medium=RelatedLinks&utm_campaign=Previous) (consulté le 20 décembre 2012).
- ANDERSON, Terry H., 2011, *Bush's Wars*, Oxford, Oxford University Press.
- AUSTIN, John L., 1973 [1962], *How to do things with words*, New York, Oxford University Press.
- AUSTIN, John L., 1979 [1970], « Performative utterances », dans *Philosophical papers*, Oxford, Oxford University Press, p. 233-252.
- BALZACQ, Thierry, 2009, « Constructivism and Securitization Studies », dans Myriam Dunn Cavelty et Victor Mauer (dir.), *The Routledge Handbook of Security Studies*, London, Routledge, p. 56-72.
- BELASCO, Amy, 29 mars 2011, « The Cost of Iraq, Afghanistan and Other Global War on Terror Operations Since 9/11 », *Congressional Research Service*.
- BELASCO, Amy, 2 juillet 2009, « Troop Levels in the Afghan and Iraq Wars, FY2001-FY2012: Cost and Other Potential Issues », *Congressional Research Service*.
- BERGEN, Peter, 2012, « Drone is Obama's weapon of choice », *CNN*, 19 septembre 2012, <http://www.cnn.com/2012/09/05/opinion/bergen-obama-drone/index.html> (consulté le 20 décembre 2012).
- BONDITTI, Philippe, 2011, « L'organisation de la lutte anti-terroriste aux États-Unis », *Cultures & Conflits*, no. 44, p. 65-76.
- BOOTH, Ken et Tim Dunne, 2012, *Terror in Our Time*, New York, Routledge.



- BRENNAN, John O., 2011, « Remarks of John O. Brennan 'Strengthening our Security by Adhering to our Values and Laws' », 16 septembre, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/09/16/remarks-john-o-brennan-strengthening-our-security-adhering-our-values-an> (consulté le 18 septembre 2012).
- BRENNAN, John O., 2010, « Securing the Homeland by Renewing American Strength, Resilience and Values », 26 mai, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-assistant-president-homeland-security-and-counterterrorism-john-brennan-csi> (consulté le 18 septembre 2012).
- BRENNAN, John O., 2009, « A New Approach to Safeguarding Americans », 6 août, [http://www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-by-John-Brennan-at-the-Center-for-Strategic-and-International-Studies/](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-John-Brennan-at-the-Center-for-Strategic-and-International-Studies/) (consulté le 18 septembre 2012).
- BROOKINGS, 2012, « Afghanistan Index », Brookings Foreign Policy, 20 novembre, <http://www.brookings.edu/about/programs/foreign-policy/afghanistan-index> (consulté le 21 décembre 2012).
- BUSH, George W., 2006, « President Bush's State of the Union address », 31 janvier, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/01/31/AR2006013101468.html> (consulté le 11 mars 2012).
- BUSH, George W., 2005, « Transcript of State of the Union », 2 mai, [http://articles.cnn.com/2005-02-02/politics/sotu.transcript.1\\_transcript-branches-of-government-share-union-address?\\_s=PM:ALLPOLITICS](http://articles.cnn.com/2005-02-02/politics/sotu.transcript.1_transcript-branches-of-government-share-union-address?_s=PM:ALLPOLITICS) (consulté le 11 mars 2012).
- BUSH, George W., 2004, « Transcript of State of the Union », 20 janvier, [http://articles.cnn.com/2004-01-20/politics/sotu.transcript.1\\_1\\_terrorist-threats-policies-and-old-divisions-airline-passenger-lists?\\_s=PM:ALLPOLITICS](http://articles.cnn.com/2004-01-20/politics/sotu.transcript.1_1_terrorist-threats-policies-and-old-divisions-airline-passenger-lists?_s=PM:ALLPOLITICS) (consulté le 21 mars 2012).
- BUSH, George W., 2003b, « Transcript of Bush UN address », 23 septembre, [http://articles.cnn.com/2003-09-23/us/sprj.irq.bush.transcript.1\\_terror-work-for-peaceful-change-regime?\\_s=PM:US](http://articles.cnn.com/2003-09-23/us/sprj.irq.bush.transcript.1_terror-work-for-peaceful-change-regime?_s=PM:US) (consulté le 11 mars 2012).
- BUSH, George W., 2003a, « Bush's State of the Union speech », 28 janvier, [http://articles.cnn.com/2003-01-28/politics/sotu.transcript.1\\_tax-relief-corporate-scandals-and-stock-union-speech?\\_s=PM:ALLPOLITICS](http://articles.cnn.com/2003-01-28/politics/sotu.transcript.1_tax-relief-corporate-scandals-and-stock-union-speech?_s=PM:ALLPOLITICS) (consulté le 11 mars 2012).

- BUSH, George W., 2002a, « Bush State of the Union address », 29 janvier, [http://articles.cnn.com/2002-01-29/politics/bush.speech.txt\\_1\\_firefighter-returns-terrorist-training-camps-interim-leader?\\_s=PM:ALLPOLITICS](http://articles.cnn.com/2002-01-29/politics/bush.speech.txt_1_firefighter-returns-terrorist-training-camps-interim-leader?_s=PM:ALLPOLITICS) (consulté le 11 mars 2012).
- BUSH, George W., 2001a, « President Bush's address after terrorist attacks on New York and Washington », 11 septembre, [http://articles.cnn.com/2001-09-11/us/bush.speech.text\\_1\\_attacks-deadly-terrorist-acts-despicable-acts/2?\\_s=PM:US](http://articles.cnn.com/2001-09-11/us/bush.speech.text_1_attacks-deadly-terrorist-acts-despicable-acts/2?_s=PM:US) (consulté le 21 mars 2012).
- BUSH, George W., 2001b, « Transcript of President Bush's Prayer Service Remarks », 14 septembre, <http://www.opm.gov/guidance/09-14-01gwb.htm> (consulté le 21 mars 2012).
- BUSH, George W., 2001c, « Transcript of President Bush's address », 20 septembre, [http://articles.cnn.com/2001-09-20/us/gen.bush.transcript\\_1\\_joint-session-national-anthem-citizens?\\_s=PM:US](http://articles.cnn.com/2001-09-20/us/gen.bush.transcript_1_joint-session-national-anthem-citizens?_s=PM:US) (consulté le 11 mars 2012).
- BUZAN, Barry, 2006, « Will the 'global war on terrorism' be the new Cold War? », *International Affairs*, vol. 82, no. 6, p. 1101-1118.
- BUZAN, Barry, Ole Waever et Jaap de Wilde, 1998, *Security. A New Framework For Analysis*, Boulder, Lynne Rienner.
- CHENEY, Dick, 2006, « Vice-President's Remarks on Iraq and the War on Terror », 4 janvier, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2006/01/20060104-2.html> (consulté le 21 mars 2012).
- CHENEY, Dick, 2003, « The Continuing War on Terror », 24 juillet, <http://aei.org/speech/foreign-and-defense-policy/regional/middle-east-and-north-africa/the-continuing-war-on-terror-speech/> (consulté le 21 mars 2012).
- CHENEY, Dick, 2002, « Transcript : War on Terror Most Urgent U.S. Task, Cheney Says », 7 août, <http://www.usembassy-israel.org.il/publish/peace/archives/2002/august/080805.html> (consulté le 21 mars 2012).
- CLÉMENT, Pierre-Alain, 2010, *G.I contre Jihad. Le match nul*, Québec, PUQ.
- CRABTREE, Susan, 2009, « Obama stares down Patriot Act criticism », *The Hill*, 11 décembre, <http://thehill.com/homenews/administration/67459->

administration-stares-down-patriot-act-criticism (consulté le 19 janvier 2013).

CUTLER, Leonard, 2010, « Bush vs. Obama Detainee Policy Post-9/11. An Assessment », *Strategic Studies Quarterly*, vol. 4, no. 2, p. 63-87.

DUNNE, Charles W., 2011, « Iraq: Policies, Politics, and the Art of the Possible », dans Sharam Akbarzadeh, *America's Challenges in the Greater Middle East. The Obama Administration's Policies*, New York, Palgrave Macmillan, p.11-30.

ENTOUS, Adam, Siobhan Gorman et Julian E. Barnes, 2011, « U.S. Tightens Drone Rules », *The Wall Street Journal*, 4 novembre, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052970204621904577013982672973836.html> (consulté le 12 janvier 2013).

EVIATAR, Daphne, « Is Proxy Detention the Obama Administration's Extraordinary Rendition-Lite? », 2011, *Huffington Post*, 7 janvier, [http://www.huffingtonpost.com/daphne-eviatar/is-proxy-detention-the-ob\\_b\\_805998.html](http://www.huffingtonpost.com/daphne-eviatar/is-proxy-detention-the-ob_b_805998.html) (consulté le 20 décembre 2013).

FELSTE, Karen A., 2011, *America responds to terrorism : conflict resolution strategies of Clinton, Bush and Obama*, New York, Palgrave Macmillan, 2011.

GILMORE, Jonathan, 2011, « A kinder, gentler counter-terrorism : Counterinsurgency, human security and the War on Terror », *Security Dialogue*, vol. 42, no. 1, p. 21-37.

GRONDIN, David, Anne-Marie D'Aoust et Alex Macleod, 2010, « Les études de sécurité », dans Alex Macleod et Dan O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, Boisbriand, Athéna, p. 461-487.

HARRINGTON, Clodagh, 2010, « The Ethical Record of the Bush Presidency », dans Iwan Morgan et Philip John Davies, *Assessing George W. Bush's Legacy*, New York, Palgrave Macmillan, p. 99-119.

HURST, Steven, 2009, « Reforming the National Security Apparatus », dans Andrew Wroe et Jon Herbert (dir.), *Assessing the George W. Bush Presidency. A Tale of Two Terms*, Edinburgh, Edinburgh University Press, p.100-114.

HUSSAIN, Touqir, 2011, « Pakistan: A New Beginning », dans Sharam Akbarzadeh, *America's Challenges in the Greater Middle East. The*

*Obama Administration's Policies*, New York, Palgrave Macmillan, p. 177-194.

HUTCHINSON, Earl Ofari, 2009, « Did Obama Break His Campaign Promise to Scrap the Patriot Act? », *Huffington Post*, 16 septembre, [http://www.huffingtonpost.com/earl-ofari-hutchinson/did-obama-break-his-campa\\_b\\_288112.html](http://www.huffingtonpost.com/earl-ofari-hutchinson/did-obama-break-his-campa_b_288112.html) (consulté le 11 janvier 2013).

HUYSMANS, Jef, 1998, « Revisiting Copenhagen : Or, On the Creative Development of a Security Studies Agenda in Europe », *European Journal of International Relations*, vol. 4, no. 4, p. 479-505.

INDYK, Martin S., Kenneth G. Lieberthal et Michael E. O'Hanlon, 2012, *Bending History. Barack Obama's Foreign Policy*, Washington, Brookings Institution Press.

JACKSON, Richard, 2005, *Writing the War on Terrorism. Language, Politics and Counter-Terrorism*, Manchester, Manchester University Press.

JENTLESON, Bruce W., 2007, « Yet Again. Humanitarian Intervention and the challenges of 'never again' », dans Chester A. Crocker, Fen Osler Hampson, Pamela Aall (dir.), *Leashing the Dogs of War*, Washington, United States Institute of Peace Press, p. 277-297.

KAUFMAN, Stuart J., « U.S. National Security Strategy from Bush to Obama: Continuity and Change », dans Bahram M. Rajaei et Mark J. Miller (dir.), *National Security Under the Obama Administration*, New York, Palgrave Macmillan, p. 11-28.

KORB, Lawrence J. et Laura Conley, 2011, « Fighting Two Wars », dans Andrew Dowdle, Dirk C. Van Raemdonck et Robert Maranto (dir.), *The Obama Presidency. Change and Continuity*, New York, Routledge, p.172-183.

KURTULUS, Ersun N., 2011, « The New Counterterrorism: Contemporary Counterterrorism Trends in the United States and Israel », *Studies in Conflict & Terrorism*, no. 35, p. 37-58.

LANKFORD, Adam, 2010, « Assessing the Obama Standard for Interrogations: An Analysis of Army Field Manual 2-22.3 », *Studies in Conflict & Terrorism*, no. 33, p. 20-35.

MALEY, William, « Afghanistan: Grim Prospects? », dans Sharam Akbarzadeh, *America's Challenges in the Greater Middle East. The Obama Administration's Policies*, New York, Palgrave Macmillan, p. 195-216.

McCOY, Alfred W., « Impunity at Home, Rendition Abroad », 2012, *The Nation*, 14 août, <http://www.thenation.com/article/169384/impunity-home-rendition-abroad#> (consulté le 19 décembre 2012).

MCSWEENEY, Bill, 1996, « Identity and security: Buzan and the Copenhagen school », *Review of International Studies*, vol. 22, no. 1, p. 81-93.

MILLER, Greg, 2011, « Under Obama, an emerging global apparatus for drone killing », *Washington Post*, 27 décembre, [http://www.washingtonpost.com/national/national-security/under-obama-an-emerging-global-apparatus-for-drone-killing/2011/12/13/gIQANPdILP\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/national/national-security/under-obama-an-emerging-global-apparatus-for-drone-killing/2011/12/13/gIQANPdILP_story.html) (consulté le 20 décembre 2013).

MILLER, Greg, 2009, « Obama preserves renditions as counter-terrorism tool », *Los Angeles Times*, 1<sup>er</sup> février, <http://articles.latimes.com/2009/feb/01/nation/na-rendition1> (consulté le 21 décembre 2012).

NEW AMERICA FOUNDATION, « The Year of the Drone. An Analysis of U.S. Drone Strikes in Pakistan, 2004-2012 », *New America Foundation*, <http://counterterrorism.newamerica.net/drones> (consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2012).

OBAMA, Barack, 2012, « Remarks by the President at Opening Plenary Session of the Nuclear Security Summit », 26 mars, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/03/26/remarks-president-obama-opening-plenary-session-nuclear-security-summit> (consulté le 11 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2011a, « Speech on Osama Bin Laden's death », 1er mai, <http://www.newstatesman.com/2011/05/bin-laden-qaeda-pakistan-war> (consulté le 11 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2011b, « Remarks by the President on the Way Forward in Afghanistan », 22 juin, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/06/22/remarks-president-way-forward-afghanistan> (consulté le 11 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2010a, « Remarks by the President on Strengthening Intelligence and Aviation Security », 10 janvier, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-strengthening-intelligence-and-aviation-security> (consulté le 10 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2010b, « Remarks by the President in State of the Union Address », 27 janvier, <http://www.whitehouse.gov/the-press->



office/remarks-president-state-union-address (consulté le 9 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2010c, « Text of Obama's Speech to West Point 2010 Cadets », 22 mai, [http://www.cbsnews.com/2100-201\\_162-6509577.html](http://www.cbsnews.com/2100-201_162-6509577.html) (consulté le 10 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2010d, « Remarks by the President at the Pentagon Memorial », 11 septembre, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/09/11/remarks-president-pentagon-memorial> (consulté le 10 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2010e, « Remarks by the President to the United Nations General Assembly », 23 septembre, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/09/23/remarks-president-united-nations-general-assembly> (consulté le 18 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2009a, « Inaugural Address », 20 janvier, [https://www.google.ca/search?q=obama+inaugural+address&rlz=1C1LENN\\_enCA492CA492&sugexp=chrome,mod=9&sourceid=chrome&ie=UTF-8](https://www.google.ca/search?q=obama+inaugural+address&rlz=1C1LENN_enCA492CA492&sugexp=chrome,mod=9&sourceid=chrome&ie=UTF-8) (consulté le 10 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2009b, « Remarks by the President on National Security », 21 mai, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-national-security-5-21-09> (consulté le 10 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2009c, « Remarks by the President on a New Beginning », 4 juin, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-cairo-university-6-04-09> (consulté le 10 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2009d, « President Barack Obama on 9/11 anniversary: Every year on this day, we are all New Yorkers », 11 septembre, [http://articles.nydailynews.com/2009-09-11/news/17930644\\_1\\_new-yorkers-extremists-attack](http://articles.nydailynews.com/2009-09-11/news/17930644_1_new-yorkers-extremists-attack) (consulté le 11 octobre 2012).

OBAMA, Barack, 2009e, « Remarks by the President in Address to the Nation on the Way Forward in Afghanistan and Pakistan », 1er décembre, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/12/16/statement-president-afghanistan-pakistan-annual-review> (consulté le 21 octobre 2012).

PARKER, Tom, 2011, « Obama's Alleged Link to Secret Prisons and Extraordinary Rendition », *Amnesty International USA*, 14 juillet, <http://blog.amnestyusa.org/africa/obamas-alleged-link-to-secret-prisons-and-extraordinary-rendition/> (consulté le 25 janvier 2013).

- RAJAEI, Bahram M. et Mark J. Miller, 2012, « Introduction », dans Bahram M. Rajaei et Mark J. Miller (dir.), *National Security Under the Obama Administration*, New York, Palgrave Macmillan, p. 1-7.
- RALPH, Jason, 2009, « To Usher in a New Paradigm? President Bush's Foreign Policy », dans Andrew Wroe et Jon Herbert (dir.), *Assessing the George W. Bush Presidency. A Tale of Two Terms*, Edinburgh, Edinburgh University Press, p.77-99.
- REIFER, Tom, 2011, « Guantanamo, Torture, and the Perversion of Justice: Obama's New Executive Order », *Transnational Institute*, 16 mars, <http://www.tni.org/article/guantanamo-torture-and-perversion-justice-obama%E2%80%99s-new-executive-order> (consulté le 19 janvier 2013).
- SAGEMAN, Marc, 2008, *Leaderless Jihad. Terror Networks in the Twenty-First Century*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- SAVAGE, Charlie, 2009, « Obama's War on Terror May Resemble Bush's in Some Areas », *The New York Times*, 17 février, [http://www.nytimes.com/2009/02/18/us/politics/18policy.html?pagewanted=all&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2009/02/18/us/politics/18policy.html?pagewanted=all&_r=0) (consulté le 20 décembre 2013).
- SEARLE, John R., 1991, « What Is a Speech Act? », dans Steven Davis (dir.), *Pragmatics. A Reader*, New York, Oxford University Press, p. 254-264.
- SEARLE, John R., 1980 [1969], *Speech Acts. An Essay in the Philosophy of Language*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SHACHTMAN, Noah, 2012a, « 29 Dead in 8 Days as U.S. Puts Yemen Drone War in Overdrive », *Wired*, 5 septembre, [http://www.wired.com/dangerroom/2012/09/yemen-drone-war/?utm\\_source=Contextly&utm\\_medium=RelatedLinks&utm\\_campaign=Previous](http://www.wired.com/dangerroom/2012/09/yemen-drone-war/?utm_source=Contextly&utm_medium=RelatedLinks&utm_campaign=Previous) (consulté le 12 janvier 2013).
- SHACHTMAN, Noah, 2012b, « Obama Finally Talks Drone War, But It's Almost Impossible to Believe Him », *Wired*, 6 septembre, <http://www.wired.com/dangerroom/2012/09/obama-drone/> (consulté le 21 décembre 2012).
- SHACHTMAN, Noah, 2012c, « Military Stats Reveal Epicenter of U.S. Drone War », *Wired*, 9 novembre, <http://www.wired.com/dangerroom/2012/11/drones-afghan-air-war/> (consulté le 21 décembre 2012).
- UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION IN AFGHANISTAN, 2011, *Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody*, Kaboul, UN Office of the High Commissioner for Human Rights.

WAEVER, Ole, 1995, « Securitization and Desecuritization », dans Ronnie D. Lipschutz (dir.), *On Security*, New York, Columbia University Press, p. 46-86.

WILLIAMS, Michael C., 2003, « Words, Images, Enemies : Securitization and International Politics », *International Studies Quarterly*, vol. 47, no. 4, p. 511-531.

WILSON, Scott et Al Kamen, 2009, « 'Global War On Terror' Is Given New Name », 25 mars, [http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/03/24/AR2009032402818.html?wprss=rss\\_politics/administration](http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/03/24/AR2009032402818.html?wprss=rss_politics/administration) (consulté le 28 avril 2013).